

210

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

N°

THÈSE

Année 1900

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 14 Février 1900

Par M. Georges LOISEAU

Né à Paris, le 13 novembre 1872

LICENCIÉ ÈS-SCIENCES

ANCIEN EXTERNE DES HOPITAUX DE PARIS

ALCOOLISME

ET

RÉFORME SOCIALE

Président : M. JOFFROY, Professeur.

Juges { M. PINARD, Professeur.
M. GILLES DE LA TOURETTE, professeur agrégé.
M. LANGLOIS, professeur agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, PRÈS DU BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1900

ALCOOLISME
ET
RÉFORME SOCIALE

UNIVERSITÉ DE PARIS, FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen..... M. BROUARDEL.
Professeurs MM.

Anatomie	FARABEUF.
Physiologie	Ch. RICHET.
Physique médicale	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	{ DEBOVE.
	{ HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	LANNELONGUE.
Anatomie pathologique	CORNIL.
Histologie.....	MATHIAS DUVAL.
Opérations et appareils.....	TERRIER.
Pharmacologie.....	POUCHET.
Thérapeutique et matière médicale.....	LANDOUZY.
Hygiène	PROUST.
Médecine légale.....	BROUARDEL.
Histoire de la Médecine et de la Chirurgie.....	BRISSAUD.
Pathologie comparée et expérimentale	CHANTEMESSE.
	{ POTAIN.
Clinique médicale.....	{ JACCOUD.
	{ HAYEM.
	{ DIEULAFOY.
Clinique des maladies des enfants.....	GRANCHER.
Clinique des maladies syphilitiques.....	FOURNIER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	JOFFROY.
Clinique des maladies nerveuses	RAYMOND.
	{ DUPLAY.
Clinique chirurgicale	{ LE DENTU.
	{ TILLAUX.
	{ BERGER.
Clinique ophtalmologique	PANAS.
Clinique des voies urinaires.....	GUYON.
Clinique d'accouchements	{ PINARD.
	{ BUDIN.

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
ACHARD.	DESGREZ.	LEJARS.	THIROLOIX.
ALBARRAN.	DUPRÉ.	LEPAGE.	THÉRY.
ANDRÉ.	FAURE.	MARFAN.	THOINOT.
BONNAIRE.	GAUCHER.	MAUCLAIRE.	VAQUEZ.
BROCA (André).	GILLES de la TOURETTE.	MÉNÉTRIÉR.	VARNIER.
BROCA (Aug.).	HARTMANN.	MÉRY.	WALLICH.
CHARRIN.	LANGLOIS	ROGER.	WALTHER.
CHASSEVANT.	LAUNOIS	SEBILEAU.	WIDAL.
DELBET.	LEGUEU.	TEISSIER.	WURTZ.

Chef des travaux anatomiques : M. RIEFFEL.

Le Secrétaire de la Faculté : M. PUPIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'école a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

N^o

THÈSE

Année 1900

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 14 Février 1900

Par M. Georges LOISEAU

Né à Paris, le 13 novembre 1872

LICENCIÉ ÈS-SCIENCES

ANCIEN EXTERNE DES HOPITAUX DE PARIS

ALCOOLISME

ET

RÉFORME SOCIALE

Président : M. JOFFROY, Professeur,

Juges { M. PINARD, Professeur.
M. GILLES DE LA TOURETTE, professeur agrégé.
M. LANGLOIS, professeur agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, PRÈS DU BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1900

A M. H. DE LACAZE-DUTHIERS

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR D'ANATOMIE COMPARÉE ET DE ZOOLOGIE A LA FACULTÉ DES
SCIENCES DE PARIS

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR

Je dédie ce modeste travail.

A mon Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR JOFFROY

PROFESSEUR DE CLINIQUE DES MALADIES MENTALES
A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
MÉDECIN DE L'ASILE SAINTE-ANNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

A mes Maîtres dans les Hôpitaux

M. LE PROFESSEUR TILLAUX

PROFESSEUR DE CLINIQUE CHIRURGICALE A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
CHIRURGIEN DE L'HOPITAL DE LA CHARITÉ
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR

Externat (1896)

M. LE PROFESSEUR RAYMOND

PROFESSEUR DE CLINIQUE DES MALADIES NERVEUSES
A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
MÉDECIN DE L'HOSPICE DE LA SALPÊTRIÈRE
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Externat (1897)

M. LE DOCTEUR M. LETULLE

PROFESSEUR AGRÉGÉ A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
MÉDECIN DE L'HOPITAL BOUCICAUT

Externat (1898)

M. WALTHER, professeur agrégé, chirurgien des hôpitaux ; — M. RIEFFEL, chef des travaux anatomiques à la Faculté de médecine, chirurgien des hôpitaux ; — MM. MORESTIN, SOULIGOUX et LAUNAY, chirurgiens des hôpitaux ; — MM. JOSIAS, CUFFER, GUINON et SOUQUES, médecins des hôpitaux ; — MM. J.-B. CHARCOT et G. GASNE, anciens chefs de clinique à la Salpêtrière ; — MM. SUCHARD et JOLLY, du Collège de France (Laboratoire du professeur RANVIER) ; — M. PHILIPPE, chef des travaux d'anatomie pathologique à la Salpêtrière.

NOUS REMERCIONS PARTICULIÈREMENT

M. LE DOCTEUR M. LETULLE et M. LE DOCTEUR J. B. CHARCOT

*Qui nous ont encouragé et guidé dans l'élaboration
de ce travail*

Que tous ceux qui nous ont fourni des documents sur la lutte contre l'alcoolisme acceptent l'hommage de nos plus sincères remerciements :

M. le D^r J.-V. LABORDE, membre de l'Académie de médecine, chef des travaux de physiologie à la Faculté de médecine de Paris ; — M. le D^r GILLES DE LA TOURETTE, professeur agrégé, médecin de l'hôpital Saint-Antoine, médecin en chef de l'Exposition Universelle de 1900 ; — M. le D^r L. JAQUET, médecin des hôpitaux ; — M. le D^r NAPIAS, directeur général de l'Assistance Publique ; — M. le D^r LEGRAIN, médecin de l'asile de Ville-Évrard, président de l'Union française antialcoolique ; — M. le D^r de VAUCLEROY, secrétaire de la ligue patriotique belge contre l'alcoolisme ; — M. le D^r E. RIBARD ; — M^{rs} TURINAZ, évêque de Nancy ; — M. DESGROIZETTES, lieutenant d'infanterie ; — M. Ch. GUIEYSSE ; — M. FROT, enseigne de vaisseau ; — MM. COMBES, DE CACQUERAY, P. CHEVAUCHÉ, DINOIRE et CAMUSAT, ingénieurs des mines ; — M. J. ROUX, avocat ; — M. CHARTON.

D^r GEORGES LOISEAU



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ALCOOLISME ET RÉFORME SOCIALE

AVANT-PROPOS

« Les trois quarts du monde civilisé font en ce moment « un effort énorme pour se délivrer de l'alcoolisme. La « France ignore ce que font les autres. Elle dort en paix, « une bouteille d'absinthe sous son oreiller. » Ainsi débute une série d'articles sur l'alcoolisme parus récemment et signés : ARVÈDE BARINE.

Sans faire preuve d'un optimisme exagéré ; tout en reconnaissant que la lutte antialcoolique est loin d'atteindre en France l'ampleur qu'elle revêt dans les pays Scandinaves ou Anglo-Saxons ; sachant que l'éducation des Français —en matière de boissons— est tout entière à faire ; nous croyons cependant qu'il est injuste de dire que « nous dormons en paix ».

Nous n'en voulons pour preuve que le succès du vi^e Congrès international contre l'alcoolisme tenu à Paris au mois d'avril dernier ; les nombreux articles parus depuis cette époque dans les Revues les plus diverses (*Revue des Deux*

Mondes, Nouvelle Revue, Études, Quinzaine, Réforme sociale, Humanité Nouvelle, etc.) (1), et dans les journaux quotidiens, enfin les enquêtes, cours, conférences, projets de loi, vœux des jurys d'assises et des conseils généraux témoignent d'une juste préoccupation de ce fléau toujours croissant.

Il nous a paru opportun de dégager les idées directrices de l'antialcoolisme, de rechercher les applications qui en ont été proposées.

Nous serons ainsi amené à étudier le rôle de l'État dans cette lutte et à reconnaître son impuissance et souvent son impéritie. Passant aux collectivités, nous étudierons dans l'école, dans l'armée, dans la marine, dans le clergé, chez les hospitalisés, dans la classe ouvrière, les moyens à mettre en œuvre pour créer ce courant d'opinion qui obligera les pouvoirs publics à légiférer.

Ce que nous voulons montrer, c'est que par l'instituteur, par l'officier, par le prêtre, par le médecin, par les chefs d'industrie, l'idée antialcoolique peut pénétrer les esprits et amener une sorte de *Réforme Sociale*, qui nous délivrera de l'alcoolisme (2).

(1) La *Revue Universelle de la Distillerie* s'élève de cette rumeur antialcoolique (voir n° du 20 avril 1899) et l'*Alcool* (juin 99).

(2) Il ne sera pas parlé dans ce travail des Sociétés de tempérance ; nous n'ignorons pas leur très grande valeur au point de vue de la propagande antialcoolique, mais les documents que nous avons réunis ne sont pas assez nombreux pour présenter un tableau complet de leur mode d'action et des résultats obtenus.

INTRODUCTION

Ayant vécu nos jeunes années dans un milieu industriel, nous avons gardé un souvenir très vif des ravages causés par l'alcoolisme chez l'ouvrier. En notre souvenir s'évoquent maintes scènes de la vie d'atelier où l'alcool semble jouer le rôle d'un dieu trompeur, captivant ses fidèles par l'attrait d'un breuvage enchanteur qui verse, en même temps que l'oubli de toutes les misères et de tous les devoirs, le besoin irrésistible de vider sans trêve la coupe d'ivresse.

Nous revoyons encore une ruelle sombre, où débouchait la sortie d'une usine et là, les samedis de paye, les femmes guettant l'époux, le frère, le fils parfois, pour l'arracher à l'entraînement et à la tentation, pour l'emmener loin du débit violemment illuminé. Puis les lendemains de fête, la démarche lourde, trébuchante des ouvriers remontant cette même ruelle pour entrer à l'atelier, la mine hâve, le teint blême, le regard vague. Et l'on nous a dit combien de ces lundis sont perdus pour le travail, l'esprit, encore obscurci par les fumées de l'alcool, n'arrivant pas à se fixer sur la tâche.

Et nous avons pu voir, après des années d'excès alcoo-

liques, le déclin progressif de ces hommes autrefois laborieux, devenus incapables, tremblants, vieillis avant l'âge ; car nous les avons retrouvés à la Salpêtrière, avec les paralysies d'origine alcoolique et tout le cortège des affections cérébrales et médullaires, conséquences de cette intoxication ; dans les autres hôpitaux, les uns atteints directement par l'alcool avec des cirrhoses, des néphrites, etc., les autres terrassés par les infections qui guettent tout individu, mais dont l'issue, souvent favorable chez les sobres, devient presque fatalement mortelle, pour un organisme sans résistance, miné par le poison.

Nos observations personnelles et d'innombrables travaux nous prouvent trop bien que l'alcool peuple les hôpitaux, les asiles et les prisons, abâtardit la descendance de notre France et peut compter comme un des plus importants *facteurs de dégénérescence pour l'individu et pour la race.*

1° Morbidité et mortalité. — Il est bien établi que la morbidité et la mortalité sont plus grandes chez les alcooliques que chez les sobres. Les Compagnies d'assurances anglaises sur la vie consentent depuis longtemps un abaissement de la prime en faveur des abstinents. Dans les statistiques fournies par trois de ces sociétés, on voit qu'en cinq ans (1884-1889) la moyenne, par individu, était de *26 semaines* de maladie ; tandis que pour la caisse « Sons of Temperance », qui ne reçoit que des abstinents, la moyenne individuelle, dans le même espace de temps, n'était que de *7 semaines* de maladie.

Il est impossible de fournir des chiffres comparatifs

entre malades abstinents ou tempérants et malades alcooliques, on ne peut donner que des chiffres absolus. Dans son rapport à la Société médicale des hôpitaux (1), le D^r JACQUET, sur 4744 malades, a trouvé 1405 alcoolisés ou alcooliques, soit 29,61 0/0. Pour la tuberculose, en particulier, de multiples constatations ont montré sa plus grande fréquence chez les alcooliques. Les communications récentes du D^r BARBIER et du D^r JACQUET (2) rappellent que 98 0/0 des tuberculeux, qui se présentent aux consultations, sont alcooliques (3).

Le maximum de mortalité s'observe parmi les professions notoirement intempérantes : marchands de vin, charretiers, cochers, cuisiniers (BERTILLON). Et dans une même profession, celle de cochers, la mortalité est en rapport avec la facilité de l'alcoolisation. De 25 à 60 ans, la mortalité est de 14,82 pour mille, parmi les cochers d'omnibus et de fiacres, de 12,75 pour mille pour les charretiers et les camionneurs et seulement de 8,87 pour les cochers de maître et les valets de pied. Cet écart peut s'expliquer, il est vrai, par des différences dans le genre de vie, mais on ne peut pas perdre de vue que les cochers de maître consomment beaucoup moins de spiritueux que les cochers d'omnibus et de fiacres parce qu'il leur est plus difficile d'abandonner leur poste pour aller prendre un verre de whisky, et que des habitudes d'intempérance invétérée ne leur permettraient pas de rester longtemps au service de la même maison et ne leur laisseraient

(1) *Presse médicale*, 9 décembre 1899.

(2) *Société médicale des Hôpitaux*, 30 juin 1899.

(3) Cf. *Compte-rendu du IV^e Congrès contre la Tuberculose*.

bientôt plus la possibilité de trouver un emploi (1),

La constatation suivante, faite par le gouvernement russe, a la valeur d'une expérience. Chez les Tartares de la province de Kazan, la mortalité est de 21 pour mille ; ces musulmans, fidèles à la loi du Coran, ne boivent jamais de spiritueux. Chez les Russes orthodoxes de la même province, usant et abusant en toute liberté des boissons alcooliques, la mortalité est de 40 pour mille, les conditions de vie, d'hygiène générale restant pratiquement les mêmes (2).

Un autre facteur de morbidité et de mortalité réside dans les accidents. Les morts accidentelles survenant en état d'ivresse ont passé de 1835 à 1898 de 230 à 530 environ. Plusieurs statistiques ont mis en évidence la plus grande fréquence des accidents du travail, pendant les jours où l'abus d'alcool est plus intense. Voici, d'après M. G. THÉRY, la répartition, par jour de la semaine, des accidents, survenus en 8 ans aux ouvriers de l'arrondissement de Lille, assurés à la compagnie *La Providence* (3).

Jeudi.....	1531 accidents
Vendredi.....	1333 —
Samedi	1876 —
Dimanche.....	29 —
Lundi	1997 —
Mardi.....	1679 —
Mercredi.....	1432 —

(1) WALDO et WACH, *North American Review*. Novembre 1896.

(2) *Revue scientifique*, 26 février 1898.

(3) G. THÉRY, *Exploiteurs et Salariés*. page 204.

2° Aliénation (1). — Il ne faut pas voir dans la progression constante de l'aliénation une conséquence des conditions de plus en plus pénibles de la lutte pour la vie, — ce serait lui reconnaître un caractère fatal. — En effet, la critique des statistiques fournies par les aliénistes apporte la preuve que cette progression est due à l'alcoolisme.

Dans un rapport adressé en 1897 au Conseil général de la Seine, M. TAGUET, médecin de l'asile de Vacluse, donne les chiffres suivants pour le département de la Seine :

1867.....	7805 internements des deux sexes.		
1878.....	11899	—	—
1893.....	19784	—	—
1896.....	21700	—	—

M. LEGRAIN estime que le cinquième des aliénés hommes (22 0/0) est fourni par l'intoxication à la mode.

M. MAGNAN, dans son rapport de 1898 au Préfet de la Seine, établit que 1147 malades : 874 hommes et 273 femmes, ont été admis dans les asiles en 1897, par suite de l'abus d'alcool. Sur les 874 hommes, 590 étaient des alcooliques proprement dits et se décomposent ainsi :

Délirium tremens.....	6
Délire alcoolique.....	197
Alcoolisme chronique.....	377
Absinthisme	10

(1) Cf. MAGNAN. *Bull. Acad. Méd.* 1895.

CLAUDE (des Vosges). Rapport au Sénat. *Jour. off.* 1887. Annexe n° 42.
L'aliénation et l'alcoolisme en France de 1866 à 1896. *Rev. Scientif.*
10 décembre 1898.

En dehors de ces cas d'alcoolisme proprement dit, les autres malades sont des dégénérés, des débiles, des épileptiques, des paralytiques à la période prodromique avec appoint alcoolique. Car, ainsi que le fait remarquer M. MAGNAN, l'alcoolisme est cause de recrudescence d'états morbides antérieurs; sans ces excès, beaucoup d'épileptiques et d'hystériques pourraient continuer leur travail et améliorer leur santé, en suivant le traitement externe de l'asile.

Les statistiques étrangères nous fournissent sensiblement la même proportion d'aliénés alcooliques. En Prusse, 11 0/0 des internés sont atteints de délire alcoolique, et 23 0/0 sont redevables de leur affection mentale à l'alcoolisme.

3° Criminalité. — « Mon état et ma conscience, dit M. AD. GUILLOT, membre de l'Institut, juge d'instruction, me commandent, quand je suis en face d'un coupable, d'examiner par quelle voie il en est arrivé à cette déchéance et, 99 fois sur 100, qu'il s'agisse de l'homme, de la femme ou de l'enfant du peuple, c'est le cabaret que je trouve à l'origine de toute perversion. » N'est-ce pas constater l'influence considérable des excès alcooliques sur les dépravations de toute nature et en particulier sur la criminalité.

L'étude de quelques statistiques va nous permettre de mettre cette influence en relief.

Dans son rapport au Congrès de Bruxelles (1), le D^r

(1) L'alcoolisme et la criminalité. Compte-rendu du Congrès, 2^e partie, page 37.

MASOIN donne les chiffres suivants, répartis en trois groupes de délinquance croissante :

1° Condamnés à un minimum de 5 ans de prison, de 1874 à 1895 : 2836 individus.

344 étaient en état d'ivresse au moment du crime, soit 11, 4 0/0.

1157 adonnés habituellement à l'alcoolisme, soit 44, 7 0/0.

2° Condamnés à perpétuité de 1872 à 1895 : 235.

53 étaient en état d'ivresse au moment du crime, soit 40, 7 0/0.

118 sont buveurs d'habitude, soit 59, 6 0/0.

3° Condamnés à mort de 1872 à 1895 : 218.

38 étaient en état d'ivresse au moment du crime, soit 43, 1 0/0.

121 étaient buveurs d'habitude, soit 60 0/0.

En examinant ces chiffres, ajoute le Dr MASOIN, on peut affirmer, sans être taxé d'exagération, que l'armée du crime se recrute largement dans la population des gens ivres ou des buveurs de profession.

On peut affirmer ensuite que le rôle de l'alcool, comme pourvoyeur du crime, s'accroît au fur et à mesure qu'on s'avance vers les plus graves infractions. On peut dire enfin que ce n'est pas tant l'ivresse passagère qui paraît redoutable, c'est l'abus persistant des boissons alcooliques, c'est l'intoxication chronique qui s'accuse avec une netteté redoutable dans la genèse du crime.

En Allemagne, on a eu l'idée, en 1895, de classer selon les différents jours de la semaine où ils avaient été commis, et en tenant compte de l'influence de l'alcool,

les délits pour lesquels avaient été condamnés les détenus de la prison de Dusseldorf-Derendorf (1).

Délits commis sous l'influence de l'alcool		Délits commis en dehors de l'influence de l'alcool.	
Judi.....	5	Judi.....	15
Vendredi.....	6	Vendredi.....	11
Samedi.....	33	Samedi.....	21
Dimanche...	132	Dimanche.....	33
Lundi.....	51	Lundi.....	17
Mardi.....	13	Mardi.....	15
Mercredi.....	12	Mercredi.....	8

Pour la France, les statistiques ne sont pas moins concluantes : MAREMBAT trouve (2) la proportion suivante d'intempérants :

Chez les auteurs de vol, recel, abus de confiance, escroquerie, faux : 70, 9 0/0.

Chez les auteurs de coups, blessures volontaires, homicides par imprudence : 88, 2 0/0.

Chez les auteurs de bris de clôture, dévastation de récoltes : 77, 8 0/0.

Chez les auteurs de viol, tentative de viol, attentat aux mœurs : 53, 6 0/0.

Chez les vagabonds, accusés en rupture de banc : 79, 4 0/0.

Chez les assassins, meurtriers : 33, 3 0/0.

La proportion des récidivistes intempérants est de 78 0/0, preuve évidente de l'effondrement de l'énergie morale chez le buveur (Th. RUYSEN).

Le Dr DRUHEN a montré qu'il existe pour chaque dé-

(1) Cf. Rapport du Dr KOBLINSKI, au Ve Congrès antialc. de Bâle, 1895.

(2) Bulletin Soc. Franc. de Tempérance, n° 4. Tome VII. — Cité par Th. RUYSEN.

parlement un certain rapport entre le nombre de condamnations et l'intensité de l'alcoolisation mesurée par le nombre de cabarets (1).

	1 cabaret pour :	1 condamné pour :
Seine	88 hab.	138 hab.
Seine-Inférieure	75 hab.	220 hab.
Nord	52 hab.	260 hab.
Pyrén.-Orientales . . .	147 hab.	405 hab.
Allier	122 hab.	530 hab.
Hautes-Alpes	120 hab.	615 hab.
Creuse	132 hab.	1504 hab.

D'autre part, dans le rapport de Claude (des Vosges), on trouve pour 100.000 habitants :

809 condamnés dans la Seine-Inférieure,

645 condamnés dans le Finistère,

463 condamnés dans le Rhône,

50 condamnés environ dans les départements du Midi.

Enfin le nombre des affaires criminelles, qui était de 225,000 en 1850, a suivi une progression régulièrement croissante pour arriver à plus de 600.000 en 1893 ; et cet accroissement porte tout particulièrement sur les jeunes gens de 13 à 21 ans. De 13418 enfants criminels en 1841, nous sommes arrivés, en 1896, à 36.036. L'alcoolisme revendique une certaine part dans cette augmentation, car les perversions morales précoces relèvent de l'hérédoolcoolisme et les véritables criminels nés se recrutent parmi ces héréditaires (2).

(1) Compte-rendu de l'Ass. Franc. pour l'av. des Sciences, 1893.

(2) Cf. Dr LADAME, De l'hérédité alcoolique. C. R. Congrès de Bruxelles, 3^e partie, p. 97.

Un sixième des suicides est attribuable à l'alcoolisme ; de 1835 à 1898, le chiffre s'en est élevé de 130 à 880.

4^e Descendance. — Ainsi l'alcoolisme s'attaque à la santé générale, à l'intelligence, à la moralité de l'individu ; mais les conséquences de cette intoxication ne s'arrêtent pas là, la descendance du buveur est touchée ; les enfants qui vont naître, innocents des excès de leurs générateurs, en porteront cependant tout le poids.

Dans bien des cas, l'hérédité revêt un caractère fatidique, — tout au moins quand il s'agit de tempéraments, de diathèse, — nos parents ne sont pas maîtres de nous transmettre certaines tares comme la tuberculose, l'arthritisme, le neuro-arthritisme, etc., et nous ne pouvons que, dans une bien faible mesure, par les conditions de vie, de milieu, etc., modifier ces tares héréditaires, en retarder l'éclosion, en prévenir quelquefois l'apparition, mais toujours l'*évasion* est singulièrement difficile, sinon impossible, et en tous cas nos géniteurs ne pourraient nous y soustraire qu'en nous refusant la vie. Pour l'alcoolisme tout change : libre à nos ascendants d'abuser du poison ou de s'en priver, libre à eux par conséquent de nous transmettre les tares multiples des hérédo-alcooliques ou de nous les épargner, de nous transmettre cet invincible besoin de l'alcool des héréditaires ou de nous en faire grâce ; nos géniteurs sont tout puissants et peuvent nous soustraire à la loi fatidique sans nous priver de l'existence, alors qu'au contraire l'*évasion* redevient à peu près impossible, surtout si, ayant hérité de cette appétence du poison, nous y avons goûté. Et c'est ainsi que,

dans une famille saine jusqu'alors, apparaîtra, par la faute d'un seul qui s'est complu dans son vice, l'hérédité nerveuse avec son cortège protéiforme.

Le Dr LEGRAIN a rapporté l'histoire pathologique de 215 familles de buveurs (1) comptant 814 individus, répartis sur 3 générations; on trouve sur l'ensemble :

427 alcôoliques, soit.....	50 0/0
Dégénérés.....	60 0/0
Fous moraux.....	14 0/0
Convulsivants.....	22 0/0
Epileptiques.....	17 0/0
Aliénés.....	19 0/0
Disparus dès le premier âge..	32 0/0

Voici encore l'histoire d'une autre famille rapportée par le même auteur :

Père alcoolique, ivresse méchante,

Mère déséquilibrée, fille d'ivrogne.

1^o *fil*le, convulsions infantiles;

2^o *fil*s, convulsions infantiles, 1^{re} attaque d'épilepsie à 15 ans, vertiges fréquents, troubles délirants à 3 reprises, à la suite d'attaque d'épilepsie ;

3^o *fil*s, développement tardif, débile, vicieux ;

4^o *fil*le, méningite, convulsions ;

5^o *fil*le, née avant terme.

Le Dr BOURNEVILLE a relevé dans son service que, sur 244 enfants épileptiques, 163 étaient issus de parents alcooliques.

(1) Dr LEGRAIN, Dégénérescence sociale et alcoolisme.

Le professeur DEMME, de Berne, a suivi parallèlement 10 familles d'alcooliques et 10 de gens sobres, leur descendance s'établit comme il suit :

Groupe alcoolique.		Groupe sobre.	
Morts dès la 1 ^{re} semaine.	25	Morts d'affections compliquées de manque de vitalité.	5
Idiots.....	6		
Arrêts de développement	5	Maladies curables du système nerveux.....	4
Epileptiques.	5		
Chorée grave ayant abouti à l'idiotie.....	1	Affections congénitales....	2
Affections congénitales (hydrocéphalie).....	5		
Normaux de corps et d'esprit.....	10 (1)	Normaux de corps et d'esprit.	50

Et nous devons au D^r DE VAUCLEROY (2) cette triste constatation : « Les « enfants du Dimanche » chez les ouvriers qui passent cette journée à s'abreuver d'alcool sont pour la plupart des rachitiques, des épileptiques ou des idiots. »

Au point de vue de l'action téralogène de l'alcool, rien n'est plus intéressant que l'observation rapportée récemment par le D^r BARBIER (3), confirmation clinique des expériences de M. FÉRÉ. Je la résumerai ici :

Père, ouvrier ajusteur, fait depuis longtemps des abus journaliers de boisson ; dès l'heure de midi, il a souvent bu 7, 8 absinthes, très souvent il est complètement ivre le soir, crises d'érotisme ; il est lui-même fils de buveur.

Mère, 30 ans, bien portante, bien constituée, très intelligente, sans tare tuberculeuse, ni spécificité.

5 grossesses, dont une gémellaire.

(1) Deux enfants de ce groupe sont devenus alcooliques.

(2) Conférence sur l'hérédité alcoolique, 1893.

(3) *Gazette des maladies infantiles*, 18 juillet 1899.

1^o *fil*le âgée de neuf ans, maigre et anémiée, déformations congénitales. Main gauche : absence totale du pouce, index et médius réduits à une phalange, l'annulaire présente deux phalanges très atrophiées. Au petit doigt, forte courbure à concavité interne. Main droite : pouce normal, index et médius réduits à une phalange, l'annulaire présente une atrophie des deux dernières phalanges et de la rétraction en flexion.

Les deux mains sont manifestement palmées.

Pied gauche réduit à un moignon avec absence d'orteils et du métatarse. — Dentition irrégulière.

Conception dans état d'ivresse du père.

2^o *garçon*, 7 ans, arrêt de développement de la taille (1 m. 05), membre supérieur anormalement développé. Rachitisme très accusé. Cryptorchidie double. Développement exagéré du pénis, existant dès la naissance.

Stigmates psychiques.

Conception en état d'ivresse du père.

3^o (*grossesse gémellaire*) deux *fil*les, l'une morte au bout de 2 jours avec imperforation du tube digestif, l'autre au bout de 12 jours de débilité congénitale.

4^o *fil*le, 4 ans 1/2. Conçue à un moment où les excès alcooliques du père étaient moins intenses.

L'enfant est bien conformée, malgré quelques stigmates peu accusés de rachitisme.

5^o *fil*le, 16 mois, conditions de conception mauvaises, déformations des doigts aux deux mains au niveau de la 1^{re} phalange. Pas encore de dents.

Tels sont les descendants des buveurs. Aussi avons-nous lu avec étonnement dans un des ouvrages du Dr J. BERTILLON (1) la phrase suivante : « Ce n'est pas la sup-
« pression de l'alcoolisme qui relèvera la natalité française.
« Ce serait plutôt le contraire. » Il est certain que les alcooliques sont souvent très prolifiques, mais il ne suffit pas de considérer seulement le nombre absolu des nais-

(1) Le problème de la dépopulation, page 38.

sances, il faut voir combien de ces unités conçues dans l'ivresse arrivent à l'état adulte, combien peuvent jouer le rôle qui leur est dévolu dans la société; d'après les statistiques que nous avons rapportées, celle du Professeur DEMME en particulier, les alcooliques sont loin de fournir un nombre d'unités sociales comparable au nombre fourni par les abstèmes.

Et à ne considérer que leur seul intérêt, s'ils ne devenaient pas par leurs excès des non-valeurs, on pourrait dire que ces buveurs sont libres de s'empoisonner. Mais osera-t-on soutenir qu'ils n'ont pas à s'inquiéter de ceux qu'ils laissent après eux, de tous ces rejetons qui ne connaîtront que la maladie, la souffrance, l'abêtissement intellectuel et la dépravation morale, parce qu'il a plu à leurs ascendants de se gorger d'eau-de-vie ?

Nous pourrions encore montrer que l'alcoolisme n'appauvrit pas seulement la nation en individus, mais que la contribution financière de ce vice est effrayante.

Par toutes ces raisons, — et nous n'en avons présenté qu'un résumé bien imparfait; — et parce que la consommation de l'alcool (1) monte toujours en France et que nous pouvons revendiquer le triste privilège d'occuper le premier rang parmi les nations européennes les plus alcoolisées, la lutte contre l'alcoolisme se trouve amplement justifiée.

(1) Cf. Rapport de CLAUDE, *loc. citato*.

Bulletin du ministère des Finances.

Th. RUYSSSEN, L'enseignement médical et l'antialcoolisme de Thèse.
Paris, 1897.

CHAPITRE PREMIER

* L'État favorise l'alcoolisme

« Les Pouvoirs publics sont avec vous »

(Paroles prononcées par M. J. LEGRAND,
Sous-secrétaire d'Etat, à la séance d'ouverture
du VII^e Congrès antialcoolique).

I. — QUELQUES FAITS

Notre but n'est pas de nier la nécessité, le pouvoir des mesures légales et administratives en matière d'antialcoolisme, mais de montrer que, par suite des lois sur le privilège des bouilleurs de crû et sur la liberté des débits de boissons, une fraction importante de la nation, — objet de la sollicitude du législateur, — constitue un sérieux obstacle à la diffusion du dogme antialcoolique.

Et combien d'autres faits prouvent le désintéressement des Pouvoirs publics en cette matière. Nous nous contenterons d'en rappeler quelques-uns :

Dans l'ouvrage du D^r LEGRAIN (1), nous trouvons le passage suivant : « réformons les mœurs déplorables de nos asiles, où l'alcool sous toutes ses formes fait tant de

(1) *Dégénérescence sociale et alcoolisme*, p. 220.

victimes ! Il faut avoir le courage de le déclarer, dans certains asiles, l'aliéné vulgaire trouve le moyen de s'enivrer. Que ne font pas les alcooliques ? Le débit du vin, de la bière devrait être sérieusement réprimé en fait, et ne pas l'être seulement sur le règlement. Il faut qu'on sache qu'il y a d'honorables fonctionnaires dans les asiles, pour lesquels la vente des choses défendues est une source de gros bénéfices qu'ils n'abandonneraient pas volontiers. »

A la maison départementale de Villers-Cotterets, l'adjudicataire de la cantine a le droit de débiter des alcools et un traité en règle lie l'administration vis-à-vis de lui. Nous n'osons pas espérer qu'à l'expiration de ce traité le Préfet de Police interdise formellement la vente de l'alcool aux hospitalisés dans l'intérieur de l'établissement.

Et personne n'ignore que l'on peut se procurer des boissons spiritueuses, dans les prisons ; et ne vient-on pas d'adjuger récemment une fourniture de vin vieux (quelques milliers de bouteilles) pour la prison de Fresnes ?

Alors que la population parisienne tend de plus en plus à gagner la banlieue, sa journée de travail finie, bien des fervents de l'apéritif ont dû sacrifier leur breuvage favori, l'heure du départ ne leur laissant pas le loisir d'entrer dans un café. La Compagnie de l'Ouest a pris ces malheureux en pitié ! La création des wagons-bars leur donne toute satisfaction. Et les chemins de fer de l'État d'imiter cet exemple et de faire de la réclame pour ces buvettes ambulantes, ainsi que le prouve le fac-similé ci-contre :

CHEMINS DE FER DE L'OUEST ET DE L'ÉTAT

WAGONS-BARS

1^{re}, 2^{me} et 3^{me} Classes

ENTRE

Paris et Auteuil. — Paris et Argenteuil

Paris et Saint-Germain

Paris et Versailles. — Paris et les Moulineaux

Paris et la Garenne-Bezons

Nantes. — Pornic. — Bordeaux. — Royan, etc.

IL N'EST PERÇU

AUCUN SUPPLÉMENT

Pour voyager dans les Wagons-Bars

CONSOMMATIONS AUX PRIX ORDINAIRES

Récemment la Compagnie du Nord vient d'imiter l'État, et sur le Paris-Lyon-Méditerranée, on pourra cet hiver, entre Cannes, Nice et Monte-Carlo, voyager dans des wagons-salons-buffets. Seule, la Compagnie de l'Est, grâce à l'intervention de son directeur, M. BARABANT, a repoussé cette innovation.

Il est nécessaire, pour bien montrer qu'en France l'État semble favoriser l'alcoolisme, de rappeler que la vente des liqueurs dans toutes les buvettes des gares du réseau belge est interdite et que les journaux de San-Francisco annoncent cette interdiction pour toutes les stations du chemin de fer « Southern Pacific », avis étant donné un an d'avance aux propriétaires des buffets (1).

On m'objectera peut-être que ce sont là des faits particuliers, contre lesquels Sénateurs et Députés sont impuissants et qui ne dépendent que de l'insaisissable Qui-de-droit. A cela je répondrai que, loin d'interpeller le gouvernement sur le procédé original qu'emploient les che-

(1) In *l'Alcool*, octobre 1899.

mins de fer de l'État pour lutter contre l'alcoolisme, un honorable député, — auteur d'un projet de monopole de l'alcool, — M. FLEURY-RAVARIN, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant, entre autres choses, à « *supprimer la participation aux amendes, accordée aux agents verbalisateurs* », ceci sans doute pour faciliter la répression de la fraude ; à faciliter « *les petits transports de boissons* », car il est clair que l'alcool circule avec peine en ce pays ; enfin à « *améliorer le régime administratif des débitants* », car il tombe sous le sens qu'une profession dont les représentants ont passé en quelques années de 280.000 à 500.000, éprouve le besoin d'être améliorée et encouragée et le D^r JACQUET, à qui j'emprunte textuellement cette citation (1), ajoute : « Ce projet de loi réunira, n'en doutez pas, une majorité énorme, car il reste en France une institution sur laquelle nul n'ose porter une main téméraire : c'est celle des marchands de vin. »

Faut-il rappeler que les lois existantes, dont l'application pourrait réprimer l'alcoolisme, ne sont pas appliquées ? Les municipalités se gardent bien de délimiter les *zones préservées* (article 9 de la loi du 17 juillet 1880) (2) et elles semblent ignorer l'article 97 de la loi du 5 août 1884, qui permet aux maires de réglementer les heures d'ouverture et de fermeture des débits ; ou bien elles ne s'en souviennent, comme à Roubaix, que pour reculer

(1) *Médecine moderne*, 8 fév. 1899, page 82.

(2) Les maires pourront, les conseillers municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, cimetières, hospices, écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique.

l'heure de la retraite, hors de toutes proportions. Nous verrons dans le chapitre II comment l'on applique la loi sur l'ivresse.

Et pourquoi ces textes de la loi ne sont-ils pas appliqués ? Un professeur de droit à la Faculté de Paris, adjoint au maire de Lyon jusqu'en ces dernières années, va nous répondre (1) : « Il est impossible d'user des mesures restrictives de la loi, parce que l'application de ces mesures est confiée à des élus. En 1880, les maires, dans les grandes villes et même dans les villes moyennes, n'étaient pas élus. Aujourd'hui, ils le sont, et partout ils dépendent du marchand de vins. Aucun maire n'aura le courage, et s'il en a le courage, n'aura le pouvoir de supprimer par un arrêté un membre d'une corporation si puissante ; ce serait un suicide. — Mais, dites-vous, donnons ce soin au préfet. — L'effet en sera le même ; s'il y avait parmi nous un préfet sincère, il vous dirait que ce n'est guère le préfet qui administre, sur certains points au moins : c'est le député du quartier... A Lyon, ni le maire, ni le préfet n'ont osé se servir de leur droit pour fermer un débit scandaleux, presque une maison publique, ouvert à la porte même du lycée ! L'article 9 de la loi de 1880 le leur aurait cependant permis. Les préfets à cet égard sont tout aussi impuissants que les maires. »

Ainsi partout on ignore le péril, et tous se désintéressent d'un fléau que l'État semble favoriser et c'est dans l'Administration des Ponts et Chaussées qu'il nous faut chercher un des rares exemples que tous les Chefs de services administratifs devraient suivre.

(1) M. VANLAER. L'Alcoolisme et ses remèdes, page 132.

Au mois de juin 1899, l'Ingénieur en chef du Finistère, correspondant de l'Académie des Sciences, adressa aux cantonniers de son département un avis où il déclare que tout cantonnier qui sera trouvé ivre dans son service, ou même en dehors de son service, sera suspendu pendant quinze jours et définitivement renvoyé en cas de récidive. On appliquera avec une sévérité particulière l'article du règlement relatif aux absences, pour celles qui seront passées au cabaret et aucune gratification ne sera proposée en faveur des cantonniers qui fréquenteront les débits en dehors même des heures de travail.

Nous ne connaissons pas de mesure plus favorable à la diffusion des idées antialcooliques.

II. — LE PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU (1)

« Les propriétaires et fermiers qui distillent les vins, « marcs, cidres, prunes et cerises provenant exclusive- « ment de leur récolte sont dispensés de toute déclaration « préalable et affranchis de l'exercice. » Tel est l'article de la loi du 14 décembre 1875 qui consacre le privilège des bouilleurs de cru. Existant depuis 1791, il a été supprimé à deux reprises de 1804 à 1808 et du 2 août 1872 au 14 décembre 1875.

(1) Cf. JOFFROY. Les bouilleurs de cru et l'alcoolisme. *Gaz. des Hôp.*, 5 décembre 1896.

J.-V. LABORDE. L'alcoolisme et la solution rationnelle du problème hygiénique. *Revue d'hygiène*, 1896, n° 11.

J.-V. LABORDE. Les bouilleurs de cru. *Tribune médicale*, 1896, pp. 763 et suiv.

M. VANLAER. L'alcoolisme et ses remèdes, pp. 59 et suiv.

ANTHEAUME. De la toxicité des alcools, prophylaxie de l'alcoolisme. Thèse de Paris, 1897, pp. 128 et suiv.

STOURM. L'impôt sur l'alcool, 1886.

Nous ne pouvons mieux faire, pour montrer tous les dangers de l'existence des bouilleurs de crû, que de citer les paroles prononcées par le P^r CORNIL, lors de la discussion sénatoriale sur le régime des boissons (1896) :

Le grand danger du bouillage de crû, c'est de favoriser *la consommation familiale*. C'est en effet en vertu de cette consommation familiale — et le mot est aussi triste que juste — que, chez tous les bouilleurs de crû, tous les membres de la famille, les femmes et les enfants, boivent de l'eau-de-vie en quantité tout à fait disproportionnée avec les intérêts de leur santé. Les hommes prennent un petit verre, le matin en allant à leur travail habituel, et les enfants, même des enfants de 7 à 10 ans, trempent un morceau de pain dans un verre d'eau-de-vie avant d'aller à l'école. On est alors tout étonné de voir qu'ils y arrivent excités, énervés, batailleurs, inattentifs, ne pouvant pas tenir en place, ce dont les maîtres d'école se plaignent dans diverses régions.

Il en est de même pour les conscrits ; l'augmentation du nombre des épileptiques, idiots, dégénérés est considérable dans certains départements, à tel point que les conseils de révision gémissent sur la grande quantité de conscrits que l'on est obligé de réformer.

C'est qu'en effet, comme le faisait très bien ressortir M. DE MARCÈRE, c'est l'eau-de-vie qui est l'attrait principal de toutes les réunions entre campagnards. Dans les foires, dans les marchés, le dimanche dans les réunions de famille, on buvait autrefois le petit vin clair qui engendrait la gaité et qui ne faisait point de mal (!). Aujourd'hui, il est trop souvent remplacé par l'eau-de-vie ou par la tasse de café dont l'appât consiste dans la rasade qu'on y verse.

Qu'il consomme ou vende le produit de sa distillation, le bouilleur vante son eau-de-vie. Il lui est impossible de penser que ses pommes, ses poires contiennent des poisons après avoir passé par un alambic ; de telle sorte qu'il est convaincu que l'alcool qu'il a fabriqué est tout ce qu'il y a de meilleur. Il en fait part à ses amis, il en donne, il en offre, il engage sa femme et ses enfants à en boire, et c'est ainsi que se fait *l'éducation de l'alcoolisme*.

Et le danger de cette institution, c'est que le nombre des bouilleurs de crû va toujours croissant.

De 150.000, il y a 20 ans, leur nombre s'est élevé à 900.000 (DEBOVE-JOFFROY); une autre preuve de l'augmentation de la production de l'alcool par les bouilleurs est tirée du nombre croissant des distillateurs ambulants.

en 1872 — 800 distillateurs ambulants.

en 1898 — 2000 —

Et quelle est donc la quantité d'alcool mise en circulation par ces propriétaires ? La chambre l'a évaluée à 700.000 hectolitres, mais il est difficile de fournir un chiffre exact, car il n'existe aucun moyen de contrôle, et la fraude s'exerce sur une large échelle.

Déjà en 1819, dans un rapport adressé au Ministre des finances, M. de BARANTE, directeur général des contributions indirectes, disait : « Les bouilleurs de vin sont dispensés de l'exercice. Par ce moyen, l'eau-de-vie s'est trouvée dans un grand nombre de mains, sans pouvoir être atteinte par l'impôt, et l'on conçoit à quel point la facilité de la transporter clandestinement par de petites quantités a dû permettre d'approvisionner en fraude le consommateur. » (STOURM.) Comme le faisait remarquer LÉON SAY en 1875, la plainte se produisait alors que le droit était 3,4,5 fois moins élevé qu'aujourd'hui (1).

Dans la discussion qui eut lieu au Sénat en 1896, M. COCHERY a bien montré que le rendement de l'impôt sur l'alcool diminue dans les pays à bouilleurs de cru pendant les années d'abondance. En 1884, à la suite d'une abondante récolte de pommes, les onze départements à cidre présentent un déficit de 3 millions et demi sur les alcools, tandis qu'une progression accusée

(1) LÉON SAY, Les Finances de la France sous la 3^e République, t. I.

se manifeste dans tout le reste de la France (STOURM). Et non seulement l'exercice du privilège est frauduleux puisque le bouilleur vend son produit, mais la fabrication elle-même le devient. Tout s'entasse dans l'alambic : graines et racines ; le Prof DEBOVE cite même un bouilleur de crû du centre qui distille des figues et des dattes.

Et maintenant quels sont les arguments que les partisans de ce privilège invoquent pour le défendre ?

Il est naturel, disent-ils, que le propriétaire jouisse des produits de son fonds, en fasse l'usage qui lui plaît et, lorsqu'il juge à propos de distiller ses fruits, puisse conserver pour son usage personnel les 40 litres d'eau-de-vie que la loi lui concède.

Rien ne serait plus juste si tous les produits du fonds jouissaient de cet avantage, mais nous savons que la loi n'accorde en aucun cas la liberté de distillation des maïs, graines, betteraves, même quand elle s'alimente des produits de la récolte du distillateur et en quoi les racines, les graines sont-elles moins des produits du fonds que les raisins, pommes, poires, prunes et cerises ? Et nous comprenons les vives protestations des intéressés.

La loi du 15 décembre 1875, nous dit-on encore, c'est un encouragement à l'agriculture.

Comment se fait-il que nous ne voyions pas l'agriculture progresser parallèlement au développement du bouillage de cru ? Parce que le bouilleur ne rend aucun service à l'agriculture. En effet, qu'il distille des marcs ou des fruits ou bien du vin ou du cidre, le résultat de l'opération, c'est la production d'alcool et rien autre ; les marcs distillés ne peuvent même pas servir comme engrais. Tout autre est le résultat fourni par la distillation des graines, racines,

tubercules, on obtient des résidus appelés *drèches* ou *pulpes*, riches en gluten, aliment précieux pour le bétail : pour donner une idée de l'importance qu'a l'utilisation des drèches et des pulpes, le professeur JOFFROY cite les chiffres suivants :

Pour fabriquer un hectolitre d'alcool à 100°, il faut :

	2000	kilog.	de betteraves,
ou	1428	—	de topinambours,
ou	1200	—	de pommes de terre,
ou	400	—	de seigle ou d'orge,
ou	333	—	de maïs.

Or, avec les pulpes provenant de la distillation des 2000 kg. de betteraves, on peut nourrir une bête à cornes pendant 13 jours ; pendant 12 jours avec les résidus de topinambours ; pendant 18 jours avec les pulpes de pommes de terre ; pendant 19 jours et demi avec les résidus de la distillation du maïs et pendant 23 jours avec les drèches du seigle ou de l'orge dont on a retiré 1 hectolitre d'alcool. Avec le résidu provenant de la récolte distillée d'un hectare, on peut alimenter pendant un jour 118 bêtes à cornes, s'il s'agit de seigle ou d'orge, 175 à 180 bêtes à cornes, s'il s'agit de topinambours ou de pommes de terre, 260 s'il s'agit de betteraves (1). Il nous est donc bien prouvé que la loi de 1875 ne favorise nullement l'agriculture.

Nous ne reprendrons pas contre les bouilleurs de crû les arguments invoqués par le D^r LABORDE (2), à une époque où il était partisan de la rectification, et portant sur la qualité du produit obtenu par les petits bouilleurs de

(1) Cf. JOFFROY. *Gaz. des Hop.* 5 déc. 1896.

(2) LABORDE. *Revue d'Hygiène.* 1896.

crû par suite du non-fractionnement des opérations, sur la provenance et la nature des matières distillées; non pas que ces arguments soient dénués de valeur, mais parce qu'en raison des expériences du professeur JOFFROY, et des conclusions développées dans ses leçons et dans la thèse de son élève ANTHEAUME, nous nous trouvons amené à ne plus considérer les impuretés des alcools, comme un facteur important de l'alcoolisme, en raison de leur faible proportion et malgré le degré élevé de leur coefficient de toxicité.

Et nous concluons avec le professeur JOFFROY : « Soit
« qu'on se place au point de vue du droit, soit qu'on se
« place au point de vue de l'encouragement à donner à
« l'agriculture, soit qu'on se place au point de vue du
« fisc, soit enfin qu'on se place au point de vue plus élevé
« de la lutte contre l'alcoolisme, c'est-à-dire au point de
« vue hygiénique et moral, il nous semble qu'il y a la
« plus grande utilité, la plus grande urgence à mettre
« fin au privilège des bouilleurs de crû et à faire cesser
« cette situation qui choque le bon sens, la morale et
« l'hygiène et qui se résume dans ces mots : l'inégalité
« devant l'impôt (1). »

(1) Dans le projet de loi sur la réforme des boissons, déposé le 14 nov. 1899, à la Chambre par M. CAILLAUX, ministre des finances, on distingue, en ce qui concerne les bouilleurs de crû, deux catégories, d'après la contenance de l'alambic. Ceux dont l'alambic a un volume de 5 hectolitres et qui, à raison de ce fait, peuvent être considérés comme se livrant à une fabrication industrielle, sont soumis à une réglementation et taxés, *déduction faite d'une tolérance pour consommation individuelle* (1). Les autres restent soumis au régime existant actuellement. — C'est peut-être là une belle opération au point de vue financier, mais le point de vue hygiénique est singulièrement délaissé.

III.—LA LOI DU 17 JUILLET 1880 SUR LES CAFÉS, CABARETS ET DÉBITS DE BOISSONS (1)

Pour bien comprendre la conduite du Parlement dans l'élaboration de cette loi, il faut rappeler qu'elle abrogeait le décret du 29 décembre 1854, lequel ne fut, entre les mains de l'Empire, qu'un instrument politique.

Voici comment le Prince-président justifiait l'utilité du décret de 1854 : « Considérant que la multiplication toujours croissante des cafés, cabarets, etc., est une cause de désordre et de démoralisation ; — que, dans les campagnes surtout, ces établissements sont devenus, en grand nombre, *des lieux de réunion et d'affiliation pour les sociétés secrètes*, et ont favorisé d'une manière déplorable le progrès des mauvaises passions... »

L'Empire tombé, le décret ne fut pas abrogé immédiatement et le Gouvernement du 16 mai usa largement des pouvoirs arbitraires laissés entre ses mains.

Il semblait donc logique de supprimer une loi qui, suivant les paroles du rapporteur devant le Sénat (2), avait pour but « de frapper de terreur et mettre à la discrétion du pouvoir et de ses agents plus de 300.000 débitants et leurs familles, sans cesse menacés dans leur liberté, leur propriété, leur travail, leurs moyens d'existence », de « transformer cette multitude intimidée et dépendante en autant de surveillants officieux et d'agents électoraux destinés à être mis au service de la candidature officielle ».

Mais grande fut la faute de substituer au régime de

(1) Les effets d'une mauvaise loi : l'alcoolisme depuis 1881. *Economiste Français*, 23 septembre 1899.

(2) *Journal officiel* du 27 mai 1880, page 5720.

1851, qu'il fallait seulement améliorer en « enlevant à l'administration un pouvoir d'appréciation discrétionnaire », le régime de liberté absolue, à peine tempéré par l'exclusion de certaines catégories de condamnés. Comme le dit l'exposé des motifs du projet de réglementation déposé par MM. SIEGFRIED et BÉRENGER, sur le bureau du Sénat : « On pensa qu'il suffisait, pour être « dans la vérité, de prendre le contre-pied du décret ; « là où il disait : il faut une autorisation ; on répondait « par la liberté de l'industrie. *La politique avait inspiré « la répression, la politique octroya la liberté* (1). »

Où le rapporteur du projet de loi de 1880 (2), M. de SONNIER, fait preuve d'un optimisme par trop confiant, c'est lorsqu'il dit : « Il est facile de prévoir quelles critiques les partisans du régime restrictif adresseront à ce projet : ils parleront de la multiplication indéfinie du nombre des cabarets, du développement de l'ivrognerie. Nous croyons ces appréciations pour le moins très exagérées. » Et plus loin : « Dans l'état actuel des choses, le nombre des cabarets est tel qu'en s'accroissant il ne pourrait plus guère développer l'ivrognerie, les individus qui se livrent à cette passion funeste ayant, dans chaque village, plusieurs débits à leur disposition. »..... « Nous avons repoussé l'idée de fixer par des règlements administratifs le nombre des débits de chaque commune. Nous nous fions à l'action des lois économiques pour proportionner ce nombre *aux besoins réels* de la population (1). »

(1) Annexe à la séance du Sénat du 27 mars 1899, n° 86.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 8 décembre 1877, n° 194.

Quelques chiffres vont nous montrer comment se sont vérifiées les prévisions de l'honorable rapporteur (1).

En 1850, il existait 350.425 débits et cabarets.

1855	—	291.244	—	—
1865	—	351.048	—	—
1869	—	364.875	—	—
1874	—	342.980	—	—
1875	—	342.622	—	—

Et la progression devient régulièrement croissante pour arriver :

En 1880 à 356.863 débits ou cabarets.

1885	—	399.145	—	—
1890	—	413.141	—	—
1895	—	424.575	—	—

Nous voyons donc, dans ces 15 années qui ont suivi la loi de 1880, le nombre des débits s'élever de 67.712. Dans les 15 années précédentes (1865-1880), l'augmentation était seulement de 5.815.

Devant ce résultat, l'optimisme du rapporteur de 1880 s'effondre, et l'on partage sans peine les appréhensions des partisans du régime restrictif, toute question politique mise à part.

Et peut-on soutenir qu'il était inutile de fixer le nombre des débits par commune, lorsque nous sommes arrivés à compter pour toute la France, 1 débit pour 85 habitants, soit 1 pour 30 adultes mâles. Lorsque nous comptons dans le Nord 1 cabaret pour 52 personnes, dans la Seine-Inférieure 1 cabaret pour 75 habitants, dans l'Eure 1 pour 11 habitants, et dans une commune de Bretagne, citée par

(1) Cf. Le nombre des débits en France dans ses rapports avec l'alcoolisme. *Semaine méd.*, 21 mai 1899, page XL.

M. G. PICOT, 52 débits pour 850 habitants, soit 1 cabaret pour 5 électeurs. Sans compter les innombrables débits adjoints à un autre commerce, fruiterie, épicerie, etc., qui propagent l'alcoolisme chez la femme.

L'abrogation de cette loi s'impose ; ce serait un premier pas ; l'État osera-t-il le faire ? M. BERGERON, dans un rapport au Comité consultatif d'hygiène de France, demandait qu'on se hâte et qu'on n'attende pas que des milliers de malheureux aient perdu la santé, la raison et la « vie parce qu'ils auront trouvé en tous lieux, à toute « heure et à chaque pas, l'occasion pour les uns de goûter « au poison, d'en connaître la trompeuse excitation et de « la retrouver partout à leur portée ; pour les autres, « d'entretenir la funeste passion à laquelle ils ont été en- « traînés depuis longtemps. Il est triste de penser que tant « de malheurs sont dus à ce que le législateur a oublié et « méconnu que supprimer pour l'homme, et particulièrement pour l'homme qui peine, l'occasion et la tentation de faiblir, est le plus sûr moyen de le préserver de « la chute ».

Ainsi nous voyons que, par l'octroi du privilège des bouilleurs de crû et par la liberté absolue du commerce des boissons, l'État, se montrant imprévoyant, favorise l'alcoolisme.

Examinons maintenant comment pourrait s'exercer l'action législative dans la lutte contre l'alcoolisme.

CHAPITRE II

L'Action législative

I. — LES LOIS PROHIBITIVES (1)

1^o La Prohibition absolue. — La plus connue des lois prohibitives, appliquée en Amérique dès 1851, porte le nom de *loi du Maine*, elle est ainsi conçue : « La fabrication, « la vente et la détention des boissons alcooliques sont et « seront désormais interdites ; excepté pourtant la vente « et la détention de ces liquides applicables aux besoins « de la médecine, de l'industrie et des arts, lesquelles « pourront être autorisées dans les cas fixés par la législation. » L'état du Maine forme avec le Kansas, l'Iona, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Vermont, le New-Hampshire, le groupe des États prohibitionnistes, qui compta jusqu'à 17 États.

Appliquée intégralement, cette loi serait la seule vraiment efficace pour réprimer l'alcoolisme ; mais dans les États où elle fonctionne, grâce à cette restriction qui veut que tout citoyen garde la liberté de se fournir de boisson

(1) C. M. VANLAER, *loc. cit.*, pp. 37 et suiv.

VAN DEN HEUVEL. Lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis. *Réforme sociale*, 16 mai 1895.

E. JOTTRAND. Lois prohibitives. Congrès de Bruxelles, 1897. 2^e partie, page 25.

A. JAQUET (de Bâle). L'alcoolisme. *Monographie clinique*, n^o 5, page 20.

où il veut, grâce au voisinage d'États non prohibitionnistes, le débit clandestin de l'alcool augmente et l'évêque catholique de Fargo (Nord Dakota) écrivait en 1892 : « On vend plus aujourd'hui de spiritueux qu'antérieurement aux lois prohibitionnistes. Des fermiers qui jadis ne buvaient qu'un verre ou deux dans une taverne, lorsqu'ils venaient en ville, ont maintenant chez eux des tonnelets de cinq gallons, auxquels ils rendent visite à tout instant. Je ne dis pas que le régime prohibitif soit mauvais en lui-même, mais je prétends qu'il ne vaut absolument rien dans la situation actuelle du Dakota » (M. VANLAER.)

L'effet moral de la prohibition absolue est sans doute considérable, et, d'après le professeur BLACKMAR, de l'Université de Lawrence (Kansas), il justifie à lui seul la loi et empêche son abolition. Personne, dit-il, ne voudrait voir reparaître le bar, menaçant la famille et la communauté. Et il ajoute : Désormais la jeune génération grandit avec la croyance que les débits et comptoirs de boissons ne doivent pas avoir de place dans la société moderne, et que seuls les gens peu honorables fréquentent, en violation ouverte de la loi, les endroits où se vendent les boissons alcooliques. La conséquence est une grande prévention chez les jeunes gens contre la fabrication et la vente de l'alcool. » (E. JOTTRAND.)

La fraude considérable provoquée ne détruit-elle pas le bénéfice moral de la loi, c'est ce que nous ne saurions décider.

A cette objection tirée de la fraude, s'ajoutent les objections économiques; et en France, sans invoquer bien d'autres raisons qui s'opposent à la prohibition absolue, l'État ne prendrait certainement pas l'initiative d'une loi

qui créerait dans le budget un déficit de plus de 296 millions.

2° **L'Option locale.** — Le principe de l'option locale laisse à chaque district, à chaque comté, à chaque commune dépendant d'un État où il est proclamé, le soin de se prononcer entre la liberté et la prohibition, entre la prohibition et le système des hautes licences, etc. La solution adoptée est valable pour un temps variable. Par ce procédé, le pouvoir central se trouve dégagé de toute responsabilité.

Seize États de l'Union américaine jouissent de cette disposition. Dans la colonie anglaise de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie), la vente au détail des spiritueux peut être interdite par le vote des 2/3 de la population (hommes et femmes). En Finlande, l'option existe pour le débit de l'eau-de-vie et de la bière dans les villes. En Angleterre, le droit d'option est établi en faveur des magistrats et des possesseurs de propriétés seigneuriales. Plus de 2000 paroisses n'ont pas de débits. Il y a même, dans de grandes villes comme Liverpool, des quartiers qui sont dans le même cas. Tel le Soxteth Park Estate, qui ne compte pas moins de 6000 habitants ; le paupérisme y est presque inconnu et la mortalité est de 20 0/0 au-dessous de celle des autres quartiers.

Il serait à souhaiter que ce principe fût introduit dans la législation française, au profit des communes.

3° **La Prohibition des spiritueux à essence et des huiles de vin.** — Pour cette catégorie de spiritueux, nous réclamons la prohibition absolue. Il serait grand temps de reprendre l'article 18 du projet de loi sur les boissons, discuté au Sénat en juin 1896 et ainsi conçu : « *La fabrication, la*

circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de Médecine sont interdites. »

Il serait ainsi possible d'atteindre, comme le proposait le D^r LANCEREAUX à l'Académie, le 5 mars 1895, et le D^r LEGRAIN au Congrès de la Ligue française de la moralité publique à Lyon en 1894, les absinthes, amers, bitter, vermouth et toutes ces huiles de vin, françaises et allemandes, que la chimie fabrique de toutes pièces. L'œuvre du législateur serait de rechercher les mesures à prendre pour protéger les essences destinées à l'industrie, sans toutefois que ces mesures revêtent, comme celles proposées par les amendeurs de 1896, l'allure d'une défense déguisée du bouillage de crû (1).

Nous espérons bien peu de la sagesse de nos législateurs, car, en 1896, il s'est trouvé au Sénat de vaillants défenseurs de l'absinthe. Leur intervention n'a d'excuse, nous voulons le croire, que leur profonde ignorance des ravages causés par cette essence en particulier ; leurs intérêts n'étaient nullement en jeu et s'ils avaient su que la consommation d'absinthe était passée de 18.000 hectolitres en 1880 à 108.000 hectolitres en 1893, ils auraient gémi sur cette funeste passion.

Écoutons l'un de ces défenseurs : « On veut frapper l'absinthe, c'est elle qui va faire en partie les frais de la réforme. Je ne viens pas à cette tribune faire l'apologie de l'absinthe. Je ne dirai pas, comme certaines affiches étalées sur les murs, que cette boisson est bienfaisante ; non, je n'irai pas jusque-là, bien que quelques-uns le pré-

(1) D^r J.-V. LABORDE. *Tribune médicale*, 1896, page 544.

tendent. Mais les hygiénistes en ont peut-être dit trop de mal et si je ne m'oppose pas en principe au relèvement du droit sur l'absinthe..... » Et plus loin : « Il y a des distillateurs d'absinthe, et ils sont nombreux, qui fabriquent de la façon la plus honnête et la plus loyale, avec des produits que la science a perfectionnés et que cette boisson est incontestablement aujourd'hui moins contre l'hygiène qu'autrefois (*sic*). Dans tous les cas, ces produits, encore une fois, s'ils ne sont pas bienfaisants pour la santé publique, le sont certainement bien plus que ceux que l'on pourrait fabriquer avec l'emploi des essences allemandes. » L'hygiène, la supériorité des produits français, adroitement invoquée, viennent, dans cette singulière harangue, au secours de l'absinthe ; et n'avais-je pas raison de dire qu'il est presque insensé d'espérer une telle mesure de nos législateurs, car, en 1900 comme en 1896, on verrait se lever de vaillants défenseurs de la Fée Verte, et nous sommes réduits à envier le sort des nègres tributaires de l'État du Congo. En effet, un décret récent interdit l'importation et le débit des boissons alcooliques à base d'absinthe dans tout l'État (1).

II. — L'IMPOT SUR L'ALCOOL

Il faut remonter au règne de Louis XIV pour trouver, dans le Code des Aides, mention de l'eau-de-vie parmi les objets soumis aux droits. Par les édits et règlements successifs de 1680, de 1717, de 1718 et 1760, l'esprit-de-vin arrive à payer 108 fr. 15 de droits par hectolitre ; puis 141 fr. 30

(1) Cf. *L'Alcool*, août 1899.

en 1789, ce qui équivalait à peu près au droit actuel, en supposant que le titre de l'eau-de-vie fut de 90°.

La suppression du droit d'aides fut prononcée par l'Assemblée Constituante le 2 mars 1791, et le décret du 19 février 1791 abolit le droit d'entrée dans toutes les villes.

Les droits sur les boissons ne furent rétablis qu'à la fin du Consulat (loi de 1804). La législation actuelle s'établit progressivement et ce n'est guère qu'à la loi de 1824 que l'on fait remonter le système actuellement en vigueur. En effet par cette loi, aux taxes diverses est substituée une taxe unique, nommée droit général de consommation, et fixée à 50 fr. par hectolitre d'alcool pur, évalué à l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac (1).

Actuellement, ce droit de consommation est de 156 fr. 25 par hectolitre, il s'élève à Paris à 266 fr. 07, octroi compris.

Examinons maintenant quel a été l'effet de cette élévation des droits (de 50 fr. à 156 fr. 25) sur la consommation de l'alcool. M. STOURM fait à ce propos les remarques suivantes :

En 1855, le tarif d'imposition des alcools est relevé de 45 0/0, cette élévation de taxe ne diminue nullement les quantités imposées :

1854.....	601.699 hectolitres.
1855.....	714.813 —
1856.....	768.394 —

L'alcool de vin a manqué en 1854-55, par suite des ravages de l'oïdium; la fabrication des alcools de substances farineuses, mélasses, betteraves, prend naissance et se déve-

(1) Cf. pour l'historique détaillé : STOURM. L'impôt sur l'alcool dans les différents pays, 1886.

loppe avec une étonnante rapidité, ce qui prouve bien *que l'impôt des boissons n'entrave pas la production*. En 1860, nouvelle surcharge de tarifs de 50 0/0, les quantités ne diminuent pas sensiblement, mais leur progression est enrayée :

1859.....	823.029 hectolitres.
1860.....	851.825 —
1861.....	832.926 —
1862.....	857.592 —
1863.....	964.223 —

En 1871, élévation de tarif de 64 0/0, les quantités imposées diminuent. Si l'on compare 1869 à 1872, c'est une diminution de 161.000 hectolitres, mais en 1873, les quantités reprennent leur niveau et le dépassent en 1874, pour arriver, en 1887, à 1.444.342 hectolitres.

Et la progression n'a fait que s'accroître jusqu'à l'heure actuelle.

Et CLAUDE (des Vosges), dans son rapport au Sénat, apprécie comme suit la valeur de l'impôt en tant que mesure restrictive : « Il n'est nullement démontré que l'exagération des droits ait une action réellement restrictive sur la consommation. Tout au plus peut-on dire qu'elle en a, et par moments seulement, *ralenti* la consommation.

Nous croyons cependant que la surélévation de l'impôt sur l'alcool doit faire partie des mesures d'ensemble prises contre l'alcoolisme. Nous disons bien que l'élévation de taxe ne doit pas faire seule tous les frais d'une réforme. Dans ces conditions, l'échec n'est que trop certain.

En Angleterre, le tarif est resté depuis 1860 à 477 fr. par hectolitre. Si nous observons la progression comparée des quantités imposées en France et en Angleterre depuis

1850 jusqu'en 1885, nous voyons que l'augmentation serait :

de 27 0/0 en Angleterre.

de 253 0/0 en France.

A quoi faut-il attribuer cet état stationnaire chez nos voisins ? Certainement à l'élévation de l'impôt et de plus à l'ensemble de la législation des boissons, courageuse et clairvoyante, dit M. STOURM, sans oublier l'action des Sociétés de tempérance.

Dans le même espace de temps (1850 à 1885), l'impôt en France était porté de 50 fr. à 156 fr., mais toujours progressivement, de sorte que le consommateur se trouvait peu atteint. De plus cette mesure était isolée, et nous avons vu que, dans ces conditions, son action sur la consommation est à peu près nulle. L'exemple de l'Allemagne est là pour nous montrer la nécessité d'une augmentation considérable de l'impôt afin d'enrayer la consommation. La loi de 1887 a élevé l'impôt de 16 marks à 90 marks ; l'alcool consommé oscillait, avant cette époque, entre 8 et 9 litres par tête, il est tombé à 4 litres et paraît s'y maintenir (1). Il faudrait, en France, doubler l'impôt actuel, supprimer le privilège des bouilleurs de crû et réglementer le commerce des boissons, augmenter la sévérité de l'exercice chez les débitants et la vérification à la circulation et non pas, comme à la suite de l'enquête parlementaire de 1881, proposer un relèvement de tarif de 40 0/0 et la suppression de l'exercice et de la vérification à la circulation.

Mais nos législateurs, ainsi que le fait remarquer le

(1) A. JAQUET (de Bâle), *loc. cit.*

vicomte d'AVENEL(1), veulent faire deux choses à la fois : « Surcharger l'alcool et dégrever les vins, bières et cidres; ils escomptent la plus-value de l'impôt sur l'alcool pour combler le déficit qui résultera du dégrèvement. Or il tombe sous le sens que si le *rendement du premier augmente dans la même mesure que la surtaxe*, c'est qu'il n'en sera pas bu un litre de moins; tandis que le *but à atteindre, c'est de priver jusqu'à un certain point les estomacs français de ce liquide.* » Il faut donc hausser artificiellement le taux de l'impôt et ne pas escompter une plus-value, preuve de l'inefficacité de la réforme.

Nos parlementaires sont loin de répudier en matière d'alcoolisme la maxime : *Quaerenda pecunia primum; virtus post nummos*. Ils ne considèrent que le point de vue fiscal, quand ce n'est pas le seul intérêt électoral. Le rapporteur du projet d'impôt sur les boissons, discuté au Sénat en juin 1896, ne disait-il pas : « Le point de vue financier est celui qui nous occupe avec le plus d'intensité »..... « Ou nous diminuerons la consommation par notre droit et alors nous aurons atteint le but hygiénique; ou nous ne la diminuerons pas, et alors le but fiscal sera atteint et *c'est ce dernier qui est l'essentiel.* » On ne saurait faire un aveu plus dénué d'artifices. Aussi ne croyons-nous pas voir de sitôt les modifications du régime des boissons servir utilement la cause antialcoolique.

III. — LE DÉGRÈVEMENT DES BOISSONS DITES HYGIÉNIQUES

Depuis 1887, l'abolition des droits sur les vins et les cidres a figuré dans bien des programmes électoraux,

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1899.

dans une série de propositions et de projets de loi. Les économistes en sont partisans (1).

Il est certain que cette mesure favoriserait la consommation des boissons dites hygiéniques ; mais serait-ce aux dépens de l'alcool ? Il est permis d'en douter.

Encore faudrait-il que ce dégrèvement soit assez appréciable pour profiter aux consommateurs. Ainsi la nouvelle taxe d'octroi pour Paris (décision du Conseil municipal du 21 octobre 1898), ajournée quelque temps après mise en vigueur, dégrevait les vins de 3 fr. 22 par hectolitre en même temps que l'alcool était surtaxé de 85 fr. Les « avis au public » placardés aux devantures des débitants n'ont pas tardé à nous faire savoir que le prix du vin ne pouvait être diminué tant que le dégrèvement ne porterait pas sur des fractions de litre ; certaines sociétés vinicoles diminuaient 0 fr. 10 sur 3 litres de vin. (2) Ce sont là des mesures qui ne profitent qu'aux intermédiaires et dont le public ne retire aucun bénéfice, ou lui fait supporter l'augmentation, mais la diminution est toujours trop minime pour qu'il en soit question ; on lui promet cependant un vin de qualité supérieure !

L'exemple de 1881 est encore plus démonstratif : une diminution de 70 millions dans les droits n'a pas fait baisser d'un centime le prix du vin.

Aussi n'insisterons-nous pas sur le dégrèvement des vins et des cidres.

Il est deux produits que nous voudrions voir libérer des droits de douane qu'ils écrasent :

Ce sont le thé et le café.

(1) Cf. CAUWÈS. Traité d'économie politique, t. IV, p. 419.

(2) Cf. *l'Alcool*. Novembre 1898, page 159.

La consommation en est très réduite en France; au moins pour le thé. Tandis qu'en Angleterre on passait de 1 kg. 221 par tête, en 1862, à 2kg. 278, en 1885, la France atteignait péniblement, en 1885, 15 grammes par tête.

Et Gladstone pouvait dire avec raison en 1882 : « La consommation du thé marche d'un tel pas dans les ménages que si l'alcool doit un jour trouver son maître, c'est le thé qui le vaincra ».

Malgré la valeur reconnue de ces boissons, vraiment hygiéniques, le législateur ne leur porte aucun intérêt et le fisc continue à percevoir sur le thé 2 fr. 08, sur le café 1 fr. 56 par kilog. de droits de douane.

IV. — L'IMPOT PROGRESSIF

Pour atteindre l'alcoolisme, il faut frapper toutes les boissons alcooliques. Une excellente mesure, qui pourrait servir utilement la cause que nous défendons, serait l'établissement d'un *impôt progressif* (1). Tous les fabricants, les distillateurs connaissent exactement le degré des boissons qu'ils vendent; dans le commerce des vins, c'est aujourd'hui une coutume constante de déterminer et d'indiquer le degré alcoolique. Les boissons fermentées : vins, cidres, bières seraient taxées à leur degré alcoolique. Pour les boissons distillées à degré alcoolique élevé, la taxe, basée sur la proportion d'alcool serait plus forte.

De cette manière, tout l'alcool serait imposé, et cela d'autant plus qu'il sera offert au consommateur sous une forme plus concentrée et par conséquent plus nuisible.

(1) X. ROCQUES. Conséquences hygiéniques de la monopolisation de l'alcool, *Rev. gén. des sciences*, 15 octobre 1896.

Ce système d'impôt est vivement préconisé par le professeur JOFFROY (1).

V. — LE MONOPOLE DE L'ALCOOL

La France nous offre l'exemple de deux produits entièrement monopolisés : le tabac et les allumettes. Il serait intéressant, pour bien définir le caractère et les conditions de réussite d'un monopole, de rappeler comment l'État fut amené à monopoliser la fabrication et la vente de ces deux produits.

M. J. ROCHE, dans une série d'articles, a bien montré cette évolution (2). Nous citerons seulement ses conclusions ;

1° Nécessité, pour établir le monopole de l'alcool, de le faire porter sur *tous les alcools* ;

2° Nécessité de le faire porter sur *la vente* ;

3° Et, pour le faire porter efficacement sur la vente et empêcher une fraude ruineuse, nécessité de *réglementer et de limiter la production* (sinon d'y procéder directement), comme on réglemente et on limite la production du tabac... Que l'une de ces trois conditions essentielles fasse défaut, il n'y a plus de monopole, mais seulement des systèmes incohérents, contradictoires, ridicules, qui seraient presque tous aussi difficiles à établir que le vrai monopole et dont aucun ne résisterait à six mois d'expérience.

(1) JOFFROY. Des causes de l'alcoolisme et des moyens de le combattre. *Gaz. hebdomadaire de Méd. et de Ch.* 22 novembre 1896.

(2) J. ROCHE. Le monopole de l'alcool. *Figaro*, 22 oct., 3, 10, 18 nov. 1896.

Ces conditions sont-elles réalisables en France?

Aucun des auteurs de projets de monopole ne l'a pensé ; il ne saurait donc être question du monopole vrai ou de fabrication et vente. Reste le monopole de rectification et le monopole de vente. Le premier projet en date est dû à M. ALGLAVE, professeur à la Faculté de Droit de Paris. Voici le résumé des dispositions principales (1) :

« La fabrication reste libre. L'État offre aux producteurs, dont il n'a pas par conséquent à exproprier aucun, de leur acheter les quantités d'alcool dont il a besoin et s'engage à ne pas acheter à l'étranger. Il achète à un prix fixé par la loi, mais *au-dessus des cours*. Tout le monde dès lors tenant à lui vendre, il répartit ses commandes entre tous les producteurs proportionnellement à leur production constatée l'année précédente.

« Livraison prise, l'État rectifie, de manière à rendre les alcools aussi purs et aussi inoffensifs que possible. Il opère pour cela dans deux ou trois usines de rectification, qui coûteront de deux à trois millions chacune.

« L'alcool rectifié, l'État le transforme en liqueurs avec des bouquets non toxiques, le ramène à 40° et le loge dans des bouteilles dites fiscales, d'un litre, qui accompagneront partout le produit comme des quittances de l'impôt, fractionnant la circulation et la fraude.

« L'État, comme intermédiaire avec les débitants, a des entreposeurs, désignés parmi les marchands en gros actuels par voie d'adjudication, au rabais, pour chaque

(1) D'après E. ROSTAND : l'Etatisme en fait d'alcool. *Réforme sociale*, 1896, tome II, pp. 792 et suiv.

commune ou groupe de communes. L'entreposeur, qui reçoit les bouteilles des usines de l'État les expédie aux débitants au fur et à mesure des demandes.

« Les débitants vendent l'alcool à un prix tarifé, 0 fr. 10 le petit verre (à Paris, 0 fr. 15) ou 4 fr. le litre pour l'alcool à 40° avec 40 petits verres au litre. Ils reçoivent pour leur travail une remise de 20 0/0, soit 0 fr. 80 par litre, et jouissent en outre du crédit gratuit de l'État, car ils ne payent qu'après vente et ne doivent vendre qu'au comptant.

« Pour le vrai cognac et les liqueurs fines, on renonce à rectifier : l'État vend au fabricant sa bouteille fiscale vide à 4 fr. ; le fabricant, sous réserve d'un simple contrôle hygiénique, vend son produit au prix qu'il veut et le débitant fait de même pour le petit verre.

« C'est en somme un monopole de rectification avec achat et vente. »

Il n'est pas de notre compétence de faire la critique de ce projet, au point de vue financier et économique. N'en a-t-on pas dit que « tout y repose sur des affirmations « évidemment fausses ou sur des hypothèses purement « gratuites ». Et qu'il « n'échappe pas à la condamnation « des sciences que respecte à juste titre M. ALGLAVE, les « finances, le droit et l'économie politique. »

Une des prétentions de son auteur est de diminuer la consommation ! On ne voit pas par quel procédé. L'État se fixera-t-il un quantum de litres à vendre, qu'il ne dépassera pas, même si les demandes affluent ? Et en reprenant l'exemple du tabac, nous voyons la consommation qui était de 40 millions en 1819, passer à 381 millions en 1897. Le monopole total n'influe pas sur la consommation,

comment est-il possible qu'un monopole partiel ait quelque action ?

M. ALGLAVE attribue encore au monopole la vertu de verser 720 millions dans les caisses de l'État (500 millions de plus que l'impôt actuel) et la vertu hygiénique merveilleuse de diminuer l'alcoolisme. Ces deux affirmations nous semblent difficilement conciliables.

Dans les projets GUILLEMET et FLEURY-RAVARIN, il s'agit de monopoles de rectification, visant moins la solution hygiénique du problème que le produit fiscal et laissant subsister le privilège des bouilleurs de crû.

En résumé, les projets de monopole proposés ne toucheraient que les produits fabriqués par les distillateurs et les bouilleurs de profession ; en un mot, les alcools d'industrie.

L'Etat fabricant d'alcool fera-t-il mieux que les distillateurs actuels ? Fera-t-il des alcools plus purs ? Il ne pourra faire plus pur que les alcools bon goût actuellement produits (env. 75 0/0).

Quant aux alcools moyen goût (18 à 20 0/0), il les éliminera, nous dit-on, et M. X. ROCQUES, à qui j'emprunte ces remarques(1), montre bien que l'intérêt actuel du distillateur est de faire de même et en réalité il se conforme à cet intérêt, et d'ailleurs n'y aurait-il pas avantage, rien ne serait plus facile que de charger le personnel de la Régie, qui surveille actuellement toutes les opérations, d'en opérer le contrôle hygiénique (2).

(1) X. ROCQUES. Les conséquences hygiéniques de la monopolisation de l'alcool. *Revue gén. des Sciences*, 15 octobre 1896.

(2) M. COCHERY, ministre des finances, a déposé au Parlement le 9 mars 1897, un projet de contrôle hygiénique et fiscal de l'alcool. But : exercer une surveillance rigoureuse sur l'alcool industriel non seulement à la source,

Ainsi l'établissement du monopôle de rectification ne changerait rien à la *qualité* des eaux-de-vie actuellement consommées. Aurait-il une action sur la *quantité*? Voici ce qu'en dit M. LEGRAIN :

L'alcool, même rectifié, est un poison. Ses effets diffèrent sans doute quelque peu de ceux de l'alcool non rectifié, mais ils n'en produisent pas moins l'alcoolisme avec toutes ses tristes conséquences. Or, voilà précisément ce que ne disent pas les partisans du monopole, qui voient avant tout dans ce système une précieuse source d'argent et qui proclament très haut, sans doute pour donner une nouvelle force à l'argument économique, que le vrai danger de l'alcool, le seul pour mieux dire, réside dans ses impuretés.

Il est facile d'en tirer cette conclusion que le jour où l'État livre au consommateur, sous son estampille, un alcool dénué d'impuretés, le consommateur se croit assuré d'absorber quelque chose de *bon*, de recommandé par l'État ; qu'il est fatalement tenté d'en user largement, d'en user même alors qu'il le redoutait auparavant ; que nous autres, enfin, ennemis de l'alcool, nous nous trouvons dans une singulière posture d'une part, vis-à-vis des malheureux que nous voulons arracher au mal, et d'autre part vis-à-vis de l'État qui peut et doit nous accuser de prêcher contre ses intérêts.

Voilà un véritable danger du monopole. Ce système ne supprime pas la soif de l'alcool ; il tend au contraire, logiquement, à l'exagérer et les pauvres alcooliques, qui, au fond, ne demandent qu'à justifier leurs excès, ne manqueront pas de se prévaloir de la sagesse toute paternelle de l'État, pour se ruer au-devant d'un poison désormais garanti pur. N'est-ce pas un fait d'observation journalière ? Entrez chez un brave paysan qui distille tous les ans ses prunes et ses cerises. Il ne manquera pas de vous honorer en vous offrant un verre de son eau-de-vie. Et, pour vous décider, il ne manquera pas d'ajou-

mais à toutes les étapes qu'il doit parcourir avant sa consommation. Les décrets rendus après avis d'un comité technique détermineront :

1° Les conditions de pureté auxquelles doivent satisfaire les alcools de toute origine ;

2° Les substances toxiques ou nuisibles dont l'emploi est interdit dans la fabrication des boissons alcooliques ;

3° Les procédés d'analyses qui devront être employés dans les laboratoires spéciaux créés à cet effet.

ter : « Celle-là, je vous la recommande c'est de la bonne, c'est moi qui l'ai faite. » Et il n'en faut pas plus pour décider les hésitants. L'État, c'est bien certain, avec le monopole ne fera pas autre chose que ce brave bouilleur, mais il le fera sur une grande échelle. Il n'aura certes pas le courage de dire : « Je vous donne de l'alcool pur, mais c'est encore un poison, prenez-y garde ! » Que deviendrait en effet le côté fiscal de la question ? Et alors il faut bien mal connaître les amateurs de spiritueux pour n'être pas sûr d'avance qu'ils s'alcooliseront à qui mieux mieux et cette fois, ce qui est plus grave, sans la moindre arrière-pensée (1). »

Les travaux les plus récents du professeur JOFFROY (2) ne font qu'appuyer cette conviction, que l'utilité du monopole de rectification, au point de vue hygiénique, est loin d'être démontrée.

Les partisans du monopole citent souvent l'exemple de la Russie et de la Suisse.

Le monopole russe est établi dans des provinces où l'on ne fabrique que de l'alcool d'industrie, donc monopole total, de plus l'objectif principal de son établissement était la suppression des cabarets. Et nous ne croyons pas voir de sitôt un ministre français apporter à la tribune des considérants analogues à ceux développés par M. S. WITTE, Ministre des finances, dans son exposé des motifs où il dit : « Le monopole de la vente directe des boissons alcooliques, tant en gros qu'en détail, donnera au gouvernement des armes réelles pour lutter contre les abus, *sauvegarder les bonnes mœurs*, empêcher la ruine des populations et protéger la santé publique »... « Cette réforme ne tardera pas à rendre moralement et matériellement

(1) *L'Alcool*, 1896-97, cité in Thèse ANTHEAUME, 1897. Paris, p. 151.

(2) *Revue scientifique*, 15 janvier 1898.

d'immenses services aux populations *qu'elle soustrait à la funeste influence du débitant.*

En Suisse, existe depuis 1885 un monopole de rectification sensiblement analogue aux projets présentés en France. On a tiré argument en faveur du monopole de la diminution de la consommation qui, de 8 litres 5 à 50° en 1885, est tombée à 5 litres 41 en 1895 (1); mais il faut remarquer que la consommation en vins et en bières a subi une augmentation relativement considérable :

Vins en 1885	—	55 à 60 litres.	Bières en 1885	—	36 litres.
— en 1895	—	75 à 80 litres.	— 1895	—	50 litres.

Enfin, dans la séance du Conseil national de Genève (11 décembre 1896), en examinant la gestion et les comptes de la régie des alcools pour 1895, les rapporteurs, MM. ABEGG et THELIN, disaient : « Si la consommation d'alcool potable diminue un peu, celle d'alcool dénaturé augmente constamment ; du reste, la diminution de consommation de l'alcool monopolisé ne correspond pas à la diminution réelle de la consommation totale. »

L'exemple de la Suisse ne plaide nullement en faveur du monopole, les hygiénistes n'en sont pas satisfaits, et les 8 millions de revenu qu'escomptait l'État sont réduits à 4 millions à peine. La Suède, en 1773, monopolisa la fabrication de l'eau-de-vie, puis, en 1786, la fabrication et la vente ; dès 1817, devant la dépravation des mœurs qui résulta de cette réforme, le système en vigueur fut modifié.

Et partout où l'alcoolisme fut efficacement combattu, en Suède, en Norvège, aux États-Unis, en Angleterre, il n'est nullement question de monopole d'État, c'est l'op-

(1) Cf. *Monde Economique*, 8 décembre 1899.

tion locale, c'est l'initiative privée, qui comptent seules des succès.

VI. — LES LOIS SUR L'IVRESSE ET LES DÉBITS DE BOISSONS

La loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, représente presque à elle seule, dans les Codes français, la contribution de l'État à la lutte antialcoolique.

Cette loi ne s'adresse qu'à l'ivresse manifeste et ne peut rien contre l'alcoolisme. De plus, les articles 5 et 6, qui visent le cas où le cabaretier aurait servi des boissons alcooliques à des mineurs au-dessous de 16 ans, n'ont pour sanction qu'une amende ridicule de 1 à 5 fr., et pourvu que le débitant prouve qu'il a été induit en erreur par l'âge, et souvent il le prouve, il est indemne.

De plus, le nombre annuel des poursuites en matière d'ivresse qui était de :

81.146 de 1873 à 1875

75.026 de 1876 à 1880

67.155 de 1881 à 1885

59.418 de 1886 à 1890

est tombé à 50.639 de 1891 à 1894.

Cette diminution de la répression n'a pas échappé à l'attention du Garde des Sceaux qui, en 1889, dans son rapport sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1887, s'exprimait ainsi, après avoir constaté une diminution de 27 0/0 dans le nombre des poursuites (1) :

« On ne pourrait que s'en réjouir, s'il était avéré qu'elle

(1) Cf. H. BRUNARD. Rapp. au Congrès de Bruxelles, page 30.

« corresponde à une diminution du nombre des contraven-
« tions, due à la sévérité apportée au début dans l'exé-
« cution de la loi ; mais il est à craindre que cette dimi-
« nution ne soit qu'apparente et qu'il faille l'attribuer
« plutôt à la réduction du nombre des poursuites. »

Par suite, l'effet moral que l'on pouvait attendre de cette loi est de moins en moins appréciable et, comme le dit M. LEGRAIN, on « *continue d s'enivrer sous les affiches jaunies par le temps* ».

Enfin nous avons montré (chap. I, § III) que la loi du 17 juillet 1880, sur la liberté des débits de boissons, fut une des causes de la diffusion de l'alcoolisme, en octroyant la liberté absolue du commerce des boissons. Seul, l'article 7 de cette loi prononce une interdiction contre certaines catégories de condamnés.

Devant le flot montant de l'alcoolisme, ces deux lois sont tout à fait insuffisantes. Il faudrait pour la loi sur l'ivresse revenir à une application sévère, et introduire dans son texte plusieurs modifications, par exemple : faire revivre cet article 126 de la Coutume de Paris, ainsi conçu : « n'ont les taverniers et cabaretiers) aucune action pour vin ou autres choses par eux vendues en détail et par assiettes en leurs maisons ».

Quant à la loi sur les cafés, cabarets, etc., c'est son abrogation qu'il faut réclamer. Une étude rapide des législations étrangères sur les débits de boissons nous permettra de faire connaître les réformes dont on pourra tenter l'application en France.

VII. — LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES DES DÉBITS DE BOISSONS

1° La Suppression des cabarets. — Appliquée en *Russie* par la loi du 14 mai 1885, elle ne conserve pour la vente de l'eau-de-vie que deux sortes d'établissements : les restaurants (traktirs) pour la consommation sur place et les débits ne vendant l'eau-de-vie qu'en récipients cachetés à emporter.

La loi de 1894 sur le monopole de l'alcool maintient ces mêmes dispositions.

Quels sont les résultats de cette mesure (1)? Dans tous les rapports officiels, il est dit que, par suite de la suppression du commerce d'eau-de-vie pour la consommation sur place, l'ivrognerie s'est développée dans la rue, devant la porte du débit, et donne lieu à des scènes scandaleuses inconnues quand existaient les débits et cabarets. Les restaurants (traktirs) servent de lieu de refuge aux ivrognes qui viennent y boire les fioles achetées au débit officiel.

Le but poursuivi par le Conseil de l'Empire, qui disait dans son avis du 6 juin 1894 : « C'est aux cabaretiers principalement qu'incombe la responsabilité des progrès de l'alcoolisme. Pendant les 30 ans qu'a duré le système de l'accise, le gouvernement n'a fait que combattre l'action pernicieuse de ces débitants, mais toutes les lois édictées à cet effet n'ont produit aucun résultat »... « L'intérêt personnel du commerçant n'a cessé de contrecarrer les mesures gouvernementales tendant à restreindre l'ivro-

(1) Cf. BORODINE. Rapport à la Commission instituée par la Société russe d'hygiène publique pour étudier l'alcoolisme. Novembre 1898,

Revue politique et parlementaire de janvier 1897.

guerie. L'unique moyen d'arriver à ce résultat est de faire disparaître cet intérêt personnel »... Le but poursuivi, disons-nous, ne semble pas avoir été atteint, malgré la rigueur des mesures proposées et malgré l'établissement des *curatelles de tempérance* (1), qui devaient grouper autour des agents du gouvernement les personnes les plus considérables de la localité, pour les assister dans leur œuvre de moralisation.

En *Norvège*, par une loi du 24 juillet 1894, les conseils municipaux sont autorisés à interdire le commerce de l'alcool au détail, si la majorité des hommes et femmes âgés de plus de 25 ans approuve cette prohibition. Sur 13 villes consultées, 11 se sont prononcées pour l'interdiction. M. VANLAER (2) communique une lettre d'une haute personnalité norvégienne, qui montre que les effets de la réforme n'ont pas été ceux que ses promoteurs escomptaient. « On profite largement de toutes les facilités d'éluder la loi, et si peut-être on boit moins d'eau-de-vie, on avale en revanche des quantités énormes d'un soi-disant *portvin*, fabriqué à Hambourg, qu'on paye 0 fr. 60 la bouteille et qui est un breuvage très alcoolique et très malsain. Aussi la réaction chez toutes les personnes raisonnables est-elle générale, à tel point qu'on est presque unanime à reconnaître à la Chambre des députés qu'on a fait une faute et qu'il faut changer d'urgence cette loi désastreuse, et qu'une Commission a été nommée au début de la présente année, pour étudier les moyens d'enrayer le mal déjà causé... »

(1) Cf. Rapport BRUNARD, *loc. cit.*, p. 87.
Rapport BORODINE, *loc. cit.*, p. 48.

(2) *Op. cit.*, p. 226.

2^o Le Système de Gothembourg. — *Suède* : La vente des boissons est régie par la loi du 24 mai 1895. Des mesures de police, très sévères, sont édictées par cette loi ; leur effet doit être considérable. Il est défendu à la campagne de vendre au détail ou de débiter, à l'occasion d'une vente publique, d'une foire, d'un marché, d'une revue de milice, dans le lieu de réunion et dans une zone de 2 kilomètres de circuit. Des prohibitions semblables peuvent être ordonnées dans les villes. Les débits ne peuvent s'ouvrir avant 7 heures du matin, la fermeture a lieu à 8 heures du soir dans les campagnes ; à 10 heures dans les villes.

Dans la loi de 1895, il est dit : Dans les villes, la totalité des licences peut être concédée, sans enchère, à des sociétés fondées spécialement à cet effet, mais qui ne doivent retirer aucun bénéfice de la vente, sauf un intérêt de 5 0/0 sur le capital engagé. Cette disposition est connue sous le nom de *système de Gothembourg*, du nom de la ville où elle fut essayée pour la première fois en 1865 (1). Voici comment s'établit ce système :

Lorsque, dans une ville, il a été décidé que toutes les licences de vente en détail et toutes les licences temporaires de débit seraient concédées à une société, au lieu d'être mises aux enchères, le collège des bourgmestre et échevins engage, par un avis publié un mois à l'avance, les sociétés qui aspirent à devenir concessionnaires, à formuler leurs demandes. Après avis du conseil et du collège, le préfet décide en dernier ressort. La société concessionnaire ne peut céder sa concession. Cependant

(1) VANLAER, *op. cit.*, p. 128.

JAQUET (de Bâle), *op. cit.*, p. 26.

Rapport BRUNARD, *op. cit.*, p. 78.

Semaine médicale du 21 mai 1899, page XC., col 2.

une ou plusieurs des licences concédées peuvent, moyennant autorisation spéciale, être transmises à des particuliers réunissant les conditions de moralité et d'aptitudes nécessaires. La société est tenue de renoncer à tout son bénéfice net, sauf 5 0/0 du capital engagé, au profit d'œuvres d'assistance, d'éducation, etc. La tendance moralisatrice de ce système résulte de l'absence de tout esprit de lucre chez les sociétaires.

La composition de la société est un sûr garant de ce qu'elle ne déviera pas de son but : conseillers, magistrats, professeurs, membres des chambres, négociants et industriels. Aucun des sociétaires n'est intéressé ni dans la fabrication des spiritueux, ni dans les affaires qui ont pour objet d'en approvisionner la société. Le personnel de la société ne peut, comme nous l'avons vu, tirer aucun bénéfice de la vente des boissons alcooliques, mais il dispose, au contraire, de tout le profit du débit des boissons non alcooliques et du restaurant.

Il exerce en effet concurremment ces deux branches de commerce, et comme il exploite celles-ci à son profit exclusif, il cherche à les faire prédominer sur la vente des spiritueux. (Rapport BRUNARD.)

Les établissements de vente régis par ces sociétés, appelés « *bolag* » en Suède, « *samlag* » en Norvège, sont réglementés très sévèrement ; la vente à crédit y est interdite, les débits doivent être fermés à 8 heures du soir ; ils ne sont pas ouverts les dimanches et jours de fête, ni les jours d'élection, de marché, de foire, en un mot toutes les fois qu'il y a un concours extraordinaire de gens dans la ville... Il est défendu d'y fumer... Sur les murs, des inscriptions avisent le client que : *Il est interdit de parler*

haut ou celui qui a été servi est tenu de se retirer. Il n'y a pas de sièges où le consommateur puisse s'asseoir...

Depuis 1876, date de l'entrée en vigueur du nouveau régime, la consommation de l'alcool, qui était de 13 litres 10, est tombée en 1892 à 6 litres 8.

Le système de Gothembourg, dans la législature suédoise et norvégienne, n'est pas isolé, mais fait partie de toute une organisation antialcoolique supprimant la liberté de distillation et de vente de l'alcool et accordant aux communes rurales le droit d'interdiction du commerce des boissons.

3° Les Hautes licences. — Le procédé consiste à hausser considérablement le taux des licences pour les débits de boisson.

Dans l'*État de Nebraska*, une loi de 1881 fixe ce droit à 500 dollars (2500 fr.) pour les débits établis dans les localités de moins de 10.000 âmes et à 1000 dollars dans celles dont la population est supérieure. Après la promulgation de cette loi, le nombre des « *salons* », qui était à Chicago de 1/150 habitants en 1882, est tombé en 1893 à 1/200; à Saint-Louis de 1/298 en 1882, le nombre s'est réduit à 1/300 en 1893. Un résultat analogue a été obtenu à Saint-Paul et à Ohama (BRUNARD).

En *Angleterre*, le droit de licence varie, suivant l'importance du loyer, de 112 fr. 50 à 1500 fr., proportionnellement à une échelle établie depuis 250 fr. jusqu'à 17.500 fr. Les débitants qui s'engagent à fermer leur établissement un jour par semaine, jouissent d'une réduction de 1/7 sur le tarif ordinaire; s'ils s'engagent à le fermer chaque jour une heure avant l'heure réglementaire, la réduction est 2/7 (STOURM).

En *Belgique*, par la loi du 19 août 1889, les cabaretiers se sont vu imposer une licence de 200 fr. au maximum, applicable seulement aux cabaretiers nouveaux ; malgré le taux peu élevé de cette licence, le nombre des débits aurait diminué de 14.000 en 5 ans (VANLAER).

En *France*, le droit de licence varie de 15 à 50 fr. et les débitants de Paris ne sont pas assujettis à ce droit.

Ce système des hautes licences encourt les reproches suivants : « Assujettir l'exercice de la profession de cabaretier au paiement d'une taxe élevée, c'est favoriser fiscalement la concentration dans quelques grands établissements. Dans les régions rurales, cette concentration pourra, au hasard des situations topographiques, déranger les habitudes du buveur ; mais la tempérance n'y gagnera pas. Les habitudes se modifieront partout où l'éloignement empêchera les grands cabarets de suppléer, par d'autres attractions, à la tentation que le nombre et le rapprochement des petits cabarets auront cessé d'exercer. On verra la consommation par bouteilles, infiniment plus pernicieuse, se substituer insensiblement à la consommation par petits verres. Dans les villes et les agglomérations industrielles, monopoliser, au profit de spéculateurs disposant de capitaux puissants, l'exploitation de la passion de l'alcool, en supprimant les petits cabarets, c'est mettre le fisc, moyennant salaire, au service de la spéculation abominable dont l'objet est d'activer les ravages de l'alcoolisme en perfectionnant cette exploitation » (1).

4° La limitation légale. — Le nombre des débits

(1) LEJEUNE. Discours à la Société des prisons, *in* thèse ANTHEAUME, page 138.

est limité à tant pour cent d'habitants, d'après les besoins supposés de la population.

A *Boston*, le nombre des débits a été limité en 1889 à 1 pour 580 habitants dans la ville (avec hautes licences, zones préservées, fermeture de 11 h. du soir à 6 h. du matin, et le dimanche). En quelques mois, le nombre des cabarets descendit de 1658 à 780.

A *New-York*, l'ouverture d'un nouveau débit n'est autorisée qu'en échange de la fermeture d'un cabaret existant; cette mesure, qui pourrait sembler peu efficace, a cependant amené une décroissance dans le nombre des « salons » qui, de 8219 au 31 décembre 1887, est descendu à 7310 le 5 juillet 1889.

En *Hollande*, la loi de 1881 interdit le commerce des spiritueux en quantités inférieures à 2 litres, sans autorisation de l'autorité communale. Cette autorisation doit être refusée, dès que le nombre des débits a atteint dans une localité le maximum prévu par la loi, soit 1 débit pour 500 habitants dans les villes de 50.000 âmes et plus; — 1 pour 300 dans les villes de 20 à 50.000 habitants et 1 pour 250 dans les localités plus petites. Le nombre des débits, de 43.000 en 1881, est tombé en 1891, à 25.000. La consommation de l'eau-de-vie, de 10 litres en 1881, descendait à 8 litres $1/2$ en 1891 et le nombre des contraventions et délits pour ivresse publique diminuait sensiblement; tels sont les effets de cette loi, rapportés par MM. GÖEMAN BORGESIUS et VAN SCHERMBECK au Congrès de la Haye (1). Les conclusions de VANDER MEULEN au même Congrès (2) ne sont pas en faveur de cette mesure; il rapporte qu'en 1890 la con-

(1) Compté-Rendu, pp. 275 et 281, cité par A. JAQUET.

(2) Cité in Thèse ANTHEAUME, p. 136.

sommation par tête d'habitant était de 6 litres 90 dans le Brabant septentrional, le nombre des débits étant plus de *deux* fois supérieur au chiffre légal, tandis que, dans la Hollande méridionale, la consommation par tête d'habitant était de 10 litres 27, le nombre des débits n'étant qu'une fois et demie supérieur au chiffre légal; de plus, depuis la promulgation de la loi de 1881, la diminution de moitié du nombre des cabarets n'a pas exercé une influence évidente sur la consommation de l'alcool. Il ressort de ces contradictions ce fait, que nous avons mis en évidence plusieurs fois, qu'aucune mesure *isolée* n'est suffisante pour amener un recul sensible de l'alcoolisme. Nous ne croyons pas cependant qu'après LUNIER, LEGRAIN, CLAUDE, BAER, on puisse nier l'influence néfaste de la multiplication des débits. L'enquête même du Conseil Fédéral Suisse, qui a trouvé que la consommation de l'alcool était plus forte dans les cantons qui avaient le moins de débits, ne doit pas emporter notre conviction. Comme le fait remarquer JAQUET (1) « cette contradiction apparente s'explique d'un côté par le fait que, dans les cantons de Thurgovie, de Schwyz, d'Appenzell, des Grisons et du Tessin, où le nombre des cabarets atteint son maximum, on consomme beaucoup de vin, de cidre et de bière, tandis que dans les cantons de Berne et de Fribourg, où la proportion des débits est plus faible, l'eau-de-vie constitue la boisson principale du peuple. En outre, la distillation à domicile, pratiquée en grand dans ces deux derniers cantons avant l'introduction du monopole, était un obstacle à la multiplication du nombre des débits, chaque

(1) *Loco cit.*, p. 31.

maison constituant un petit débit pour la famille et les amis. En Thurgovie, on boit à l'auberge, à Berne on boit en famille. »

VIII. — LA LIMITATION LÉGALE EN FRANCE

Nous pensons que c'est la mesure qui s'impose dès l'abord, en France, pour réprimer l'alcoolisme. On objectera peut-être que les buveurs iront chez le voisin. C'est là un préjugé qu'il faut détruire, car ceux qui parlent ainsi « semblent considérer le vice comme possédant une quantité donnée à jamais irréductible ! A les entendre, vouloir combattre ce vice, ce serait s'attaquer à un agent physique, ayant son volume déterminé, qui ne peut être comprimé sur un point que pour s'étendre sur un autre, absolument comme les marées, qui ne descendent sur une région du globe que pour s'élever au même moment dans une latitude différente. Or, pas du tout : la grande source du vice, c'est l'exemple, l'esprit d'imitation, la provocation » (1), et, comme le disait le D^r BERGERON, supprimer pour l'homme l'occasion et la tentation de faiblir est le plus sûr moyen de le préserver de la chute.

Pour répondre aux vœux des Conseils généraux de l'Eure, de la Manche, de la Marne, de la Somme, demandant la limitation des débits de boissons, au vœu du Jury des assises de la Seine-Inférieure en 1898, un groupe de Sénateurs, à la tête desquels nous trouvons MM. Siegfried et Bérenger, ont déposé, sur le Bureau du Sénat, un projet de réglementation des débits de boissons, qui introduit la limitation légale dans notre législation. Ce projet •

(1) E. JOTTRAND. Congrès de Bruxelles, compte-rendu, 2^e partie, page 26.

a été discuté et adopté par la Société Française de Tempérance.

Voici le texte de ce projet de loi (1) :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la promulgation de la présente loi, toute personne qui voudra ouvrir un café, cabaret ou tout autre débit de boissons à consommer sur place, même occasionnel, devra être autorisée, à Paris par le préfet de police, et dans les départements par le préfet, après avis de la commission départementale, du Conseil général et du procureur de la République.

Aucun débit de boissons à consommer sur place ne pourra être établi dans des locaux consacrés à un autre commerce ou communiquant avec ceux où le débit est installé. L'autorisation sera subordonnée, jusqu'à ce que le nombre des établissements ait été réduit au chiffre fixé par l'article 2, à la condition de racheter un ou plusieurs débits existant à titre permanent, à Paris dans l'arrondissement, et ailleurs dans le canton. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux débits temporaires dont la nécessité aurait été constatée par l'Administration en cas de circonstances exceptionnelles, telles que travaux publics, expositions, dans des lieux éloignés de toute agglomération. L'autorisation ne sera valable que pour la durée des travaux. Les débitants actuels ne sont pas soumis à l'autorisation préalable. Toute mutation par voie de cession entraîne une autorisation nouvelle. En cas de décès ou d'incapacité personnelle du débitant, le successeur ou gérant devra être agréé par le préfet de police à Paris, ou le préfet dans les départements.

Aucun débit actuellement existant ne pourra être déplacé sans autorisation. Aucune autorisation de déplacement ne sera donnée si le débit pour lequel on la demande est joint à un autre commerce, et si ce débit existe depuis moins de cinq ans.

ART. 2. — Tant que le nombre des débits sera supérieur à 1 pour 300 habitants, il ne pourra être accordé qu'une autorisation par trois vacances, à Paris dans l'arrondissement, et pour les départements dans le canton. Lorsque le chiffre ci-dessus sera atteint, il ne pourra être accordé d'autorisation qu'en remplacement d'un dé-

(1) Sénat, Annéxes au procès-verbal de la séance du 27 mars 1899, n° 86, et Bulletins de la Soc. Franc. de Temp., n° 2,3,4, de 1899.

bit existant. Tout débit qui, par suite de décès, faillite, cessation de commerce ou autre cause, a cessé d'exister depuis plus de six mois, est considéré comme supprimé et ne peut être transmis. Ce délai ne courra qu'à partir de la constatation faite par l'Administration des contributions indirectes.

ART. 3. — L'ouverture d'un débit non autorisé sera punie d'une amende de 16 à 1.000 francs. La fermeture en sera ordonnée.

ART. 4. — Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant de boissons.

ART. 5. — Ne peuvent non plus exploiter des débits de boissons à consommer sur place : 1° tous les individus condamnés pour crime de droit commun ; 2° ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, pour récidive de rébellion, de coups et blessures et d'ivresse publique, conformément aux articles 379, 401, 405, 406, 407, 408, 409 et suivants, 248, 309 et suivants, 330, 334, 440 du Code pénal, à l'article 2 de la loi du 27 mars 1851 et aux articles 2 et 3 de la loi du 23 janvier 1873.

ART. 6. — Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives. Le débitant ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service de celui auquel il aurait vendu ou loué, ou par qui il ferait gérer le dit établissement, ni dans l'établissement, qui serait exploité par son conjoint séparé.

ART. 7. — Les maires pourront, les Conseils municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique. Ils pourront interdire l'emploi des femmes autres que la femme et les filles du débitant dans les locaux destinés au public.

ART. 8. — Toute infraction aux dispositions de l'article 7 sera punie d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 francs).

En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double. Le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois, et le débit sera fermé.

ART. 9. — Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, voudraient établir des cafés ou débits de boissons, ne seront pas tenus à obtenir l'autorisation prescrite par l'article premier, mais ils devront obtenir celle de l'autorité municipale. En cas d'infraction à la présente disposition, le débit sera immédiatement fermé et le contrevenant puni de la peine portée à l'article 8.

ART. 10. — Tous cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons à consommer sur place qui fourniront sciemment à des femmes ou filles de débauche, employées ou non dans leurs établissements, le moyen de s'y livrer à la prostitution, seront condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans et à une amende de 100 francs à 1.000 francs. La fermeture du débit sera ordonnée.

ART. 11. — Les infractions ou contraventions aux règlements de police continueront à être punies de peines de simple police.

ART. 12. — L'article 463 du Code pénal sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par les articles ci-contre.

ART. 13. — La loi du 17 juillet 1880 sur les cafés, cabarets et débits de boissons, est abrogée.

Ce projet, très modéré, réserve les droits acquis, fixe le nombre des cabarets à 1 pour 300 habitants (art. 2), n'autorise pas la coexistence d'un autre commerce à côté du débit (art. 1, § 2); en effet, par les innombrables buvettes accolées aux épiceries, fruiteries, etc. (1), l'alcoolisme atteint la femme qui ne va pas au cabaret. « Or, quand c'est
« par la ménagère et pour la ménagère que la bouteille
« d'eau-de-vie pénètre dans la maison, on peut dire que
« celle-ci est perdue, perdue sans ressources : les enfants
« eux-mêmes n'échapperont pas. » (Exposé des motifs.)

Dans la discussion devant la Société Française de Tem-

(1) Les charbonniers, autrefois tous porteurs d'eau, sont maintenant tous marchands de vin.

pérance, M. CHEYSSON a présenté l'amendement suivant qui deviendrait le 5^e paragraphe de l'article premier :

« Seront dispensées de l'obligation de racheter un ou plusieurs débits de boissons, les sociétés fondées dans un but de tempérance ou de moralité qui s'engageront par leurs statuts, approuvés par le Ministre des Finances, à limiter leurs bénéfices au taux maximum de 3 p. 100 et à en affecter le surplus à des œuvres philanthropiques et sociales. »

En effet, chaque année, à Paris 200 débitants de vin font faillite sans bilan; il ne serait pas très onéreux de racheter ces débits voués à mourir; la dispense de ce rachat ne coûte rien à l'État, et ne constitue pour les sociétés philanthropiques qu'un avantage sans importance; M. CHEYSSON ne voit dans cet amendement qu'un moyen de justifier l'introduction de ces sociétés dans la loi (1).

Enfin les articles 7 et 10 tendent à réprimer la débâche, que le débit ne sert souvent qu'à masquer.

Mais n'est-ce pas nous bercer d'espérances trompeuses que de supposer nos législateurs capables de porter la main sur la corporation des marchands de vins, les grands électeurs de la 3^e République (2).

IX. — RÉSUMÉ

Pour nous résumer, voici les réformes que l'on est en droit d'attendre de l'action législative :

— Suppression du privilège des bouilleurs de crû.

(1) Voir *Revue d'Hygiène*, 20 mai 1899, p. 474.

(2) Cf. M. TALMEYR. Mœurs électorales, le marchand de vin. *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1898.

— Surélévation de l'impôt sur l'alcool, en fortifiant l'action de tous les services fiscaux, pour arriver à la répression plus complète de la fraude.

— L'impôt progressif nous semblerait préférable à la surélévation de l'impôt — plus juste et plus conforme aux données du problème hygiénique.

— Nous ne croyons pas que le dégrèvement des boissons dites hygiéniques soit de quelque efficacité dans la lutte contre l'alcoolisme.

— Dégrèvement du thé et du café.

— Veiller à l'application des lois répressives existantes loi sur l'ivresse — zones préservées, etc.).

— Introduire dans la loi le principe qui assimilerait les dettes de cabaret aux dettes de jeu.

— Voter la loi sur la limitation légale des débits déposée au Sénat — en y introduisant les modifications nécessaires pour laisser aux communes la facilité de pratiquer l'option locale ou l'essai du système de Gothenbourg; les sociétés à concession ne constitueraient pas une nouveauté dans notre législation, puisque c'est sur ce type que sont formées les sociétés d'habitations à bon marché.

Mais nous voyons bien l'objection qui se dresse formidable devant ce programme quelque peu révolutionnaire. Tous les gouvernements à qui l'on reproche de ne rien faire pour lutter contre l'alcoolisme font toujours la même réponse : « J'attends pour agir que vous ayez transformé les mœurs du pays : *Ex moribus leges.* » Et M. LEJEUNE, ancien Ministre de la Justice, Ministre d'État de Belgique, l'a bien montré au Congrès de Bruxelles : « C'est toute une doctrine qui s'énonce ainsi à l'appui

d'une inaction systématique. — Elle sert pour la question de l'alcoolisme, comme elle sert pour la question du jeu. On l'a mise en axiomes, pour l'usage de la politique : conjurer un fléau social qui procède d'un vice entré dans les mœurs d'un pays, n'est pas le fait de la loi et des règlements ; — canaliser les vices juste autant que les mœurs qui en sont imprégnées s'y prêtent, c'est tout ce que peuvent la loi et les règlements.

« Généralement, la politique juge que le vice, richement exploité, ne se laissera pas canaliser et qu'il faut temporiser et, alors, si le fléau fait rage, c'est la faute aux mœurs du pays. »

Telle ne doit pas être la conduite de l'État. « Il ne faut
« pas que les Pouvoirs publics attendent pour sévir contre
« l'empoisonnement que la victime guérie refuse le poi-
« son. » Il doit s'employer à hâter la réalisation de la *Réforme sociale* que nous prêchons, en favorisant de tout son pouvoir, dans les collectivités qu'il peut atteindre, la lutte contre l'alcoolisme, car « nulle influence capable
« d'agir sur le moral de la nation n'est comparable aux
« impressions que produit en bien ou en mal l'attitude
« des Pouvoirs publics devant le fléau. »

CHAPITRE III

La Lutte contre l'alcoolisme à l'Ecole

De l'avis de tous ceux qui connaissent la question de l'alcoolisme et qui ont quelque expérience de la lutte contre ce fléau, l'école doit être le terrain de prédilection où doit s'engager le plus résolument le bon combat.

Il existe bien des divergences dans les modes d'application proposés ; on discute pour savoir s'il convient de faire promettre aux enfants qu'ils s'abstiendront de l'usage des boissons alcooliques pendant un temps plus ou moins long — certains vont même jusqu'à qualifier ce système « d'antipédagogique et immoral ». — D'autres disent qu'il n'y a pas lieu d'encourager les Sociétés scolaires de tempérance et que « dans tous les pays où la lutte contre l'alcoolisme a été menée énergiquement et a donné des résultats superbes (Suède et Norwège), ce ne sont pas les Bands of Hope à l'américaine, qui ont déterminé ce résultat, pour si peu que ce soit (1) ».

Mais tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il faut un enseignement antialcoolique dans toutes les écoles.

Dès 1876, aux États-Unis, grâce aux efforts de M^{me} Marie Hunt, l'attention fut attirée sur l'enseignement scientifique de la Tempérance dans les écoles ; l'association

(1) Cf. Rapport de M. SLUYS au Congrès de Bruxelles. Compte-rendu, 2^e partie, p. 232.

médicale américaine demande à l'État de légiférer sur la matière et en 1882 l'État de Vermont, le premier, rendait obligatoire par une loi l'enseignement de la Tempérance. A l'heure actuelle, 41 États ont inscrit dans leur législation le principe de cet enseignement. Dans 35 États, aucun maître ne peut obtenir de diplôme, ni enseigner s'il n'a passé un examen satisfaisant sur la question de l'alcoolisme. Dans 26 États, l'antialcoolisme fait l'objet d'un enseignement systématique, avec examens spéciaux comptant pour le passage dans une classe plus élevée. De plus il existe une sanction pénale pour l'instituteur qui ne ferait pas convenablement son enseignement.

Le Canada en 1882 a suivi l'exemple des États-Unis. En Angleterre, c'est à l'initiative privée que le Gouvernement a laissé le soin de développer parmi la jeunesse l'amour de la sobriété.

La Scandinavie est le seul pays d'Europe qui ait inscrit dans sa loi l'enseignement antialcoolique. Il fonctionne en Suède depuis 1892 ; en Norvège depuis 1896.

En France (1), *la Société Française de Tempérance*, présidée par le regretté D^r LUNIER, avait déjà compris le rôle que l'école devait jouer dans la lutte contre l'alcool. De cette association est sorti le Manuel Picard (1874), qui a été distribué largement aux instituteurs (2). Plus tard, le Conseil d'administration des Caisses d'épargne de Marseille répandit l'ouvrage de M. DENIS dans les écoles des Bouches-du-Rhône. En 1895, à la suite d'un mémoire présenté par le D^r ROUBINOWITCH à M. POINCARÉ, alors

(1) Cf. Rapport DENIS. Congrès de Bruxelles, 1897, p. 143, 2^e partie.

(2) Présidée actuellement par M. CHEYSSON. Le Secrétaire général est M. le D^r PHILBERT, 34, boulevard Beaumarchais.

Ministre de l'Instruction publique, l'enseignement antialcoolique fut expérimenté dans les quatre principales écoles normales d'instituteurs de la Seine. Ce fut le point de départ d'un mouvement important.

Après la Croix-Bleue, deux sociétés s'occupèrent de donner à l'enfance un enseignement antialcoolique. En premier lieu, la *Société contre l'usage des boissons spiritueuses*, fondée en 1895 par le D^r LEGRAIN, qui organise des sections cadettes de plus en plus nombreuses. D'autre part, l'*Association de la jeunesse française tempérante*, créée en 1896 par le D^r ROUBINOWITCH.

Pendant que ces associations se formaient, une commission officielle a entrepris l'étude de la question suivante : *Du rôle de l'école dans la lutte contre l'alcoolisme*. Le rapport préparatoire de M. STEEG est adopté le 16 juillet 1895. Le 29 juillet, le ministre POINCARÉ instituait une nouvelle commission chargée d'étudier les moyens de combattre l'alcoolisme. Le travail de cette commission mit un an pour voir le jour. Le point central de ce rapport est la proposition de la commission de faire inscrire au programme des écoles des notions hygiéniques et économiques. Par une circulaire du 9 mars 1897, M. RAMBAUD, ministre de l'Instruction publique, décide d'introduire dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire des notions précises sur les dangers de l'alcoolisme au point de vue de l'hygiène, de la morale, de l'économie sociale et politique (1). Nous ne faisons donc que commencer, en France, la lutte contre l'alcoolisme à l'école.

(1) Le *Journal officiel* du 17 mars 1897 contient également le rapport fait par M. MARILLIER au nom de la commission nommée le 29 juillet 1895.

Quels sont les résultats de cette première campagne antialcoolique (1897-1898)? Nous en donnerons un résumé d'après les documents officiels (1).

Tout d'abord la circulaire ministérielle semble avoir eu pour effet d'encourager une bonne volonté constatée presque partout, mais qui manquait de direction, d'encouragement.

Dès la rentrée de Pâques 1897, l'enseignement antialcoolique est inscrit au programme des Écoles normales d'instituteurs. Les leçons nouvelles ont été données non pas seulement avec « intelligence et confiance », mais « avec une véritable ferveur ». Soit comme introduction, soit comme conclusion du cours d'études, on a pris soin dans plusieurs écoles de réunir toutes les notions sur l'antialcoolisme éparses dans les programmes et d'en faire un corps de doctrine, que le directeur exposait en une série de conférences, afin que les élèves « fussent munis « de connaissances suffisantes pour réfuter avec autorité « les préjugés qu'ils entendront exprimer autour d'eux, « afin de les munir de notes qui pourront leur fournir la « matière essentielle de conférences publiques ».

Dans les écoles élémentaires, on s'est tout d'abord préoccupé de mettre le personnel enseignant au courant des nouveaux programmes. Une fois instruits, il semble bien que les maîtres ne se sont pas contentés de faire participer leurs élèves à ces connaissances nouvelles, par quelques leçons isolées, sans grande portée; mais qu'ils ont su utiliser tous les exercices de l'école et faire con-

(1) Analysés dans un article de M. M. PELLISSON. *Revue Pédagogique*, 1^{er} janvier 1899.

courir à l'enseignement antialcoolique tous les autres enseignements.

Ainsi l'Inspecteur d'Académie de la Charente montre comment les instituteurs ont donné à cet enseignement une forme extrêmement souple et variée : 1° par les leçons de morale ; 2° par les leçons de sciences ; 3° par des lectures ; 4° par des récitations ; 5° par des dictées et des rédactions ; 6° par des exercices d'écriture ; 7° par des exercices de calcul mental.

Dans les écoles de filles, « si les leçons ont un caractère moins scientifique que celles des instituteurs, il faut remarquer que les institutrices ont cherché surtout à agir sur leur auditoire de fillettes, en leur montrant les bons effets de l'ordre, du goût dans le ménage, l'utilité d'une alimentation saine et régulière, d'une cuisine variée, tous moyens propres à prévenir les besoins factices et à retenir au logis le mari et les jeunes gens que le désordre et l'insouciance de la ménagère poussent souvent à la fréquentation du cabaret ».

Les avis sur la nécessité d'enrôler les enfants dans des Sociétés de Tempérance sont partagés, et le rapport que nous analysons constate qu'en général on a accueilli sans empressement l'appel de la Société contre l'usage des boissons spiritueuses adressé aux instituteurs, en vue de provoquer la formation de « sections cadettes ». Cependant, par la lecture des chroniques de cette Société, il semble que le mouvement en faveur des sections cadettes est plus accentué que ne le laisse supposer l'article analysé.

En formant des sections de Tempérance, les uns craignent d'imposer à des enfants très jeunes un engagement qui, souvent pris à la légère, pourra être trop aisément

oublié et rompu ; ou bien trouvent l'abstention totale des spiritueux exagérée. D'autres au contraire se montrent partisans de ces sociétés et font remarquer « qu'il y a intérêt à habituer les enfants, par l'association, à l'idée de la lutte qu'ils auront à livrer, à les former à cette lutte afin que, s'ils n'ont pas à se préserver eux-mêmes, ils apprennent à préserver leurs concitoyens. N'y eût-il là qu'un moyen d'éveiller, de fortifier dans les jeunes âmes le sens patriotique, le résultat serait beau et digne de nos efforts. »

La propagande indirecte auprès des familles n'a pas été négligée ; dans certaines régions on fait viser par les parents les devoirs qui traitent de l'alcoolisme, ainsi que le carnet de morale avec ses maximes antialcooliques, on distribue aux enfants le résumé des conférences traitant ce sujet, dans l'espoir qu'il sera lu à la maison.

Les cours d'adultes ont fourni un milieu excellent pour la propagande antialcoolique ; on y a fait de nombreuses conférences ; malheureusement, il ne semble pas qu'on ait essayé d'organiser ces cours en Sociétés de Tempérance, il y a lieu de le regretter, car chez les adultes il n'y aurait pas place pour certaines objections que l'on peut faire à la formation de sections cadettes.

Un certain nombre d'instituteurs ont bien compris qu'il y avait un lien étroit entre le développement de l'épargne et la tempérance. Beaucoup aussi s'inquiètent de donner aux jeunes gens le goût de plaisirs sains et fortifiants, ils organisent des excursions, des jeux de plein air, des concerts, des représentations, etc. Les associations amicales sont tout indiquées pour le développement de ces initiatives.

Dans une œuvre de cette sorte, les résultats sont à lointaine échéance, et si les recteurs et inspecteurs se refusent à évaluer le chemin parcouru au bout d'une année, — et comment le pourraient-ils, — tous reconnaissent du moins qu'on a marché en avant; et il n'y a guère de rapports où ne se trouve relevé quelque succès, humble sans doute, mais qui montre du moins que les efforts tentés n'ont pas été en pure perte.

Certains préjugés favorables à l'alcool sont en pleine déroute. Les écoliers ne croient plus que l'alcool fortifie, que l'alcool réchauffe, que les liqueurs fabriquées par les ménages sont inoffensives, etc.

Dans le Finistère, des enfants refusent d'accompagner leurs parents aux interminables repas de noces à la mode du pays et préfèrent l'école aux réjouissances qui les rendent malades.

Dans les Ardennes, des écoliers de 12 à 13 ans s'abstiennent, en dépit des coutumes locales, d'aller au café le jour de la fête votive.

Dans les départements du Nord et de l'Est, les ménagères, pour s'épargner la peine de préparer le repas du matin, font déjeuner leurs enfants d'un morceau de pain trempé dans un verre d'eau-de-vie; les leçons anti-alcooliques ont eu cet effet appréciable qu'il ne se trouve guère plus de familles où l'on n'ait renoncé à ce régime meurtrier.

Enfin l'Inspecteur primaire de Riom a entendu un voyageur en spiritueux tenir le propos suivant : « Les commissions se font rares; les maîtres d'école font, depuis quelque temps, une campagne qui ne laisse pas d'être inquiétante pour nous. »

Il y a certainement un effort considérable tenté dans le milieu scolaire; il ne faudrait cependant pas croire que la lutte antialcoolique atteint à l'école toute l'ampleur désirable; les documents officiels n'ont que trop tendance à l'optimisme.

Tout d'abord, il nous faut constater avec regret qu'aucun effort n'a été tenté dans les écoles libres, l'initiative privée étant toujours lente à s'engager dans une voie nouvelle.

Dans les écoles du Gouvernement, nous avons pu, grâce à l'obligeance d'un délégué cantonal du XVI^e arrondissement; faire une petite enquête sur la façon dont le nouvel enseignement a été compris.

Dans les unes, la confiance est médiocre, quant aux résultats des leçons sur l'antialcoolisme; les objections que les directeurs soulèvent montrent leur ignorance de la question; leur matériel est rudimentaire et les tableaux sur l'alcoolisme sont relégués derrière un monceau de livres et de paperasses. La tâche du reste ne leur est pas facilitée; il n'y a pas de crédit spécial pour le nouvel enseignement et c'est avec les économies faites sur d'autres chapitres qu'ils peuvent peu à peu se procurer les tableaux, etc. Les enfants n'ont entre les mains aucun manuel d'antialcoolisme.

Dans une autre, au contraire, dès l'entrée on voit accrochées aux murs les maximes antialcooliques (l'alcool ne réchauffe pas, l'alcool n'est pas un aliment, etc.), des maximes sur la prévoyance. Dans la cour est une vitrine où se renouvellent constamment les gravures, les photographies sur verre prêtées par les Sociétés de Tempérance. Les tableaux antialcooliques sont placardés dans les

couloirs et ceux en carton pâte représentant les lésions des organes ont un succès particulier. Les élèves des deux premières classes ont le livret d'antialcoolisme du D^r GALTIER-BOISSIÈRE; plusieurs collections de cahiers ont des couvertures traitant de l'alcoolisme. — Le directeur se réserve de faire porter plusieurs des leçons de morale du samedi sur la question, et il affirme avoir reçu des encouragements de plusieurs familles. Enfin les maîtres de l'école font partie de la ligue du D^r ROUBINOWITCH.

Entre ces deux extrêmes, l'école où l'on ne fait rien et l'école où l'enseignement semble bien donné, nous pourrions imaginer tous les intermédiaires.

Toujours, tant vaudront les convictions du maître, tant vaudra la propagande antialcoolique; mais lui seul n'est pas responsable et on ne lui fournit pas toujours les éléments qui pourraient rendre sa tâche plus légère; nous l'avons constaté! Et dans plusieurs écoles, on s'est plaint qu'il n'y ait pas sur la liste de prix de la ville de Paris quelques ouvrages (romans, histoires, nouvelles, etc.) sur l'alcoolisme (1).

En résumé, deux modes d'action sont au pouvoir de l'école : l'instruction et l'éducation (2).

L'Instruction. — Il faut que l'étude de l'alcoolisme pénètre toutes les parties du programme, s'applique à l'âge des enfants, à leur degré d'instruction. La circulaire de M. RAMBAUD est une indication dans cette voie; il serait à

(1) Le Conseil municipal a refusé de souscrire au livre si apprécié de M. CHARTON : *Nouvelles antialcooliques*. Le refus n'est pas motivé! (Cf. *l'Alcool*, août 1899.)

(2) Cf. Rapport du D^r ROUBINOWITCH au Congrès de Bruxelles. Compte rendu, 2^e partie, p. 125.

souhaiter qu'elle soit complétée, prenne force de loi et que son application ne soit pas laissée au bon plaisir de l'inspecteur ou de l'instituteur.

Cet enseignement doit revêtir un caractère utilitaire, s'appliquant à la vie quotidienne, s'efforçant de combattre les préjugés sur l'alcool, montrant sa valeur alimentaire, etc.

Il faudra éviter, de peur d'exagération, de rester en deçà des limites du programme tracé ; par exemple, ne blâmer que l'abus des boissons spiritueuses, il s'ensuivrait que l'esprit simpliste des enfants pourrait croire innocent l'usage modéré, et rien ne serait changé à l'alcoolisme.

Cet enseignement, fait remarquer M. PELLISSON (1), sera donné avec *délicatesse* : « Éviter de frapper l'imagination, soit en exagérant les choses, soit en les peignant de couleurs crues et violentes. Il y a là, non seulement une question de goût, mais des conséquences morales à redouter. Voici ce que disait le rapport d'un Inspecteur d'Académie : « Les leçons sur les funestes effets de l'alcoolisme impressionnent les enfants ; malheureusement plusieurs élèves assistent chez elles à des scènes causées par ce triste vice. Leur attitude embarrassée, due sans doute à la crainte d'être regardées ou même désignées par leurs compagnes, fait mal à voir. » Ne sent-on pas là le danger ? ajoute l'auteur de la *Revue Pédagogique* ; ne comprend-on pas que si ces leçons ne sont pas faites avec un tact très sûr, avec un vif sentiment de la mesure, elles peuvent semer le mépris entre les camarades d'une même école ? Ne risquent-elles pas de détruire chez les enfants d'alcooliques le respect pour leurs parents, et, en inspirant

(1) *Revue Pédagogique*, 1^{er} janvier 1893, p. 31.

l'horreur et le dégoût de ce vice, d'abolir la pitié pour ceux qui en sont atteints, et qu'il faut bien condamner comme des coupables, mais plaindre aussi comme des victimes. »

La question de l'hérédité alcoolique est aussi très délicate à traiter. Voici ce qu'en dit l'Inspecteur de la Creuse : « S'il est essentiel d'éclairer les esprits sur les suites de l'alcoolisme héréditaire, ne devient-il pas important et même capital de montrer que l'hérédité, force organique et force morale considérable, n'est pas invincible, et que, sauf les cas de dégénérescence trop avancée (et ces cas sont rares heureusement), les fils d'alcooliques peuvent, s'ils le veulent, échapper à la tare paternelle et triompher du mal ? Ce serait un réel malheur, si l'enseignement contribuait à son insu à fortifier la croyance populaire, déjà forte, à l'idée d'une irresponsabilité et d'une fatalité transmise de père en fils et de fils en petits-fils. On ne saurait trop insister, dans les écoles normales et partout, sur la force des idées justes et sur l'efficacité des mesures préservatrices employées ou à employer contre un mal, dont le germe est souvent hérité; et par suite inné. Si la chirurgie réussit à atténuer et même à corriger certaines déformations physiques, si l'hygiène arrive souvent à annuler, par un régime approprié, les résultats de la misère physiologique, acquise ou héréditaire, pourquoi l'éducation bien dirigée ne pourrait-elle affaiblir et même supprimer les fâcheuses tendances de l'hérédité mentale et morale ? »

L'Éducation. — L'école peut encore agir sur l'enfant par l'Éducation. Nous partageons sur ce sujet les idées développées au congrès de Bruxelles par le Dr ROUBI-

nowitch ; il faisait remarquer que l'école n'aurait rien à voir dans la question de la sobriété si toutes les familles avaient veillé à ce qu'elles doivent avant tout à leurs enfants : une bonne et saine éducation. « La famille d'abord, et avant toute autre puissance, a qualité pour diriger l'enfant dans sa vie morale, pour aider à former sa conscience. »

Mais quand les parents faillissent à ce devoir, c'est l'école qui doit en assumer la tâche. Est-elle préparée pour ce nouveau rôle ? Les maîtres se sont-ils assez soustraits à la « *préoccupation exclusive de l'instruction intellectuelle* » ? Beaucoup ne le pensent pas (1). « Remplir les mémoires de faits, de noms, de dates, ce n'est pas fournir à l'esprit les idées génératrices des grands sentiments et répressives des vices. »

Quoi qu'il en soit, l'antialcoolisme peut fournir un excellent moyen d'éducation, et en particulier l'organisation de Sociétés de Tempérance. Voyons ce qu'en dit le D^r RUBINOWITCH : « Le maître devra, en dehors des heures de classe, réunir souvent ses élèves, organiser pour eux et avec eux des promenades, des excursions, des jeux, des exercices physiques. Et dans toutes ces occasions, les enfants verront qu'on peut vivre agréablement, se développer, prendre du plaisir sans recourir à l'excitation factice des boissons alcooliques. L'éducation antialcoolique par l'école est impossible sans cette action intime du maître sur la vie réelle de l'élève. Et comme il serait absurde d'exiger que cette action s'exerçât sur chaque enfant pris en particulier, on arrive à conclure à la

(1) A. FOUILLÉE. Les jeunes criminels, l'Ecole et la Presse. *Revue des Deux Mondes*, janvier 1897.

nécessité de former dans chaque école une société d'enfants ayant un but de tempérance déterminé, et ayant à sa tête le maître qui doit, s'il comprend son devoir, en être l'âme même.

C'est ainsi, par l'instruction et surtout par l'éducation antialcoolique, que nous verrons s'accomplir dans les mœurs cette évolution qui nous délivrera d'une habitude néfaste entre toutes (1).

(1) Dans l'enseignement secondaire, la campagne antialcoolique est peu active. — L'union du Dr LEGRAIN compte 15 sections dans les lycées — presque tous les lycées de Paris ont une section. — Dans l'enseignement supérieur, quelques efforts isolés, aucun mouvement d'ensemble, beaucoup d'étudiants ont un culte exagéré pour l'alcool, et bien peu se soucient de faire de la propagande antialcoolique.

CHAPITRE IV

La Lutte contre l'alcoolisme dans l'Armée

Nous ne croyons pas, comme on l'a affirmé au VII^e Congrès antialcoolique, que le service militaire n'a aucune influence sur l'alcoolisme, et que le soldat ne prend pas l'habitude de boire. De bons esprits, sans nulle prévention contre l'armée, ont montré qu'un grand nombre de jeunes gens rapportent de la caserne dans leur famille « un sens moral diminué, le dédain de la vie simple et « laborieuse et, dans l'ordre physique, *des habitudes d'intempérance* (1) ».

Il faut donc, dans cette collectivité où règne l'esprit de discipline, lutter contre l'alcoolisme. On peut, comme le propose le lieutenant GUEYSSE (2), procéder par acte d'autorité disciplinaire pour enlever aux soldats la facilité de s'alcooliser (prohibition de l'alcool dans les cantines, surveillance des débits de la garnison), ou bien par acte d'autorité morale et administrative pour créer dans chaque unité des cercles de soldats ; ce sont là tâches relativement faciles ; ce qui importe le plus, comme nous le verrons à la fin de ce chapitre, c'est, pour l'officier, d'agir par l'action morale.

(1) Le rôle social de l'officier, *R. des Deux Mondes*, 15 mars 1891, page 442.

(2) Communication au VII^e Congrès antialcoolique.

I. — LA RESTRICTION ET LA PROHIBITION DE LA VENTE DE L'ALCOOL

Aux États-Unis, d'après un ordre du Ministre de la guerre datant du 1^{er} mai 1890, les cantines militaires ne peuvent vendre ni vin, ni spiritueux; seule, la bière est tolérée, pourvu qu'elle soit légère (1). En Hollande, les commandants de corps sont autorisés à interdire l'usage des boissons fortes dans les cantines. Dans les cas où la vente en est permise, la vente n'a lieu que pendant 4 heures par jour, savoir deux heures avant le dîner et deux heures avant le coucher (2).

En France, nombreux déjà sont les exemples montrant que les chefs de corps se préoccupent d'éloigner l'homme de l'alcool.

Au 7^e dragons, à Fontainebleau, la vente de l'alcool n'est autorisée à la cantine que pendant une heure matin et soir après la soupe, de même à Amiens, à Orléans, à Vitré; dans le 3^e corps d'armée, par ordre du général commandant, la vente de l'alcool est défendue dans les cantines avant 10 heures du matin; ce sont là mesures bien bénignes, mais qui permettent d'espérer que progressivement tous les commandants de ce corps arriveront à l'ordre du jour transmis le 21 janvier dernier à ses généraux de brigade par le général Cornulier de Lucinière, commandant la 11^e division à Nancy (3): *Il est désormais*

(1) VAN DEN HEUVEL. La lutte contre l'alcoolisme aux États-Unis. *Réforme sociale* du 15 mai 1895.

(2) VAN DE VEUR. Compte-rendu du IV^e Congrès. La Haye, 1893, page 242. Cité par A. JAQUET (de Bâle).

(3) Communiqué oralement par M. PAUL CHARTON.

interdit de la façon la plus formelle aux cantinières régimentaires de vendre tout alcool, tels que eaux-de-vie, absinthe, etc.

Depuis plusieurs années, la vente de l'absinthe est interdite dans les corps de troupe (1).

II. — LES BOISSONS HYGIÉNIQUES

La boisson courante du soldat, c'est l'eau. Rien ne serait mieux s'il pouvait s'y habituer, mais il arrive au régiment ayant presque toujours consommé des boissons fermentées et la privation de son breuvage favori pendant les repas est souvent un prétexte pour aller à la cantine consommer vins et alcools.

Dans beaucoup de régiments, au 70° de ligne, à Vitré, par exemple, les hommes ont à chaque repas une infusion de thé qu'ils boivent chaude ou froide.

Au 126° de ligne, à Toulouse, M. J. CARTERET, aide-major de 1^{re} classe, a lancé le *kéfir à l'eau*. Nous avons lu avec grand intérêt l'article qu'il a publié sur ce sujet (2). Il donne tous les détails sur la nature du ferment, son mode de reproduction, sur la préparation du kéfir à l'eau, les propriétés physiques et chimiques de cette boisson, ses qualités hygiéniques. Dans 1 litre de cette boisson on trouve à l'analyse.

Alcool.....	1 gr. 4
Acidité.....	1 gr.
Extrait sec.....	25 gr.
Sucre.....	16 gr. 20
Cendres.....	0 gr. 57
Acide carbonique.....	2 gr. 10

(1) Cf. Rapport du général GALLIENI, in *alcool*, avril 1899. Efforts tentés contre l'alcoolisme à Madagascar.

(2) *Presse médicale* du 7 janvier 1899, page 5.

L'odeur rappelle celle du cidre et du poiré, le goût est acidulé et aigrelet, de plus la présence d'acide carbonique rend la boisson mousseuse et par conséquent très rafraîchissante, enfin la présence du sucre n'est pas à dédaigner après les expériences récentes faites dans l'armée allemande. M. CARTERET réfute les quelques objections que l'on pourrait faire au kéfir, non pas en tant que boisson, mais à cause du mode de préparation et des dépenses occasionnées. Comme dépense, elle se réduit à l'acquisition des récipients nécessaires, le local est facile à trouver (cuisine, combles, réduits). Une grande quantité de graines est nécessaire pour fabriquer une ration de kéfir suffisante pour les hommes d'une compagnie; l'exemple de la 7^e compagnie du 126^e est là pour montrer que l'on peut commencer avec une quantité très minime. On essaya d'abord avec 4 lit. 1/2 de ferment (mai 1896) permettant de préparer 9 litres de boisson. En septembre 1896, il y avait 30 litres de ferment. En mai 1897, il y avait 50 litres de ferment permettant de préparer 100 litres de kéfir. Enfin, en raison de l'installation nécessaire et des quelques jours de mise en train, c'est une boisson qui ne peut se fabriquer en manœuvre. Ces inconvénients doivent être pris en considération, mais ils sont loin de primer les avantages que présente le kéfir, boisson agréable, inoffensive, tonique, très appréciée des hommes, d'une grande simplicité de fabrication, d'un prix de revient infime : 4 centimes 1/2 le litre.

Cette tentative intéressante mériterait de se généraliser.

III. — LA SUPPRESSION DES CANTINES

Limiter les heures de débit de l'alcool, prohiber même la vente, procurer au soldat des boissons hygiéniques, tout cela est bien. Mais pourra-t-on nous dire de quelle utilité est cette institution : la cantine et surtout le cantinier ? La suppression de ces établissements serait un grand progrès, car même si l'on n'y débite pas d'alcool, ils gardent l'aspect de débits où, écarts de langage, manque de tenue et excès de boissons sont la source d'un certain nombre de punitions ; et comme nous essayerons de le montrer, leur existence ne peut se justifier (1).

Leur rôle actuel consiste : 1° à nourrir les sous-officiers du bataillon ; 2° à tenir à l'usage de la troupe un débit de victuailles et de boissons ; ces deux obligations sont liées l'une à l'autre, car on considère généralement que la pension des sous-officiers est une charge pour la cantine, le prix versé pour les repas arrivant tout au plus à couvrir les dépenses nécessitées par l'achat des denrées, bien que la cantine n'ait pas de frais généraux (logis gratuit, exemption de patente). C'est en échange de cette charge qu'elle est autorisée à tenir un débit qui rapporte de gros bénéfices à l'arrivée des recrues, pendant les périodes d'exercice des réservistes. Enfin, pendant les marches et manœuvres, la cantine exerce une sorte de monopole.

Il semble bien que cette institution passe pour reposer sur le principe des deux obligations citées plus haut ; si la compensation admise est réelle, elle est immorale, car

(1) Cf. Quelques questions intéressant l'hygiène morale de l'armée. *Correspondant*, 25 juillet 1899, pages 1200 et suiv.

l'État doit se préoccuper de faire les sacrifices nécessaires pour nourrir ses sous-officiers ; ou bien la somme que ces gradés consacrent à leur nourriture est suffisante (et le fonctionnement de certains mess en gestion directe tendrait à le prouver), alors pourquoi loger gratuitement, exempter de patente et installer dans la caserne un débiteur réalisant de gros bénéfices sur les denrées vendues à la troupe ?

En somme, cette institution, née des blanchisseuses-vivandières mariées à des militaires du régiment et autorisées à suivre la troupe en campagne, qui servit plus tard de récompense accordée à de vieux soldats, — ne rend plus aujourd'hui aucun service et le privilège dont elle jouit ne saurait se justifier.

L'écrivain du *Correspondant* propose de remplacer les cantines par le système suivant, déjà mis en pratique dans une autre armée européenne :

« Après avoir assuré la nourriture des sous-officiers par voie de gestion directe, et leur avoir installé au quartier un cercle ou lieu de réunion, lecture ou récréation, qu'ils possèdent déjà dans de nombreux corps, voilà comment nous voudrions voir procéder pour les hommes : la caisse du corps, ou plutôt le fonds d'économie des ordinaires, achèterait, au prix du gros, des boissons soigneusement contrôlées et rentrant dans la catégorie de celles qu'on est convenu d'appeler hygiéniques, et diverses denrées de parfaites qualités, les emmagasinerait et, principalement avant les repas, les vendrait à un guichet au prix coûtant légèrement majoré, de façon à couvrir le déchet dû au détail. Les hommes emporteraient les denrées pour les consommer, soit

avant leur repas, soit dans leur chambre en dehors des repas. Ce système présenterait plusieurs avantages. Il procurerait aux hommes des denrées excellentes et des boissons saines, en les leur vendant à un prix bien inférieur à celui qu'ils payent avec le système actuel ; il supprimerait la consommation sur place et tous ses inconvénients. La santé, la moralité et la bourse des hommes y trouveraient un égal avantage.

« Au cours des manœuvres et en campagne, on procéderait de la même manière ; la voiture appartiendrait au corps au lieu d'être la propriété d'un particulier ; elle se ravitaillerait aux différents gîtes et par les mêmes moyens que les voitures de subsistance du corps et livrerait aux hommes, toujours sans bénéfice, ce dont elle se serait pourvue au prix courant du pays traversé.

« Nous le répétons, nous n'inventons rien, et ce système tel que nous venons de le décrire fonctionne ailleurs ; il suffit à tous les besoins. »

IV. — LA SURVEILLANCE DES DÉBITS DE LA GARNISON

Il est encore du ressort de l'autorité disciplinaire de surveiller sévèrement les débits de la garnison ; nous avons toujours cru qu'un colonel avait le droit de soustraire ses hommes à un foyer d'empoisonnement ou de débauche ; il n'en est pas ainsi. Il y a quelques années, un régiment d'infanterie rentrait à Caen après avoir fait son temps de garnison à Paris. Il avait pour chef un officier très paternel, très énergique. Il remarqua bientôt dans son régiment des troubles inquiétants. Les soldats

étaient en proie à des accidents épileptiformes, et des hommes dont on n'avait eu qu'à se louer au point de vue de la discipline tant qu'ils habitaient Paris étaient écrasés de punitions.

L'officier fit une enquête et constata que les hommes malades et les hommes punis fréquentaient quelques-uns de ces cabarets qui pullulent à Caen, et dans lesquels on vend, sous le nom d'apéritifs, d'infâmes liqueurs confectonnées avec de l'alcool dénaturé, dont les essences aromatiques dissimulent l'horrible odeur. L'officier mit en interdit ces cabarets et déjà les accidents épileptiformes disparaissaient, déjà les feuilles de punitions redevenaient blanches, lorsque survint le député du crû (M. LEBRET, ancien garde des Sceaux), qui demanda en vertu de quel droit le colonel interdisait à ses hommes la fréquentation de certains cabarets. Il lui fut répondu que c'était afin de soustraire les soldats à un véritable empoisonnement. — Mais, répliqua le député, ces débitants sont d'excellents républicains, et je ne sais pas pourquoi on les gênerait dans leur industrie. — La mesure dut être rapportée et les soldats retournèrent à leurs assommoirs (1).

C'est une nouvelle preuve de l'influence néfaste de notre représentation nationale telle qu'elle est organisée ; nos députés n'ayant qu'un seul souci : regarder ce qui se passe dans leurs circonscriptions et y protéger l'alcoolisme.

(1) J. CORNÉLY. *Figaro* du 15 avril 1899. Confirmé par une enquête locale de M. Paul CHARTON.

V. — QUELQUES PROCÉDÉS POUR FACILITER L'ACTION MORALE

1° Les Sociétés de Tempérance. — Les quelques réformes indiquées ci-dessus sont, à notre avis, de première nécessité, car, sans leur secours, tous les efforts que tentera l'officier pour développer l'antialcoolisme sont stérilisés d'avance. Les plus belles théories sont vite oubliées devant la tentation permanente de la cantine.

L'action morale de l'officier doit s'exercer à tout instant, profiter de toutes les circonstances; les fêtes de régiments fourniront l'occasion de montrer aux soldats comment on peut se distraire sans sacrifier à l'alcoolisme. Un exemple typique nous est fourni par la fête des écoles à feu du 22^{me} d'artillerie, donnée à Fontainebleau. A côté des réjouissances traditionnelles: cavalcade, théâtre, cirque, jeux forains, les officiers ont installé un bar antialcoolique; il y eut même un char antialcoolique dans la cavalcade. Le bar vendait des sirops, de la limonade, du chocolat, de la bière et du vin, et tout consommateur avait droit à des gâteaux secs. Le verre de sirop et la tasse de chocolat coûtaient 0 fr. 10, la bouteille de limonade (4 grands verres), 0 fr. 40 cent.; le vin et la bière, 0 fr. 65. En un instant les 15 litres de chocolat ont été enlevés; il eût fallu en avoir 40, il eût fallu 100 bouteilles de limonade au lieu de 60. Et au lieu de 100 litres de vin, 10 auraient suffi; on a servi 950 consommations pour un millier d'hommes que comptait le régiment. On a ainsi montré aux hommes qu'on pouvait se réunir autour de verres pleins sans absorber d'alcool et s'amuser ailleurs que chez le marchand de vin.

Pour que cette action de l'officier s'exerce même en dehors de sa présence au quartier, rien ne lui sera plus utile que de constituer une section de tempérance dans son unité. Il s'assurera tout d'abord du concours de 2 ou 3 hommes, soldats, brigadiers ou caporaux, sur l'intelligence et le dévouement desquels il pourra compter; ils seront ses auxiliaires, le mettront au courant de la vie intime de la compagnie, le renseigneront sur l'effet produit par ses théories; c'est ainsi qu'à Versailles un officier est arrivé à créer dans sa batterie une section de tempérance réunissant 52 adhérents sur 86 hommes: toutes les occasions sont bonnes pour glisser la parole antialcoolique: marche fatigante, manœuvres dans la neige, etc...; chez deux de ces hommes, on arriva à une conviction telle qu'ils firent de la propagande: l'un dans sa famille, où il convertit ses deux frères et s'inquiéta de moyens à employer pour guérir son père, un alcoolique endurci; l'autre envoya à son frère, contrôleur des mines dans le Nord, un certain nombre de « tracts », et favorisa ainsi la création d'une société de tempérance parmi les mineurs.

2° Les Cercles de Soldats. — Les cantines supprimées il faut les remplacer par une autre institution qui fournira à l'homme, repos, délassement, distractions, jeux, lecture, etc. Ce sera l'œuvre des cercles de soldats.

Il existe dans presque toutes les villes de garnison des fondations religieuses qui se sont préoccupées d'éviter au soldat les dangers de la promenade errante par les rues; mais la clientèle de ces maisons est forcément restreinte en raison de leur caractère religieux. Beaucoup d'officiers prièrent la création de cercles de soldats dans la caserne

et ceci paraît juste. Puisque nous demandons à l'officier de remplir un rôle d'éducateur, fournissons-lui les moyens de moraliser les hommes dans le milieu où son autorité s'exerce habituellement et ne laissons pas à l'initiative privée le monopole de ces fondations.

Quelques extraits d'un rapport d'un chef d'escadron et d'une lettre adressée à M. Georges PICOT suffiront à nous montrer le but, l'organisation et le fonctionnement de ces cercles (1) :

« Notre but c'est de constituer au quartier la distraction, à côté de l'instruction et de la corvée, d'y rendre vraiment une sorte de foyer aux enfants que nous avons maintenant entre les mains et de sortir de l'absurdité de l'état actuel où, à partir de 5 h. du soir, tout homme qui n'est pas assez abruti pour se coucher est condamné au trottoir forcé avec toutes ses conséquences ou à la cantine...

« Constituer au centre de l'escadron une grande pièce, cette situation du local est essentielle, car il ne faut pas que l'homme ait à traverser des cours, mais une simple porte à ouvrir, en galoche, et en bourgeron, à portée de sa vie habituelle pour que ce lui soit vraiment un lieu de réunion usuel et facile.

« Pour l'ornementation, on utilise les ressources de l'escadron : peintres, dessinateurs, quelques tableaux rappelant l'histoire du régiment, les faits d'armes glorieux, — des cartes, des tableaux antialcooliques.

« Pour le mobilier, les 12 tables à manger recouvertes de toile cirée, — une table spéciale pour les brigadiers ; —

(1) E. de BOYVE. Rôle social de l'armée française, pp. 36 et suiv., et documents cités à l'appendice.

une table à écrire avec 2 encriers cloués; — papiers à lettres fournis sur les frais de bureau; — 2 bibliothèques à rayonnages et grilles fermant à clef; — 8 lampes en cuivre à abat-jour au pétrole achetées sur l'ordinaire pour le réfectoire.

« Pour les jeux, en intéressant à la chose des amis et des œuvres (on en trouve toujours quand il s'agit de l'armée), j'ai réuni 300 fr. et acheté pour ce prix un billard d'occasion; on m'a donné 4 damiers, 4 jeux de dominos, un jacquet, un nain-jaune.

« Pour les livres : les uns ont été achetés à la maison P. D., qui a consenti les mêmes avantages qu'aux bibliothèques scolaires, les autres proviennent de dons, etc. Les préférences des hommes sont pour les romans (notamment J. VERNE), les livres illustrés, les livres d'histoires patriotiques et militaires.

« Ces livres sont lus au cercle même, sauf pour les malades à la chambre et les sous-officiers.

« Le cercle est chauffé en hiver de 7 h. du matin à 10 h. du soir.

« Le rapport du chef d'escadron donne encore des détails sur le mode de chauffage, d'éclairage, les dépenses d'entretien; le tout fonctionne parfaitement sans grands frais.

« A cette organisation, il faut une Commission de 8 membres, composée du brigadier le plus ancien de chaque peloton et d'un cavalier ancien désigné à l'élection par ses camarades. Elle se réunit chaque fois que le capitaine commandant juge qu'il y a lieu et lui transmet les propositions, demandes et réclamations.

« C'est du jour où la Commission a été instituée que les hommes se sont sentis absolument chez eux; ils ont

bien compris que ce n'était pas là une souricière inventée pour contrôler et surveiller leur vie. L'officier et le sous-officier disparaissent en tant qu'intervention d'autorité, l'ordre et la tenue étant assurés par leurs pairs choisis par eux et par leurs brigadiers choisis par le capitaine, qui vivent avec eux; ils ont perdu toute méfiance et les résultats sont excellents.

« Ils sont chaque soir de 25 à 60 et se renouvellent dans le cours de la soirée, c'est-à-dire que presque tous y viennent. Ils jouent, lisent, causent et fument. Je n'ai pas besoin de dire que le billard est la première attraction. Bref ils s'y intéressent vraiment, s'y solidarisent. Officiers et sous-officiers vont à l'occasion y faire un petit tour. Et réellement c'est un foyer d'esprit d'escadron cordial, détendu et gai. »

Dans cette combinaison, les hommes n'ont rien à déboursier; il serait peut-être préférable qu'ils participassent à l'entretien et au perfectionnement de l'installation, à l'achat des livres par une légère rétribution; c'est un moyen de les attacher davantage à une institution qui prospère grâce à eux.

Dans la lettre adressée à M. G. PICOT, nous lisons : Le colonel du..... créa dans chaque compagnie un cercle dont le règlement était à peu près le suivant :

1° Sont membres du cercle tous les caporaux et soldats qui s'engageront à verser : les premiers, 1 sou par jour, les seconds 0 fr. 15 par mois ;

2° Les versements sont remis $\frac{1}{3}$ à la compagnie pour éclairage et ornement de la salle, renouvellement des jeux, achat du papier à lettres et des enveloppes ; pour 2, 3 à la caisse de la bibliothèque régimentaire des soldats ;

3° Dans chaque compagnie, la caisse du cercle est administrée par une commission composée de 4 caporaux élus, de 2 anciens soldats et de 2 recrues élus. Le capitaine est président d'honneur ;

4° La caisse de la bibliothèque régimentaire des soldats est administrée par une commission analogue, chargée d'acheter les livres et de souscrire aux journaux. Un lieutenant la préside. La bibliothèque est alimentée par les versements des compagnies et par des dons volontaires en argent ; elle ne reçoit pas de dons en nature ;

5° La bibliothèque des soldats est divisée en 13 lots correspondant aux 12 compagnies et à la section hors rang ; chaque mois on change les lots. Les journaux à images sont gardés par chaque compagnie 1 à 2 jours seulement.

Les officiers ont contribué dans une certaine mesure à la première mise de fonds ; les éditeurs ont consenti des rabais. Au bout d'un mois, tous les soldats étaient adhérents, les salles de réunion fonctionnaient et la bibliothèque comprenait près de 400 volumes.

VI.— L'ACTION MORALE

Par tous ces moyens sera facilitée l'action morale de l'officier.

Pour que cette action soit fructueuse, il faut que l'officier ait une compréhension très vive de son devoir social et en particulier, au point de vue de l'alcoolisme, il faut que sa conviction soit forte et réfléchie. Qu'il soit lui-même abstinent de spiritueux, car si les hommes le ren-

contrent savourant les joies de l'apéritif, comment pourra-t-il prendre sur lui de leur dire : abstenez-vous de l'alcool ?

L'éducation antialcoolique de l'officier (1) est la première réforme à entreprendre, car plus d'un pourrait méditer avec fruit la brochure de M. Coste intitulée : « Aux insoucians qui s'alcoolisent sans le savoir. »

Ce sacrifice accompli, le rôle d'instructeur de l'officier devra se doubler d'un rôle d'éducateur : qu'il pénètre le caractère individuel de ses hommes, gagne leur confiance, leur montre tout le bien qu'il veut leur faire, leur enseigne le respect de soi-même. J'entends bien l'objection : l'officier n'est pas un prédicant : « Non, l'officier « n'est pas un prédicant. Mais il est un citoyen, et il doit « combattre, pour sa part de citoyen, un mal qui détruit « et ronge la cité. Il est un homme, et il doit combattre « pour sa part d'homme, prendre soin de la conduite et « des mœurs de ces jeunes gens qui lui sont confiés. C'est « évidemment une conception du rôle de l'officier qui ne « ressemble pas à celle que l'on s'en faisait il y a 30 ans. « Mais l'état social a changé, l'armée a changé. Ce ne sont « plus les mêmes soldats ; ce ne doivent plus être les « mêmes chefs. »

C'est ainsi que la lutte antialcoolique doit être comprise dans l'armée, — et beaucoup d'officiers en ont cette conception ; — il faut que la caserne continue l'œuvre de l'école, qu'elle préserve de l'alcool ceux qui en

(1) En 1899, sur l'initiative de l'Union française antialcoolique, des conférences ont été faites à Saint-Cyr, elles ont compté parmi les cours officiels du programme et ont été suivies d'interrogations sur le sujet traité. (Cf. Rapport du Dr BOISSIER à l'Assemblée générale du Havre, in *Alcool*, décembre 1899).

sont indemnes, qu'elle réveille chez ceux qui ont succombé à l'attrait du poison le souvenir des leçons entendues. Ainsi sera continuée par l'armée ce mouvement d'opinion commencé par l'école, sans lequel il n'y aura pas de réformes sérieuses en matière d'alcoolisme. Et ayant ainsi compris son rôle, l'officier, humble ouvrier de la Réforme sociale, aura reconquis la place que devraient lui assurer dans la société son savoir et son désintéressement.

CHAPITRE V

La Lutte contre l'alcoolisme dans la Marine (1)

I. — LA MARINE DE L'ÉTAT

D'après les renseignements qui nous ont été fournis par un officier de marine, on peut reconnaître trois raisons principales à l'enivrement d'un marin embarqué, par exemple, sur un bâtiment de l'escadre à Toulon. Il ne sait pas jouir de plaisirs dont les gens plus instruits savent profiter ; il est de tradition qu'un marin doit tirer des « bordées » ; enfin, à Toulon plus que partout ailleurs, la ville entière vit de l'exploitation du marin en l'attirant dans des débits où le service est fait par des femmes.

Cette pullulation des débits, nous l'avons dit ailleurs (ch. I, § III, et ch. II, § VI), est favorisée par la loi, et ces industriels sont, à Toulon, assurés de la protection des pouvoirs publics. Le fait suivant nous le prouvera : les marins touchent leur solde le 1^{er} du mois, — c'est une fortune pour eux ; — le soir, ils descendent à terre « tirer la bordée » et le lendemain matin rentrent à bord sans un sou. La flotte n'est-elle pas sur rade les premiers jours du mois ? Les Toulonnais se plaignent à leurs conseillers municipaux, le député est informé et le ministre de la

(1) Nous sommes heureux de remercier M. FROT, lieutenant de vaisseau, et le Dr J. CHARCOT des renseignements qu'ils nous ont fournis sur l'alcoolisme dans la marine et ses remèdes.

marine harcelé donne satisfaction aux intérêts lésés (!) en rappelant l'escadre, car de l'appui de ces louches tenanciers dépend le succès de l'élection républicaine de Toulon.

Quant à la tradition qui veut qu'un marins'enivre à certains jours, elle est réelle ; nous la retrouvons chez beaucoup d'hommes qui ne savent pas jouir d'autres plaisirs inoffensifs et moins dégradants, parce que leurs éducateurs n'ont pas su leur enseigner le respect de soi-même et les raisons de vivre haut ou parce qu'ils n'ont pas su réagir contre les tentations du milieu ; chez le marin, la discipline du bord est le grand frein ; vient-elle à manquer, à terre par exemple, il croit affirmer sa liberté en se ruant à l'ivresse et aux plaisirs. Et à bord même n'est-il pas habitué à considérer l'octroi d'une double ration de vin, — la double —, comme une récompense (1), et il n'y a pas encore bien longtemps, on donnait le matin, à jeun, un « boujaron » d'eau-de-vie (6 centilitres) à chaque matelot. Ainsi se perpétue l'accoutumance, puis le besoin des boissons alcooliques, — l'éducation de l'alcoolisme.

Quels remèdes faut-il opposer à cet état de choses ? Tout d'abord la limitation légale du nombre des débits, — en même temps l'application rigoureuse de l'article 7 de la nouvelle loi déposée sur le bureau du Sénat (Projet

(1) Quand Yves découvre de la hune du *Primanguet* un récif de corail :
« Tu as gagné la double, frère, dis-je à Yves. Je voulais dire la double ration de vin au dîner de l'équipage. A bord, cette double ration est toujours la récompense des matelots qui ont annoncé les premiers une terre ou un danger, — de ceux encore qui ont pris un rat sans l'aide des pièges, — ou bien qui ont su s'habiller plus coquettement que les autres à l'inspection du Dimanche. »

(P. Loti. *Mon frère Yves.*)

SIEGFRIED et BÉRENGER): « *Les maires pourront, les conseils municipaux entendus...., interdire l'emploi des femmes autres que la femme et les filles du débitant dans les locaux destinés au public* », et de l'article 10 qui punit les débitants fournissant à des femmes le moyen de se livrer à la prostitution. Ainsi serait diminué le nombre de ces débits où le comptoir ne sert qu'à donner l'illusion sur le genre de profits recherchés. L'autorité maritime devrait aussi consigner aux marins tous les établissements où les femmes servent à boire et d'où les matelots sortent en état d'ivresse.

Pour les marins, il serait nécessaire de créer dans chaque port de guerre un Cercle des Équipages de la Flotte(1), dont chaque homme serait membre, moyennant une très légère redevance; là, ils trouveraient salles de jeu et de conversation, bibliothèque avec les journaux illustrés, papier à lettres, etc.; jardin avec gymnase, office de renseignements pour les affaires de famille, de service, etc., consommations telles que café, thé, limonade, cidre, bière à l'exclusion de tous les spiritueux. De temps à autre, on y ferait des conférences instructives avec projections, on y parlerait de l'alcoolisme et surtout de la prévoyance; ces moyens sont à la portée des officiers, et font partie de leur devoir social, et comme nous l'écrivait un enseigne de vaisseau: « Donner l'exemple à ses inférieurs, leur montrer discrètement où est le devoir, où est le bonheur, chercher en un mot à leur faire le plus de bien possible, c'est pour le chef la certitude de pou-

(1) Nous sommes en mesure d'affirmer que cette institution est souhaitée par un grand nombre d'officiers, de sous-officiers et de matelots, et que, sans un ajournement du ministère, un premier essai serait réalisé à Toulon.

« voir obtenir de ses subordonnés tout le zèle, toute
« la bonne volonté dont ils sont capables, de pouvoir
« compter sur leur dévouement. »

Les bonnes volontés ne manquent pas : à Toulon, M. FROT, enseigne de vaisseau, avec l'autorisation des autorités supérieures, a fait des conférences sur l'alcoolisme au 5^e dépôt des équipages, à bord des cuirassés Brennus, Carnot, Jauréguiberry, Charles-Martel, Masséna, Bouvet, Magenta, Neptune, Valmy, Jemmapes, à bord du croiseur Guicher, du vaisseau-école Le Calédonien, du transport Japon.

A Brest, M. CAIL, lieutenant de vaisseau, a continué la campagne commencée par son camarade FROT, à bord de l'Amiral-Baudin (600 hommes d'équipage). Voici ce qu'il écrivait récemment au journal *l'Alcool* (juillet 1899).

« Pour répandre la bonne parole parmi nos marins, voici ce que j'ai imaginé : sur l'ordre de notre excellent commandant, j'ai installé dans une partie du bâtiment une spacieuse salle de lecture, bien aérée, bien éclairée. Le soir, après le branlebas, les hommes, qui n'ont pas eu une minute de tranquillité depuis 5 heures du matin, peuvent venir lire, écrire leurs lettres, ou regarder en paix les illustrations des journaux de la bibliothèque. C'est le moment que j'ai choisi pour les entretenir de l'objet qui nous tient tant au cœur.

« Les délicieuses petites affiches de M. MONOD ont été collées sur des planchettes ; c'est sous cette forme qu'elles vont passer de main en main et faire le sujet des réflexions du gaillard-d'avant. »

Pendant une période d'instruction en rade de Villefranche, M. J. CHARCOT fit plusieurs conférences sur

l'alcoolisme, encouragé dans cette voie par le commandant de l'escadre, l'amiral FOURNIER. Celui-ci a déjà donné des preuves de l'intérêt qu'il porte à ses hommes, par une mesure à laquelle tous ceux qui combattent l'alcoolisme doivent applaudir. Lorsque les marins descendaient à terre en permission, il ne leur était possible de regagner leurs bâtiments que le lendemain matin, et force était pour eux de finir leur nuit au « Chapeau-Rouge ». On ne pouvait, disait-on, permettre à ces hommes de rentrer à bord au milieu de la nuit, leur présence étant une cause de désordre, de dérangement pour leurs camarades déjà couchés, et de plus ils n'étaient pas forcés de passer la nuit en ville, il y avait le « Ponton », — vieille carcasse en bois, datant de Trafalgar, — où ils pouvaient aller se coucher. On n'ajoutait pas que les punaises étaient en si grand nombre qu'il est impossible d'y dormir. L'amiral FOURNIER s'est ému de cet état de choses; maintenant les canots-major sont commandés pour ramener les hommes à bord au milieu de la nuit; ainsi on n'impose plus aux permissionnaires l'alcoolisation forcée et toutes ses conséquences.

En résumé, nous voyons que, dans la marine de l'État, les hommes sont surtout coupables d'ivrognerie, la discipline du bord, le service même ne donnent pas à l'homme la possibilité de s'alcooliser tous les jours, mais ces ivrogneries périodiques sont pour eux une source de punitions, de dépenses, et de maladies vénériennes. Enfin, ce qui est peut-être plus grave que le reste, une fois rentrés dans leurs foyers, ces habitudes contractées au service ne trouvent plus aucun frein et progressivement ces hommes passent à l'alcoolisme chronique.

Et la marine du Commerce pourrait se plaindre, avec

raison, des habitudes d'intempérance que le matelot peut contracter au service de l'État.

II. — LA MARINE DU COMMERCE ET LES PÊCHEURS COTIERS (1)

1^o Alcool, hôtesse et marchands d'hommes. — Les ravages de l'alcoolisme, parmi les marins normands, dit le D^r BRUNON, sont tels que des armateurs de Rouen auraient eu avantage à embarquer des matelots étrangers (norwégiens) et à naviguer sous pavillon norwégien. L'armement est moins cher dans ces conditions, la paye des hommes moins élevée; et par contrat il est stipulé « *qu'elle devra être envoyée dans la famille du matelot aux frais de l'armateur* ».

« A Trouville, on fait « *la pêche fraîche* », c'est-à-dire que, chaque jour, les bateaux apportent à quai le poisson et touchent leur paye immédiate et proportionnelle aux résultats de la vente du poisson. Ils boivent tout. C'est au Havre qu'ils abordent, au grand quai. Or, de la rue de Paris au bassin du Commerce, on trouve bien 80 cafés pour 100 maisons. L'alcool et l'influence corruptrice des baigneurs qui apportent l'argent supprimeront sous peu le matelot trouvillais. »

« A Dieppe, le Pollet était célèbre, il n'existe plus (Cf. sur quelques causes de sa disparition Ch. LE GOFFIC, pages 284 et suiv.). Le polletais ne l'était pas moins, l'alcool l'a supprimé.... l'étranger et le baigneur ont apporté l'ar-

(1) Cf. R. BRUNON. L'alcoolisme ouvrier en Normandie. *Revue d'hygiène*, 20 mai 1899, p. 433.

Ch. LE GOFFIC. Sur la Côte, ch. I. L'hôtesse et le marchand d'hommes
P. GIGUELLO. Pour nos marins. *Correspondant*, 10 et 25 avril 1899.

gent et la corruption. Le dur métier de pêcheur a été abandonné, les patrons de barque ne veulent plus de polletais, ce sont des « propres à rien ». Le polletais est devenu sédentaire, paresseux, alcoolique... Telle est la déposition d'un vieux loup de mer. Et il me désigne, ajoute le D^r BRUNON, un ancien matelot devenu journalier, « bricoleur ». Pour sa femme et lui, il achète, par an, de 7 à 800 fr. d'eau-de-vie qu'ils consomment tous deux en « brûlots ».

A Concarneau (1), les fabricants de sardines encourent une effrayante responsabilité, dans la propagation de l'alcoolisme parmi les matelots. On compte dans ce petit port de 900 à 1000 voiles, chaque bateau est monté par 7 hommes, dont 2 mousses de 14 à 17 ans. Ils reviennent presque chaque jour porter leur pêche à l'usine de conserves. On leur donne un billet constatant la somme qui leur est due et *un ou deux quarts de litre d'eau-de-vie*. Le samedi seulement, on leur remet le montant de la paye de la semaine. Ils peuvent donc tout boire le dimanche quand il leur reste quelque chose de la veille, ils sont certains d'avoir durant toute la semaine leur poison assuré par les soins de l'usinier. Il y a 22 usines à Concarneau, elles ont distribué pendant les 3 mois d'été de 1897 pour près de **33.000** fr. d'alcool (2).

Voici un aperçu rapide sur l'alcool ennemi du marin ;

(1) Article du comte DE VINCELLES. *Réforme sociale*, 1898, tome I, page 888.

(2) On a obtenu de plusieurs usiniers d'offrir aux marins le choix entre le quart d'eau-de-vie et son prix en argent (0 fr. 32). — Un café de tempérance est projeté, les fabricants de conserves donneraient des bons pour ce café, enfin on se propose d'organiser des roulottes sur les quais, comme cela a été fait au Havre avec plein succès, pour offrir aux matelots des aliments chauds et des boissons non alcooliques.

mais ce sont surtout « l'hôtesse et le marchand d'hommes qui exploitent cette passion pour l'eau de feu ».

Il faut lire les chapitres que Ch. LE GOFFIC leur a consacrés dans son livre « Sur la Côte », ce livre qui, suivant un critique, « est fait avec de la Bretagne et de la Normandie, avec des impressions, des souvenirs, des lettres de capitaines, des mots de pauvres gens et surtout une âme populaire et humaine ».

On voit comment l'hôtesse fait valoir au marin qui débarque « qu'il trouvera chez elle, avec la nourriture et le logement, les avances qui lui seraient si précieuses », car il ne touche son « décompte » qu'au bout de 3 ou 4 jours et quand les formalités du désarmement sont terminées, — « les caves de l'hôtel sont abondamment garnies ; les bonnes sont jeunes et aimables »... « un louis ou deux avancés au pauvre homme achèvent l'« amarinage ». Quand, au bout de quelques jours, l'hôtesse estime que les dépenses de son client atteignent à peu près le chiffre de son décompte, elle dit comme dans une chanson de bord :

..... Il faut aller trouver Phalu (1),
Pour voir s'il n'a rien en vue.

Le placier ou marchand d'hommes entre en scène pour procurer un embarquement et sa commission achève de mettre à sec le pauvre marin qui se rembarque, la tête encore bourdonnante de son orgie, ayant oublié parents, femme, enfants qui attendaient peut-être après cet argent si durement gagné, si follement gaspillé.

Nous voyons que, pour être efficaces, les institutions qui

(1) PHALU, célèbre marchand d'hommes havrais.

essayent de remédier à cette situation du marin doivent lutter contre l'alcoolisme et favoriser l'épargne. C'est l'œuvre entreprise par les « Maisons de Marins ».

2° **Maisons de Marins.** — En Angleterre, les *Sailor's homes* fonctionnent depuis 1844 ; il en existe actuellement 40 dans la Grande-Bretagne et dix autres dans les ports étrangers ; ils ont pour triple objet de soustraire les marins aux exploiters de toutes sortes, de lui assurer au plus bas prix possible le logement, la table et les soins médicaux, enfin de lui procurer à bref délai un engagement.

La Hollande, la Belgique, la Suède ont des établissements de ce genre.

Dès 1886, M. Félix FAURE avait déposé à la Chambre un projet de loi tendant à l'établissement d'une caisse spéciale pour la fondation d'*hôtels de marins*. En 1873, le vote par le Parlement du prélèvement de 4 0/0 sur les primes allouées à la marine marchande pour la construction et la navigation stimula l'initiative privée, et la première maison de marins s'ouvrait à Dunkerque au mois de novembre 1895. Le prix demandé pour le logement et la nourriture est de 1 fr. 50 par jour ; comme boissons, bière, vin ou cidre ; après les repas, café et un petit verre de cognac ; l'absinthe est mise à l'index. Cette maison a reçu en 1897 : 773 marins, 3 ans après sa fondation, elle est trop petite.

D'autres se sont organisées.

A Bordeaux, le logement et la nourriture coûtent 2 fr., service médical gratuit ; le père FABRE, qui est attaché à la maison, a son canot ; comme les « *hôtesses* », il va à l'escale de Lormont disputer ces grands enfants à l'exploit-

teuse, et ils se laissent embaucher par « *ce bon zig de curé* ». En 1897, on a reçu 901 pensionnaires avec 6557 journées de présence. Et comme fait remarquer le secrétaire général, le comte de NOAILLAN : « Supposons que, par suite de la modicité du prix de pension, de l'absence d'excitation à la débauche et de la gratuité de l'embarquement, la maison ait permis à chaque homme d'épargner 30 fr., — et ce chiffre n'est pas exagéré, — voilà 27.000 fr. d'épargne qui parviendront aux familles. En 1898, on y a reçu 1448 marins.

A Nantes, pour remplacer la maison bâtie en 1897, une nouvelle construction s'élève; grâce à la libéralité de M^{me} veuve P. L..., les marins trouveront là des dortoirs vastes et aérés, salles de lecture et de correspondance, infirmerie, salles de bains, jardin, etc. On nous a communiqué le compte-rendu de l'exercice 1898, nous y lisons que la caisse a reçu en dépôts pendant l'année plus de 10.000 fr. Des exemples touchants cités dans ce rapport montrent l'utilité de ces fondations et de leurs succès.

Ainsi une femme de Port-Haliguen a assuré que, depuis la fondation de la Maison du Marin, son mari lui a'envoyé exactement 15 fr. par mois. Les années précédentes, les envois étaient fort irréguliers et, dans le cours d'une année entière, elle n'avait reçu de lui que 70 fr.

En septembre, un pensionnaire de la Maison du Marin amène un de ses camarades, beau garçon de 25 ans, de haute et fière allure, mais légèrement influencé par la bordée qu'il venait de tirer. La gérante accueille le nouveau venu avec bonté, l'engage à lui livrer ses fonds, s'il en a. Sans se rebuter d'un refus, elle place un oreiller

au coin de la salle et l'invite à se reposer, sachant qu'en plein midi on n'inflige pas à un homme l'humiliation de l'envoyer se coucher. Vaincu par ces soins maternels et par les insinuants discours de M^{me} Pernot, le pauvre garçon se décide à vider ses poches dans le giron de la petite mère et s'endort.

Celle-ci frémit en comptant 800 francs. Elle les enveloppe dans un papier sur lequel elle écrit : « A l'homme saoul », n'ayant pu recueillir sur lui aucun autre renseignement.

Quatre heures après, le marin se réveille, met la main sur sa poche et la trouve vide. Il demande où il est, redoutant de se trouver encore là où son ami l'avait rencontré. « Où suis-je ? où est mon argent ? » — Le voilà, lui dit M^{me} Pernot, il est en sûreté, je le garde. Dînez maintenant, puis je vous donnerai un bon lit et demain nous en reparlerons. »

Le lendemain, le matelot se trouva si heureux et si reconnaissant qu'il voulut travailler et se mit à laver toutes les vitres de la maison.

C'était un garçon de valeur et, à peine arrivé d'une longue campagne, il était déjà engagé pour un nouvel embarquement. M^{me} Pernot veilla à lui faire remettre en ordre son petit bagage, l'accompagna en ville pour acheter les objets nécessaires, puis l'invita à s'amuser un peu avant de repartir. « Puisque les quais de Nantes ne vous valent rien, prenez le bateau de Vertou, avec un camarade, achetez là une bouteille de vin, du pain et du saucisson ; vous mangerez tous deux au bord de l'eau, voilà le plaisir. Voilà le vrai bonheur ! »

Le brave garçon, qui avait eu le temps de se ressaisir,

envoya 700 francs à sa sœur pour payer sa part d'une petite maisonnette qu'ils avaient acquise par moitié. Ils bénissent maintenant la Maison du Marin de Nantes.

Il existe des fondations semblables à Marseille, à Boulogne, à la Rochelle ; dans celle-ci, toute boisson distillée est prohibée ; à Rochefort, une maison fut ouverte sur l'initiative du D^r BUROT, médecin de la marine ; le vin y est servi en quantité limitée ; la plus récente a été ouverte au Havre par l'Union française antialcoolique.

Comme le disait M. Th. RUYSSSEN, dans sa communication au VII^e Congrès antialcoolique, toutes luttent d'une façon plus ou moins directe contre l'alcoolisme :

1° En fournissant le logement et les repas à meilleur marché que les hôtels et restaurants fréquentés par la clientèle maritime ;

2° En refusant de servir un plus ou moins grand nombre de boissons alcooliques et en ne donnant pas de boissons frelatées ;

3° En encourageant les marins débarqués à se dessaisir de leur solde entre les mains du gérant, qui la tient en dépôt ou en assure le placement ou l'envoi aux familles ;

4° En pratiquant l'embarquement gratuit qui évite au marin les services par trop onéreux du marchand d'hommes doublé de l'hôtesse.

Et nous concluons avec M. RUYSSSEN qu'il faut insister auprès des 6 maisons existantes, mais non fondées sur le principe de la tempérance, pour qu'elles éliminent progressivement toute boisson distillée, notamment les apéritifs ; qu'il faut inviter les sections de tempérance des ports non munis de maisons de marins à s'inspirer des maisons de la Rochelle et du Havre fondées par l'U. F. A., notamment

dans les grands ports ravagés par l'alcoolisme : Dieppe, Rouen, Cherbourg, Saint-Malo, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Cette, Toulon, etc.

III. — LES TERRE-NEUVAS ET LES ISLANDAIS

... Nous qui sombrons, mes gas,
C'est surtout nos boujarons
Tout ronds
Que pleurons

(J. RICHEPIN).

1° L'Horrible vie. — « L'enfer terre-neuvier a trois cercles, dit Ch. LE GOFFIC. Près du troisième (le Grand Banc) les deux autres (le French Shore et les petits bancs qui rallient Saint-Pierre et Miquelon) ont l'air d'aimables paradis. »

C'est dans ce troisième cercle que nous verrons l'exploitation de l'homme poussée à son extrême limite, et sans que l'abus de l'alcool en soit justifié, on comprend que sans lui l'existence serait presque impossible.

Les marins qui pêchent sur le French Shore touchent terre tous les soirs, ils sont logés dans des huttes en sapin, situées non loin du « chauffaud » où l'on traite la morue. Leur ordinaire se compose pour une semaine de 500 grammes de lard salé, 250 grammes de beurre salé et autant de graisse de Normandie ; pommes de terre et *pain frais* s'ajoutent à l'inévitable soupe aux têtes de morue. Le vin est donné à raison de deux quarts par semaine, pour le plus grand nombre, pour d'autres $\frac{1}{4}$ par jour. Les alcools dont on use à Terre-Neuve sont d'origine allemande et sont achetés par les armateurs au prix de 0 fr. 60 le litre à 96° ; on ramène à 40° ou 50°, ce qui remet le litre

à 0 fr. 30. Officiellement il est délivré 6 boujarons, c'est-à-dire 36 centilitres par jour (depuis 1877, la ration officielle n'est plus que de 20 centilitres) : les jours de pêche abondante, de surcroît de travail, une gratification vient faire oublier la fatigue et l'absence de sommeil. Ce sont là, nous dit le P. GIQUELLO (1), les chiffres avoués, mais on peut dire que, le plus souvent, *le pêcheur boit chaque jour son demi-litre d'eau-de-vie*.

Abordons le troisième cercle de cet enfer. Dès le départ de France l'alcool commence à couler ; « la vérité
« c'est qu'au seuil de cette géhenne l'angoisse et la peur
« en paralyseraient les trois quarts, n'était le vin de feu
« qui leur remet du cœur au ventre. Ils boivent jusqu'à
« la dernière minute ; on en ramasse d'ivres-morts le matin même du départ. » En passant à St-Pierre, on tire une dernière bordée dans les cabarets où le « gwin-ardent » se vend dix sous le litre. Arrivés sur le lieu de pêche, les « doris » se détachent des goélettes pour aller, montées par deux hommes, lever les lignes à plusieurs milles (2) ; puis elles rallient leurs navires, chargées de morues ; il faut aussitôt à bord enlever les intestins de plusieurs milliers de poissons, mettre de côté les langues et le foie, décoller les têtes ; mais laissons parler un ancien pêcheur : « La séance dure un temps infini ; entré dans mon parc
« (espace réservé sur le pont où l'on vide les morues) à
« 10 heures du matin, il est près de 11 heures du soir
« lorsque j'en sors pour souper. On ne s'est interrompu

(1) Cf. *Correspondant*, 10 et 25 avril 1899.

(2) Les doris sont de petites barques à fond plat ; que la brume, le mauvais temps les empêchent de rallier le navire, comme les hommes n'emportent ni vivres, ni eau douce, contrairement aux règlements, c'est la mort par le froid, la soif ou la faim.

« que pour une collation rapide et pour absorber quantité
« de boujarons... » « Deux ou trois heures desommeil qui
« ne sont qu'un affreux cauchemar. Il n'est pas 3 heures
« du matin qu'il faut recommencer... Le premier jour, on
« se réveille d'assez bonne humeur ; les caractères ne sont
« pas encore aigris, les mains sont intactes. On entend
« retentir l'appel à la « goutte », et chacun court, l'un
« derrière l'autre, vers la dunette où se tient le saleur
« avec un vase plein d'eau-de-vie. Chacun reçoit son bou-
« jaron à mesure qu'il arrive »... « Au bout de quelques
« semaines, véritable paquet de douleurs, je me traîne
« derrière avec les autres, afin de boire une gorgée d'eau
« de feu qui est aussi une gorgée d'oubli. » Et ce dernier
aveu : « Pendant près d'une semaine la pêche donna assez,
« les journées me parurent longues et lourdes. Je n'en ai
« cependant gardé qu'un souvenir vague. *Je vécus comme*
« anesthésié par la douleur et l'alcool. »

Les *Islandais* ont sur les Terre-Neuvas l'avantage de pêcher du navire ; blottis dans des tonneaux garnis de paille, ils ne connaissent pas les dangers des doris, mais leur vie n'est ni moins dure, ni moins périlleuse, en raison du froid et destempêtes. Et l'abus de l'alcool est une règle de leur misérable existence.

Quand la première pêche est terminée, les bateaux relâchent dans un fjord désigné d'avance et séjournent huit ou dix jours près de terre ; les équipages en profitent pour « binicaser », c'est-à-dire se visiter les uns les autres, passer les soirées en buvant l'eau-de-vie réservée pendant plusieurs jours, « alors les vallons solitaires du fjord, ordinairement animés par le seul cri des goëlands, retentissent étonnés de chansons d'ivrognes ».

Quelques extraits du rapport du capitaine de frégate, commandant l'avisotransport « la Manche », chargé de surveiller la pêche d'Islande en 1896 (1), nous montreront en même temps que la voie à suivre pour améliorer l'existence de ces déshérités, la lourde responsabilité encourue par les armateurs :

« Je ne puis rien ajouter ni rien retrancher à tout ce que j'ai dit à ce sujet (il s'agit des spiritueux) dans tous mes rapports de l'année dernière et de cette année.

« *Toute mesure qui tendra à diminuer de plus en plus la ration d'alcool sera un bienfait* pour la flottille. Les prescriptions réglementaires nouvelles fixent à 20 centilitres au lieu de 25 la ration quotidienne, c'est un pas dans la voie du progrès, mais il faut espérer qu'on ne s'arrêtera pas là.

« La quantité d'alcool dont disposent les capitaines est beaucoup trop considérable. La durée de 7 mois, admise sur la *demande des armateurs*, comme base pour fixer l'approvisionnement au lieu de 6 que j'avais proposés est réellement trop grande : la campagne de pêche dure sept mois environ ; mais si nécessité il y a (!) de faire absorber aux hommes 20 centilitres d'alcool par jour, on ne saurait admettre que cette nécessité se présente tous les jours de ces sept mois. *C'est donc une habitude que l'on fait bénévolement prendre aux pêcheurs.* C'est le commencement de l'alcoolisation. En outre, beaucoup de goëlettes ont un approvisionnement d'alcool, d'ailleurs régulièrement porté sur leur manifeste, de beaucoup supérieur aux maximums résultant des prescriptions ministérielles.

(1) *Réforme sociale*, 1^{er} mai 1897, page 753.

Il y a donc défaut de surveillance à l'embarquement. Inutile d'ajouter que tout l'alcool est absorbé avant le retour; aucun capitaine, aucun armateur ne se sent de taille à résister à la défaveur et au mauvais renom qui s'attacheraient au navire rentré avec des économies d'alcool.

« On voit quelle passion y mettent ces malheureux équipages, particulièrement ceux de Bretagne; et toutes les fois que l'on parle de mesures restrictives au sujet de l'embarquement de l'alcool, on vous répondra : « Vous ne trouverez plus de pêcheurs. » Je ne puis le croire.

Actuellement l'alcool est l'appât tendu à ces malheureux, parce qu'il est le plus économique et le plus facile à se procurer; les équipages, abrutis de mauvaise eau-de-vie, ne se soucient guère de nourriture, ils n'ont point faim, ni de bien-être, ils ne sauraient l'apprécier.

Ainsi, ceux-là qui devraient être les protecteurs naturels de leurs équipages, les armateurs, entretiennent cet abus d'alcool et pourquoi? afin que leur misère n'apparaisse pas à ces hommes, afin qu'ils embarquent sur des goëlettes dont la solidité est loin d'être à toute épreuve, afin que les frais de nourriture soient épargnés et tout compte fait le sacrifice de quelques existences n'est pas de trop pour grossir leurs revenus (1).

Un armateur à qui l'on disait tous les inconvénients physiques et moraux qui résultent pour les pêcheurs de la grande quantité d'eau-de-vie qu'ils absorbent ne répondait-il pas : « Si je donne tant d'alcool à mes hommes, c'est que cela est nécessaire; il faut bien les abrutir un

(1) Une nouvelle preuve de cet esprit humanitaire (!) nous est fournie par la création, en 1897, d'un syndicat des armateurs de Paimpol, décidant d'un commun accord de réduire les salaires des équipages.

« peu d'une façon ou d'une autre ; sans cela, ils n'en vou-
« draient plus de cette horrible vie. » Et ils ne font rien
pour améliorer cette horrible vie ; le rapport que nous
citons plus haut, ne dit-il pas, quant au logement :
« Véritablement l'aspect des conditions d'existence aux-
quelles sont condamnés les équipages pendant six mois
d'un des plus durs labeurs qu'il y ait est honteux pour
notre pavillon. Il est fâcheux, pour leur bon renom,
que nos armateurs n'aient pas compris, enfin, qu'ils
avaient charge de ces équipages et compte à rendre,
au point de vue de l'humanité, de la manière dont ils
sont traités. »

Et nous n'avons rien dit des scènes de carnage dont ces
goëlettes sont le théâtre.

« Certes oui, dit Ch. LE GOFFIC, on y devient bon marin,
à ces grandes pêches d'Islande et de Terre-Neuve, et qui
sort de ces terribles écoles peut se vanter d'avoir épuisé
tout le fiel de l'expérience humaine. »

2° **Les œuvres de mer** (1). — Ici, comme pour les
Maisons de Marins, c'est l'Angleterre qui nous montre la
voie. Dès 1880, la mission « To the deep sea fishermen »
envoie un bâtiment « l'Anti-Coper » faire une concurrence
écrasante aux cabarets flottants (Ducht coper), en vendant
aux pêcheurs, sans bénéfices, des denrées alimentaires ;
l'assistance morale et matérielle ne tarde pas à s'organiser
par des distributions de livres, de journaux ; de plus, la
mission s'efforce de lutter contre l'alcoolisme. En 1895,
elle entretenait 14 navires hôpitaux pour une population
de 5.000 marins se livrant à la grande pêche.

(1) Cf. Ch. LE GOFFIC et P. GIQUELLO, *loc. cit.*

P. DESFOSSES, *Les œuvres de mer*. *Presse médicale* du 5 octobre 1898.

Pour nos 15.000 pêcheurs, nous n'avons à l'heure actuelle que les deux voiliers des « œuvres de mer ». Cette œuvre, fondée en 1894 par un Comité de dames, ayant pour secrétaire et inspiratrice M^{me} LAMBRECHT, est patronnée par un grand nombre de notabilités de la marine, de la politique, des lettres et des arts ; son conseil est présidé par l'amiral LAFONT.

En avril 1896, le premier navire le « Saint-Pierre » part pour Terre-Neuve avec un aumônier, un médecin, des vivres, des lits, il fait côte dès le 30 mai, la mission continue son œuvre à terre et enregistre à la fin de la campagne 2800 visites de marins.

En 1897 le « Saint-Pierre », reconstruit, se rend à Terre-Neuve, un nouveau voilier, le « Saint-Paul », se rend en Islande ; il naufrageait 8 jours après son arrivée ; le « Saint-Pierre » malgré un abordage put faire la campagne, donna ses consultations, distribua les journaux du pays, fit le service postal.

En 1898, ces efforts que les contre-temps n'ont pas découragés sont couronnés de succès. A Terre-Neuve, le « Saint-Pierre » a visité 282 navires, donné 119 consultations, hospitalisé 57 malades pendant 721 journées d'hôpital, recueilli 14 naufragés, distribué 4342 lettres et expédié 1587. — En Islande, le « Saint-Paul » visite 142 navires, en reconnaît 140, en aperçoit 215 qui auraient pu appeler en cas de besoin. Il distribue 215 lettres, en reçoit 122, donne des soins à 99 malades et en prend 10 à bord. Nous ne doutons pas que cette œuvre si humanitaire, orientée vers la lutte contre l'alcoolisme, ne puisse avoir une grande influence auprès des marins ; mais nous avons vu que les premiers coupables étaient les armateurs. Aussi nous

associant aux vœux formulés dans le rapport cité ci-dessus, désirons-nous :

1° Que des réformes sérieuses soient faites dans le mode d'aménagement des postes d'équipages ;

2° Que les quantités d'alcool tolérées par les prescriptions réglementaires soient réduites progressivement et qu'une surveillance rigoureuse, avec sanction pénale, empêche l'embarquement de quantités d'alcool supérieures aux prescriptions.

Ce ne sont là que les mesures les plus urgentes, il en est bien d'autres que l'humanité pourrait suggérer à des armateurs moins préoccupés de leurs seuls intérêts et décidés à reconnaître dans cette pléiade de vaillants marins leurs frères en humanité (1).

(1) Il y aurait beaucoup d'autres considérations à présenter sur l'alcoolisme dans ses rapports avec la question sociale chez les marins ; (Cf. Jules HURET : Enquête sur la question sociale). Mais nul ne porte intérêt à cette classe de travailleurs, nul ne recherche leur clientèle comme électeurs.

CHAPITRE VI

La Lutte contre l'alcoolisme par le Clergé (1)

Puissent les pasteurs des âmes être pleins de zèle pour écarter, par des exhortations pressantes, le fléau de l'intempérance du bercail de Jésus-Christ.

(Lettre du pape Léon XIII aux évêques d'Amérique)

Comme le disait M^{gr} TURINAZ, dans son discours au VII^e Congrès antialcoolique (2), le clergé doit combattre l'alcoolisme, parce qu'il est le dépositaire d'une grande et admirable puissance, la puissance de la religion.

Quelles que soient les convictions que l'on possède en matière religieuse, on ne peut nier cette influence, et en face d'un fléau aussi redoutable que l'acoolisme, il ne faut négliger aucune force pour assurer la victoire.

Le succès de la campagne entreprise en Irlande en 1840-1841 par le père MATHEW et qualifiée par PORTER « un des événements les plus remarquables de l'époque » (3), nous montre l'efficacité de l'idée religieuse en matière d'antialcoolisme.

(1) Nous n'envisageons dans ce chapitre que le rôle du clergé catholique. Sans méconnaître les efforts des pasteurs protestants et de leur société de Tempérance, la Croix Bleue, nous sommes obligés de reconnaître qu'ils ne s'adressent en France qu'à une minorité ; chez les Israélites, nous n'avons pas connaissance d'efforts particuliers tentés contre l'alcoolisme. Du reste la race juive est connue pour sa sobriété.

(2) Le Clergé catholique et la lutte contre l'alcoolisme.

(3) PORTER, Progress of the nation.

C'est au Canada que le clergé catholique a fait l'effort le plus considérable au point de vue de l'antialcoolisme (1). Dès 1660, M^{gr} de LAVAL avait défendu le commerce de boissons enivrantes sous peine d'excommunication. Le résultat avantageux de cette mesure est constaté en 1687 par Mgr de SAINT-VALLIER qui écrivait : « Plusieurs petites nations qui sont sur les bords du lac Huron dirent au missionnaire qui les visitait alors que Dieu leur avait fait la grâce de pouvoir renvoyer deux fois deux canots de cette boisson enivrante qu'on leur apportait, et ils ajoutèrent que plusieurs d'entre eux, pour éviter l'occasion de l'ivrognerie, avaient eu le courage de quitter leur propre pays. » Il remarque aussi que dans l'Acadie « on ne se sert d'aucune boisson enivrante ».

Plus près de nous, en 1876, dans un mandement sur les devoirs des électeurs, M^{gr} TASCHEREAU, archevêque de Québec, s'exprime ainsi : « Toujours l'ivrognerie est un vice dégradant, mais en temps d'élection elle doit être évitée avec plus de soin. La raison en est bien claire. Le droit de voter est un droit noble et important; il doit donc être exercé en toute liberté d'esprit et en connaissance de cause. Celui qui a le malheur de s'enivrer ne sait plus ce qu'il fait, ni ce qu'il dit, et par conséquent il ne peut donner son suffrage en homme raisonnable. » A 25 ans de distance, ces sages paroles n'ont pas cessé d'être d'actualité.

Ainsi préparé par ses pasteurs, le peuple Canadien accepta la loi de 1883 sur l'alcool qui, dans un de ses articles, interdit la vente des boissons enivrantes les jours d'élection, dans toute la circonscription.

(1) Cf. Mgr. SAVOY. Congrès de Bruxelles. Compte-rendu, 3^e partie, page 128.

Dans les v^e, vi^e et vii^e conciles provinciaux de Québec, plusieurs décrets rappellent le peuple Canadien à la tempérance, conseillent la formation de Sociétés de Tempérance et indiquent les devoirs des Conseils municipaux appelés à concéder les licences pour les débits.

En 1890, l'archevêque de Québec publia un mandement pour condamner ceux qui importent ou vendent des boissons frauduleusement.

Une dernière mesure prise par les évêques de la province de Québec, c'est l'envoi d'une circulaire à chaque paroisse où l'on fait quelque tentative d'introduire un nouveau débit de boissons ou de renouveler une licence non nécessaire. Dès que l'évêque est prévenu du fait, immédiatement la circulaire est envoyée au curé, qui en donne lecture aux fidèles. Cette instruction rappelle avec autorité aux pasteurs des âmes, aux Conseils municipaux et aux paroissiens le devoir de conscience qu'ils ont à remplir dans la circonstance.

Ces efforts soutenus ont eu pour résultat, lors du plébiscite du 29 septembre 1898 sur la prohibition absolue, de donner aux partisans de cette prohibition une majorité considérable.

Aux États-Unis, le concile de Baltimore (1884), qui comptait 70 archevêques et évêques, a recommandé aux catholiques, dans les termes les plus pressants, les Sociétés de Tempérance (1).

A l'université catholique de Washington, une chaire, dite du père MATHEW, a été instituée et des conférenciers s'y succèdent pour traiter la question de l'alcoolisme.

(1) Je suis dans cet exposé la brochure de Mgr TURINAZ, que je cite souvent textuellement.

En Belgique, sous les auspices de l'évêque de Liège, l'abbé SENDEN a fondé le « Berchmanskrieg » et l'abbé LEMMENS le « Bien-Être social », Sociétés de Tempérance qui pourraient servir de modèle à toutes celles que les catholiques devraient organiser en France. L'abbé VASLET, auteur d'un manuel de tempérance très apprécié, consacre toute son activité à la lutte antialcoolique.

Le clergé Hollandais commence à se préoccuper de la lutte contre l'alcoolisme ; un congrès tenu à Utrecht en 1898 promet d'heureux résultats.

En Suisse, M^{sr} EGGER, évêque de Saint-Gall, est à la tête de la croisade antialcoolique. L'épiscopat et le clergé suisses rivalisent de zèle avec les pasteurs protestants et la ligue de la Croix Bleue. Les évêques suisses ont rédigé une lettre collective qui porte ce titre : « La lutte contre l'abus des liqueurs spiritueuses. — Avertissements des évêques aux fidèles de leurs diocèses. » — On y lit ce qui suit : « Tous les maux de la société actuelle sont en corrélation avec l'alcoolisme : ils le favorisent et lui les favorise à son tour. A cette coalition des éléments du mal, il faut opposer une coalition des éléments du salut, et parmi ceux-ci l'Église doit tenir le premier rang. Nous avons cité plus haut le rapport de M^{sr} SAVOY, de Fribourg (Suisse) ; il dirige la ligue de la Croix contre l'alcoolisme.

En France, un mouvement commencé il y a plus de 25 ans dans le clergé, en faveur de la lutte antialcoolique, a peu de tendance à se généraliser.

Dès 1876, M^{sr} DAVID, évêque de Saint-Brieuc, consacra une lettre pastorale à combattre ce fléau. En 1893, son successeur M^{sr} FALLIÈRE publiait sur le même sujet une

lettre pastorale et recommandait avec instance « l'Association des Apôtres de la Tempérance ». En 1888, l'évêque de Coutance et d'Avranches fit lire, dans toutes les églises de son diocèse, le jour de l'Ascension, une lettre pastorale où il dit, s'adressant à tous les curés (1) :

Vous vous associez à notre sollicitude et à nos efforts, chers et bien aimés coopérateurs ; car, plus qu'personne, vous connaissez le mal que nous avons signalé tant de fois en gémissant. Qui mieux que vous, grâce aux délicatesses de votre âme sacerdotale, pourrait stigmatiser, sans pitié, l'abus quotidien d'une liqueur qu'il faut bien appeler par son nom, l'eau-de-vie. Notre cœur et notre raison ne se soulèvent-ils pas à la pensée de ces malheureux qui boivent ce breuvage comme l'eau, que l'on voit quatre, dix, vingt fois par jour y revenir comme à une distraction, s'en faire un besoin et ne pouvoir pas plus s'en passer que du pain qu'ils mangent ou de l'air qu'ils respirent.

Dites-leur donc, dites-leur bien que ce qu'on leur vend le plus souvent est un véritable poison : les laboratoires d'essais l'ont trop souvent constaté. Demandez-leur d'apprécier en eux-mêmes les effets redoutables de ce poison ; demandez-leur si cette eau n'est pas plutôt un feu qui allume dans les veines un dévorant incendie, qui brûle le sang, qui ruine et détruit les organes. Demandez-leur si ce n'est pas une ironie amère que cette liqueur porte son nom : eau-de-vie ! Non, en vérité, c'est une eau de mort. Et cette eau de mort, on commet parfois le crime de la présenter aux *enfants* ! Et cette eau de mort, elle circule partout ; elle est dans toutes les armoires et dans toutes les mains.

En 1893, Son Éminence le cardinal THOMAS, archevêque de Rouen, dénonçait dans une lettre pastorale les effets désastreux de l'alcoolisme.

En 1899, M^{gr} de SAINT-DIÉ, dans son mandement de carême, appelait l'attention sur ce terrible fléau.

Nous voyons là une préoccupation persistante de l'épis-

(1) *Tribune médicale*, 1896, page 721.

copat, mais pourquoi ces efforts réels n'aboutissent-ils à aucun résultat ? Parce qu'à tous ces mandements il n'y a pas de conclusions pratiques (1).

Seule la brochure de M^{re} TURINAZ, évêque de Nancy (2), revêt un caractère d'application immédiate par son chapitre sur la mauvaise tenue des ménages ouvriers, si souvent cause et effet de l'alcoolisme.

Quels sont les moyens que le clergé catholique devra employer pour lutter contre l'alcoolisme ? Ici nous citerons textuellement l'évêque de Nancy (3).

« Le clergé a d'abord l'autorité et la puissance de l'enseignement. Rappeler la dignité du chrétien, les devoirs des pères et mères, des patrons et des ouvriers, le bon exemple nécessaire partout, les grandes lois de la morale religieuse, c'est combattre efficacement ce vice et ce désordre comme tous les autres. Mais le clergé aura des exhortations spéciales contre l'alcoolisme ; il les fera entendre du haut de la chaire, dans les catéchismes, dans toutes les réunions pieuses, dans les visites fréquentes de sa paroisse, dans ses relations de tous les jours avec les âmes qui lui sont confiées. Il exercera surtout son influence sur l'enfance et la jeunesse, par les écoles libres. Il pourra même avoir une action utile sur les autres écoles, en secondant dans cette lutte les instituteurs intelligents et dévoués. Il pourra demander aux enfants dans les écoles un engagement d'honneur. Il rappellera cet engagement dans nos patronages de jeunes gens et de

(1) Lettre du D^r LEGRAIN à M^{re} TURINAZ. *Réforme sociale*, 1898, t. I, p. 899.

(2) M^{re} TURINAZ. Trois fléaux de la classe ouvrière.

(3) Le clergé et la lutte contre l'alcoolisme.

jeunes filles si nombreux et si prospères. Il invoquera auprès des jeunes filles et des mères de famille l'autorité de la religion et leurs intérêts les plus chers ; il s'efforcera de les préserver de ce vice hideux et d'en faire des apôtres de la tempérance.

« Le clergé favorisera de tout son pouvoir les Sociétés de Tempérance confessionnelles ou non confessionnelles. Il consacrera son influence et son zèle à les établir ou à les développer selon les conditions plus ou moins favorables des temps et des lieux.

... « Enfin le sacrifice est un dernier moyen nécessaire au succès de tous les autres. On ne soutient pas une telle lutte, on n'accomplit pas une telle œuvre sans *se donner et se dévouer*. On ne fait rien de grand, rien d'utile, sans le sacrifice... Mais que sont les sacrifices dont il s'agit ici en comparaison des résultats à obtenir et du salut de tout un peuple ?

« Le clergé ne peut donc ni reculer, ni même hésiter devant les difficultés, les obstacles et devant le bon exemple qu'il doit donner à tous.

« S'inspirant de ce vaste programme, les prêtres catholiques ne feront que suivre les enseignements que le Pape LÉON XIII formulait dans une lettre adressée aux évêques d'Amérique : « Nous regardons, disait-il, comme digne d'une recommandation particulière la noble résolution de ces associations qui se font un devoir de s'abstenir de toute boisson enivrante. Il est indubitable que ce ferme propos est un moyen très opportun et très efficace pour combattre le vice pernicieux de l'intempérance, et il sera pour tous un stimulant à combattre la sensualité, d'autant plus puissant qu'il partira de plus haut. Mais ce qui doit

peser ici du plus grand poids, c'est le zèle des prêtres auxquels il appartient d'éclairer le peuple par la parole du salut et de l'élever par des mœurs chrétiennes. *Il est donc nécessaire* qu'ils marchent à la tête de tous, sur le chemin du salut. Puissent, en conséquence, les pasteurs des âmes être pleins de zèle pour écarter, par des exhortations pressantes, le fléau de l'intempérance du bercail de Jésus-Christ, *montrer à tous l'exemple de la sobriété* et se donner toutes les peines possibles pour détourner les maux si nombreux dont ce vice menace l'Église et la Patrie (1). »

(1) Cité par Mgr TURINAZ, *op. cit.*

CHAPITRE VII

La Lutte contre l'alcoolisme dans les Hôpitaux

Nous devrions intituler ce chapitre « Rôle du médecin dans la lutte contre l'alcoolisme ». Mais le D^r LEGRAIN ayant montré dans une magistrale préface au livre du D^r RUYSSSEN : « *L'enseignement médical de l'antialcoolisme*, » toute la place que l'alcool tenait dans la vie de l'étudiant, l'ignorance d'un grand nombre de médecins sur l'étendue du fléau, les préjugés sur l'alcool-médicament et sur l'alcool-aliment, entretenus par beaucoup de praticiens, les conséquences de cette alcoolâtrie, et le rôle futur du médecin dans la lutte antialcoolique (1) ; nous ne saurions que redire avec moins de force et d'autorité ce que le président de l'Union Française Antialcoolique a écrit, aussi nous bornerons-nous à enregistrer les efforts tentés dans les hôpitaux de Paris.

M. le D^r NAPIAS, directeur général de l'Assistance Publique, a bien voulu nous faire remettre une note sur les mesures prises dans les Établissements hospitaliers pour combattre l'alcoolisme.

En voici les points principaux : « Il est prescrit aux Directeurs des Établissements de punir sévèrement les

(1) Lire dans le journal *l'Alcool* de juin 1899, le manifeste des médecins du Finistère contre l'alcool, adressé à leurs compatriotes et signé de 68 confrères.

serviteurs pris en flagrant délit d'ivresse; en cas de récidive, ces serviteurs sont renvoyés.

« A l'Hôtel-Dieu et dans les principaux hôpitaux, des propositions sont faites à une Société de Tempérance (1), sur sa propre demande, pour récompenses à décerner aux serviteurs qui se font remarquer par leur sobriété.

« L'introduction des boissons alcooliques par les visiteurs est interdite.

« A l'hôpital Tenon, des infusions et des rafraîchissements non alcooliques sont mis à la disposition du personnel et des malades.

« L'Administration a engagé les Directeurs des Établissements à faire l'acquisition d'un ouvrage intitulé « *Les dangers de l'alcoolisme* » (on ne nous dit pas le nom de l'auteur), dont la lecture est recommandée aux malades et au personnel.

« A Saint-Louis, M. le D^r JACQUET faisait, le 1^{er} février 1899, une conférence aux malades et au personnel sur « *Le péril alcoolique en France* » (2).

« A l'hôpital Boucicaut et à la Charité, le Directeur dispose annuellement d'une certaine somme provenant de legs, qui doit être distribuée en secours aux sortants non alcooliques.

« Enfin, à Saint-Antoine, Tenon, Bichat, Andral, des affiches faisant ressortir les dangers de l'abus et même de l'usage continuel des boissons alcooliques sont apposées dans différents services ou dans les salles de consultations, à la demande des médecins. »

(1) La Société Française de Tempérance.

(2) Publiée in extenso dans *la Médecine Moderne*, 8-11 février 1899.

Tels sont les efforts tentés par l'Administration générale de l'Assistance publique.

Il nous reste à faire connaître la campagne entreprise par les médecins des Hôpitaux de Paris :

Dans la séance de la Société médicale des hôpitaux du 9 décembre 1898, le D^r LE GENDRE disait : dans la lutte contre l'alcoolisme, faisons-nous tous nos efforts ? Je ne le crois pas. Peut-être avons-nous tort de nous décourager. Voici, pour ma part, la tentative que j'ai inaugurée dans mon service. J'ai condensé sous la forme à la fois la plus claire et la plus concise que j'ai pu trouver les dangers incontestables de l'abus des boissons alcooliques, je l'ai fait imprimer en caractères assez variés pour fixer l'attention. Cet avis important est distribué à chaque malade à son entrée et à sa sortie, il y en a de collés dans les salles. J'ai pour but en un mot de créer une véritable obsession avec mon petit papier. Ne pourrait-on pas faire plus encore ? N'y aurait-il pas lieu d'organiser dans les hôpitaux des conférences ou causeries périodiques faites aux convalescents sur les dangers de l'alcool ? Ces conférences seraient faites soit par les chefs de service, soit par les internes, il faudrait faire à ces conférences des projections ou des expériences pour frapper l'esprit des auditeurs. »

MM. JACQUET, TRIBOULET, BARBIER, FLORAND, M. le professeur DEBOVE proposèrent à la Société de mettre la lutte contre l'alcoolisme à son ordre du jour.

Le 14 avril 1899, le professeur DEBOVE proposa de nommer une Commission, pour étudier les moyens d'action que les Médecins des hôpitaux peuvent avoir à leur disposition pour lutter contre l'alcoolisme. Cette Com-

mission composée de MM. BÉCLÈRE, COURTOIS SUFFIT, DEBOVE, JACQUET, JOFFROY, LE GENDRE, MARIE, SIREDEY, TRIBOULET, nomma M. le Dr JACQUET rapporteur.

Son rapport a été lu dans la séance du 8 décembre 1899 et les conclusions adoptées à l'unanimité (1).

Nous les rapporterons ici textuellement :

Messieurs, nous avons à combattre l'alcoolisation *médicamenteuse*, l'alcoolisation *administrative*, le grand alcoolisme *public*.

La première, créée par nous, disparaîtra sous notre effort.

Rayons de nos prescriptions toutes préparations alcoolisées que nous ne jugeons pas *strictement* indispensables. Empêchons de toutes nos forces la diffusion, énorme aujourd'hui, des vins soi-disant « médicamenteux », dont la consommation constituera bientôt, en dehors de l'hôpital, la seule médecine populaire. Néfaste au malade, dont le penchant à l'alcoolisation se trouve ainsi accru, elle n'est point avantageuse à nombre de nos confrères, qui, comme l'a dit spirituellement l'un d'eux, tournent ainsi aux « distributeurs automatiques de vins ». Et ce rouage, tôt reconnu inutile, disparaîtra sous peu, au grand dam de la santé publique, au grand dommage aussi de notre niveau professionnel ; car tout se tient : à quoi bon les études ardues, la recherche des causes, l'observation patiente des malades, si tout doit aboutir en définitive à la « distribution automatique » de tel vin de quinquina, de coca, de kola, de phosphates, que chacun aura bientôt fait d'apprendre à choisir selon ses goûts ? Les médecins ont créé cette tendance, le public l'accepte avec joie et la généralise ; les pharmaciens ne la combattent point. Il est temps de réagir.

L'alcoolisation *administrative*, née de nos erreurs passées, disparaîtra sans peine ; il nous suffira sans doute d'attirer sur ce point l'attention de M. le directeur général de l'Assistance publique ; nous n'invoquerons pas en vain son concours éclairé (2).

(1) Alcool, maladie, mort ; rapport du Dr JACQUET, in *Presse médicale*, 9 décembre 1899.

(2) La note que j'ai analysée au début de ce chapitre fait une réserve sur ce qu'on a appelé « l'alcoolisation thérapeutique » dans les hôpitaux. Elle dit : « Il est bien évident que l'Administration ne saurait intervenir en cette matière, puisque les allocations aux malades de rations de rhum, de champagne, de vin en supplément, etc... ne sont accordées qu'à titre de médicaments et sur prescription individuelle des chefs de service.



Nous vous invitons maintenant à attaquer sur le terrain hospitalier le grand alcoolisme *politico-social*.

Et d'abord en toute occasion, CHERCHONS L'ALCOOL, dénonçons l'empoisonnement haut et clair, au lieu de parler discrètement « d'intoxication » et « d'éthylisme ».

A l'heure actuelle, tout concourt à imprimer dans le cerveau de l'ouvrier cette idée que l'alcool et les spiritueux donnent de la force, préservent des maladies, sont indispensables au travail musculaire. Agissons sur ses yeux, ses oreilles, son esprit ; effaçons de sa pensée que l'alcoolisation est nécessaire, que *c'est le métier qui veut ça*.

Voici les mesures que nous pourrions réaliser *dès maintenant* de concert avec l'administration générale de l'Assistance publique :

1° L'ignorance étant, sans contestation possible, l'une des causes du mal, nous croyons très utile de délivrer à chaque *sortant*, homme ou femme, un ou plusieurs exemplaires d'un « memento » succinct des dangers de l'alcool. Nous vous proposons d'adopter les suivants ; reproduction à peine modifiée de ceux que nous devons à la très heureuse initiative de nos collègues LE GENDRE et TRIBOULET :

AVIS IMPORTANT POUR LES HOMMES

La plupart des maladies soignées dans les hôpitaux sont causées et aggravées par l'usage des boissons alcooliques.

Toutes ces boissons sont dangereuses. Les plus nuisibles sont celles qui contiennent des essences, le vulnéraire, les prétendus apéritifs, les « amers » et surtout l'ABSINTHE, qui n'est jamais bienfaisante, et qui est le pire de ces poisons.

Les boissons alcooliques sont encore plus dangereuses, quand on les prend le matin à jeun, ou entre les repas.

On devient fatalement alcoolique, c'est-à-dire empoisonné lentement par l'alcool, même sans avoir jamais été en état d'ivresse, quand on boit tous les jours de l'alcool, des apéritifs, des liqueurs ou trop de vin (plus d'un litre par jour). Il est absolument faux, d'ailleurs, que le vin donne des forces.

L'alcool est un poison dont l'usage habituel détruit plus ou moins vite, mais inévitablement, les organes les plus nécessaires à la vie : l'estomac, le foie, les reins, le cœur et le cerveau. L'alcool cause

aussi des pituites, le tremblement, les cauchemars; il conduit souvent à la folie.

L'alcool excite, mais *ne fortifie pas*.

Il ne remplace pas la nourriture, mais il en fait perdre le goût.

Quand on boit souvent de l'alcool ou quand on boit trop de vin (plus d'un litre par jour), on est plus exposé aux maladies; les maladies et les blessures sont toujours plus graves, elles se compliquent souvent de *délire mortel*.

L'alcool cause très souvent la *phtisie*, en affaiblissant les poumons; chaque année, nous voyons des malades qui entrent d'abord à l'hôpital pour alcoolisme, et qui reviennent quelques mois plus tard atteints de phtisie.

Les parents alcooliques ont souvent des enfants qui naissent mal conformés ou idiots, ou qui meurent de convulsions.

AVIS IMPORTANT POUR LES FEMMES

L'alcoolisme, c'est-à-dire l'empoisonnement lent par l'usage habituel des boissons alcoolisées, n'existe pas seulement chez les hommes. Les médecins l'observent trop souvent aussi chez les femmes, et même chez les enfants. On s'alcoolise non seulement par l'abus du vin, par l'eau-de-vie (la goutte), le cognac, le rhum, mais par les liqueurs de toute espèce, par le vulnéraire, l'eau de mélisse, qui est en réalité de l'alcoolat, les fruits à l'eau-de-vie, par l'usage trop fréquent de vins médicamenteux (vins de quinquina, de kola, de coca, vins phosphatés) ou d'élixirs prétendus digestifs. On croit se tonifier en les prenant; en réalité, on détruit peu à peu son estomac, ses intestins, son foie, son cerveau.

Les boissons alcooliques sont d'autant plus dangereuses pour la femme qu'elle est sédentaire et vit confinée dans le mauvais air d'un atelier ou d'un restaurant, d'une brasserie.

Les professions qui exposent à la grande chaleur ou aux vapeurs du charbon (celles de blanchisseuses, de cuisinières) favorisent l'alcoolisme en provoquant la soif.

Si un homme faisant un métier rude peut boire sans trop d'inconvénients un litre de vin par jour, il y a danger pour une femme à en boire plus d'un demi-litre, d'autant plus que, de notre temps, le vin est trop souvent falsifié ou surchargé d'alcool.

Les femmes devraient faire tous leurs efforts pour empêcher les

hommes de boire avec excès. Elles sont les premières victimes de l'alcoolisme, car l'alcool et surtout l'absinthe transforment un brave homme en fou dangereux, qui brutalise et même peut tuer sa femme et ses enfants.

Un alcoolique est un père détestable; il engendre des enfants malades, qui naissent mal conformés, meurent de convulsions, ou deviennent, en grandissant, vicieux, ayant le besoin presque irrésistible de boire de l'alcool, et finissent criminels. Ces enfants expient cruellement ainsi les vices de leur père ou de leur mère, dont ils sont les innocentes victimes.

Quand les femmes enceintes, les nourrices boivent de l'alcool, des liqueurs ou trop de vin, elles nuisent à leurs enfants, qui peuvent naître avortons, difformes, ou à leurs nourrissons, qui peuvent avoir des convulsions.

On ne doit pas laisser boire de vin aux enfants, et, à aucun âge, ils ne doivent boire de vin pur.

Laisser boire aux enfants des liqueurs ou de l'alcool *est un véritable crime*.

Ces « avis », quotidiennement distribués, essaimeront dans Paris au grand profit de la vulgarisation antialcoolique.

2^e Nous croyons indispensable de réclamer pour nos infirmiers une réforme spéciale : ces dévoués serviteurs sont trop souvent victimes de la phthisie, que leur vaut la double influence de la contagion professionnelle et de l'alcoolisation.

Nous voudrions qu'en chaque hôpital ils aient un lieu de réunion convenable, avec des jeux, des journaux, des livres; local où ils puissent se distraire aux heures de loisir, et leur permettant d'échapper à la tyrannie du cabaret (1).

Cette réforme nous paraît d'autant plus désirable que nos infirmiers n'ont pas de chambre, et couchent en un dortoir commun. Les malades, ne l'oublions pas, bénéficieront de tout ce qui est de nature à élever le niveau social des infirmiers.

3^e Il nous paraît utile de constituer à titre permanent une commission dite de « l'alcoolisme », qui, au cours de l'année, étudierait

(1) Grâce à l'initiative du Dr LETULLE, les infirmiers de l'hôpital Boucicaud auront bientôt une bibliothèque-salle de réunion avec 400 volumes. M. le Dr NAPIAS, directeur de l'Assistance publique, est tout acquis à ce genre de réformes (*communication orale*).

plus spécialement les questions afférentes, veillerait à la bonne exécution des premières réformes adoptées sous votre influence, *en étudierait de nouvelles*, vous adresserait un rapport annuel sur ces divers points, bref, assurerait l'harmonie, la continuité et la progression de vos efforts.

Telles sont, Messieurs, les réformes modestes que nous vous proposons de réaliser.

*
* *

Mais nous vous convions à une autre tâche.

Nous avons l'honneur d'être les médecins du peuple : il ne nous suffit plus de sauvegarder, quand nous le pouvons, ses fils, venus à nous amoindris ou déçus.

Parlons plus haut ! parlons à ceux qui sont saufs encore. Qui donc, si nous nous taisons, fera entendre à ce pays les vérités nécessaires ?

Permettez-moi de vous rappeler ici l'appel que le président de votre commission, le professeur DEBOVE, adressait à ses auditeurs dans une leçon, qui a beaucoup contribué au mouvement d'aujourd'hui :

« Est-ce à dire que notre pays, entraîné sur cette pente fatale, soit irrémédiablement perdu ? Mon patriotisme se refuse à faire même une pareille supposition. Mais d'où viendra donc le salut ? De vous-peut-être, et c'est pour cela que je vous ai entretenus de ce brûlant sujet avec tant de complaisance.

« Vous serez médecins, vous vous répandrez par toute la France, vous agirez sur la santé publique, et même sur la santé morale par vos prescriptions et vos conseils. Si vous êtes bien convaincus des dangers que je me suis efforcé de vous montrer, si vous prêchez la sobriété par vos paroles et par vos actes, vous pouvez contribuer puissamment à changer l'opinion publique et à sauver ce pays auquel l'alcoolisme fait courir le plus grand danger qu'il ait jamais couru. »

Et tous nous dirons à nos confrères : « Oui, le salut peut venir de vous. »

Sans doute, on criera à l'inutilité de nos efforts ; ils seront insuffisants, peut-être, mais inutiles, non pas : nous savons, nous, que *rien ne se perd*. Et le salut *sera*, si nous le *voulons* fortement.

Donc, parlons et surtout agissons.

C'est autour de nous que s'instruisent les jeunes générations médicales : inspirons-leur la haine féconde de l'alcool, tueur de force et de beauté.

Eclairons l'élite de nos concitoyens : tout ce qui, en ce pays, a talent, science et conscience, combattra bientôt avec nous.

Au bout de nos efforts, il y aura, nous le savons, une forte diminution de la morbidité. Nous ne la trouverons point dommageable : donnons-nous cette gloire d'être dans l'État la corporation qui sait immoler ses intérêts privés à l'intérêt national.

La rumeur antialcoolique commence ; bientôt, si nous le voulons, elle deviendra clameur. Bientôt aussi, nos hommes politiques, quand, suivant un conseil fameux, ils « songeront à leurs circonscriptions », entendront monter d'elles, couvrant les exigences des empoisonneurs, la plainte des empoisonnés, leurs victimes.

La liberté d'empoisonner cessera alors de leur paraître sacrée ; nous aurons enfin les lois nécessaires pour fixer solidement la réforme morale conquise, et ce peuple arraché à la « servitude de l'alcool » recouvrera l'intégrité de sa vigueur première et de son clair génie.

On sent dans ces conclusions alertement écrites la chaleur, la générosité que suscitent les bonnes causes ; la Réforme sociale contre l'alcoolisme ne manque pas de vaillants auxiliaires, dans le corps médical des hôpitaux.

CHAPITRE VIII

La Lutte contre l'alcoolisme dans la Classe ouvrière

Plus je vais, plus je me convaincs que le combat pour la tempérance est la condition première de toute amélioration matérielle ou morale des classes laborieuses.

(COBDEN.)

Nous envisageons spécialement dans ce chapitre la classe ouvrière, non pas que nous croyions qu'elle soit presque seule à bénéficier du triste privilège de l'alcoolisation, — « les gentlemen qui éprouvent l'impérieux besoin d'aller essayer leurs manches sur un comptoir d'acajou luisant où quelque barmaid leur servira le cocktail incendiaire », n'ont au point de vue de l'alcoolisme rien à envier aux pensionnaires du Château-Rouge, — mais parce que, soumise à de rudes fatigues, mal nourrie, mal logée, insuffisamment instruite des dangers de l'alcool, vivant sans joies, rivée au dur labeur, elle mérite plus que toute autre la sollicitude du médecin, guérisseur des plaies sociales.

I. — L'ALCOOLISME OUVRIER

L'enquête récente du D^r BRUNON nous en donne de tristes exemples (1) : Parmi les ouvriers des villes, il

(1) *Revue d'Hygiène*, 20 mai 1899, citée plusieurs fois textuellement.

faut établir plusieurs catégories: les plus intelligents, les ouvriers de l'imprimerie, par exemple, ne se grisent pas ostensiblement, « ils s'imbibent » sans scandale, comme les employés, et boivent de préférence l'absinthe, les amers et autres boissons distinguées. Les chauffeurs, mécaniciens, chaudronniers boivent plus franchement; leurs habitudes d'ivrognerie sont lamentables.

Dans un établissement, sur 200 ouvriers, 15 sont relativement sobres. Les autres ne peuvent faire 50 mètres dans la rue sans s'arrêter au débit pour boire; l'un d'eux est cité comme ne pouvant venir à l'atelier sans être accompagné de sa femme, comme un enfant. Sans cette précaution, il ne rapporterait pas un franc pour la famille. — Un autre, maréchal ferrant, meurt à 37 ans dans le délirium tremens. Depuis 2 ans, il prend un litre d'eau-de-vie aux repas. Il emporte un demi-litre dans sa poche pour le travail; entre temps, il prend 7 ou 8 absinthes par jour.

La thèse de M. TOURDOT (Paris, 1886), citée par le Dr BRUNON, donne des observations de mécaniciens et de chauffeurs de chemin de fer, gagnant de gros salaires (3600 fr. environ), ils peuvent se bien nourrir, ils boivent quand même, et l'on comprend les terribles conséquences, au point de vue social des troubles de la vision, des hallucinations, du délire provoqués par l'alcoolisme. Il n'est pas rare de voir des mécaniciens et des chauffeurs descendre aux fonctions de nettoyeurs. Leur affaiblissement intellectuel ne permet plus de leur confier un service important.

Parmi les ouvriers du bâtiment, mêmes abus. A Rouen, dans toute escouade de plâtriers, le manœuvre âgé de 13

à 14 ans, est obligé de verser 20 centimes chez le cabaretier voisin comme les compagnons, et c'est lui qui, 2 fois dans la matinée, 4 fois dans la soirée, fait un voyage au cabaret pour apporter du « tout ensemble » (café et eau-de-vie).

Sur 50 ouvriers d'un grand atelier de menuiserie de Normandie, 49 boivent. Le contre-maitre, type du brave homme, boit plus que les autres. On boit du « champoreau » (café, sucré et eau-de-vie). L'homme de peine sort 10 fois par jour; chaque fois il rapporte une bouteille de champoreau et un verre renversé sur le goulot de la bouteille. La bouteille voyage dans tous les coins de l'atelier. On fait semblant de ramasser un morceau de bois, on se baisse et on avale un verre sans dire un mot, froidement.

D'une enquête faite chez de grands entrepreneurs de terrassements, il résulte que le total des journées perdues par suite d'excès de boissons est le double en 1898 de ce qu'il était en 1870. L'alcoolisme augmente tellement que, dans trois chantiers, des ouvriers arrivent à perdre par quinzaine après chaque paie 3, 4 à 5 jours.

Quel triste tableau nous offre encore l'existence des ouvriers des quais, « les soleils, » comme on les appelle à Rouen. Ils gagnent de 5 à 7 sous par heure et ne travaillent que pour boire. Ils ne dépensent pas plus de 4 à 5 sous pour la nourriture, tout le reste passe aux mains des cabaretiers en échange de boissons terribles (TOURDOR). Et le D^r BRUNON résume comme suit la journée alcoolique d'un ouvrier : « Le matin, l'ouvrier prend de l'eau-de-vie en quantité variable, âcre et devant augmenter la soif. Dans la matinée, la bouteille, entrée en fraude, circule de l'un à l'autre jusqu'à épuisement. A 11 heures,

sortie précipitée des ateliers. Le débitant a préparé à l'avance un nombre suffisant de verres d'absinthe, plus rarement de vermouth ou de bitter, et le consommateur ne perd pas une minute ; il avale rapidement. Le cabaretier inscrit chacun à son tour dans un ordre immuable et le jour du règlement de compte à quinzaine, il payera « une tournée générale » pour s'attacher les clients et se justifier, à ses yeux, d'avoir majoré leur note. Le repas de midi est ridiculement réduit, on le termine par un café bien « consolé ». La deuxième partie de la journée est la répétition de la première. Elle se termine à 6 heures du soir par une pérégrination dans les cabarets qui se trouvent sur le chemin de la maison. Le samedi soir, jour de paye de la quinzaine, on restera toute la soirée au café pour régler ses comptes, boire et chanter jusqu'à une heure avancée de la nuit, car ce jour-là on ne dîne pas. Le plaisir d'avoir de l'argent, la perspective de ne pas travailler pendant 2 ou 3 jours, le besoin de s'égayer un brin, l'action des alcools ingérés donnent une excitation spéciale qui ne cessera que le lundi ou le mardi suivant.

Et il semble que le fait de consommer des boissons alcooliques soit une pratique sacrée, à laquelle aucun des membres de la « coterie » ne peut se soustraire sous peine de se voir rendre la vie insupportable, de se voir exclure de l'association. Le D^r BRUNON raconte que, dans un atelier de 150 ouvriers, un homme venant du Nord ne buvait pas ; il a dû abandonner Rouen, ses camarades lui rendaient la vie insupportable et le frappaient. Nous-même avons le souvenir d'un fait analogue.

Dégénérescence physique de l'ouvrier, abaissement de sa valeur individuelle, telles sont les conséquences immé-

diales de cette alcoolisation continue, enfin, les journées de travail perdues, les salaires engloutis grâce au cabaret représentent la perte d'un capital estimé plus d'un milliard.

Ce n'est pas en continuant à descendre cette pente fatale que les ouvriers avanceront d'une heure l'amélioration de leur sort.

II. — LES CAUSES DE L'ALCOOLISME OUVRIER

Une revue rapide de quelques-unes des causes de l'alcoolisme ouvrier nous amènera naturellement à l'étude des remèdes les plus efficaces.

Un enquêteur consciencieux, qui, pour bien connaître l'ouvrier, installa un débit de vin dans le faubourg, dit ceci (1) :

« Et si vraiment c'est l'alcoolisme qui, chez l'ouvrier, produit le plus de ravages, à qui la faute ?

« A 6 heures du matin, encore mal éveillé, il part pour l'atelier. Il n'en revient que le soir à 7 heures, quelquefois plus tard, brisé, harassé, prenant à peine le temps de manger, puis il se couche et dort... à moins qu'il ne se prépare pour l'avenir de nouvelles charges. Ainsi tous les jours ! Tous les jours, le même travail manuel accablant qui le fait s'essouffler, ahâner dans la perte totale de ses forces musculaires. Tous les jours, la même existence pénible, courbée, domestiquée, sans lueurs de repos, sans joie complète.

« A ce travail, pour l'ouvrier, quelle diversion ? Où ses distractions ? où ses divertissements ? où l'oubli du labeur

(1) H. LEYRET. En plein faubourg.

interrompu ? Ignorant ou si peu instruit ! Il n'entend rien à nos livres ; et puis à un homme qui, depuis son lever, peine dix ou douze heures dans l'effort et la sueur, que parler de méditer sur l'histoire, sur la philosophie, sur la littérature ! Les théâtres ? les divertissements publics ? Cela coûte et fatigue !.. Quels plaisirs à lui offrir, qui conviennent à sa nature forte, brutale, de premier jet, ni sentimentalisée, ni intellectualisée, telle enfin qu'elle se développe dans le servage où la rive notre société. Quoi ? si ce n'est le cabaret, où, avec quelques sous à peine, il se sait le bienvenu, où, avec à peine quelques verres, il s'élève au-dessus des réalités oppressives, aviné, baveux peut-être ! à coup sûr, transporté dans le monde de l'exaltation et de la divagation par quoi il s'évade un moment de la vie de souffrance et de privations dans laquelle demain le rejettera. »

Et déjà nous commençons à entrevoir que la lutte contre l'alcoolisme sera, dans le milieu ouvrier, la guerre au cabaret et l'amélioration du sort des travailleurs. M. BUISSON, dans sa communication au VII^e Congrès anti-alcoolique, a bien montré que l'alcoolisme ouvrier est en partie lié au besoin de sociabilité et qu'actuellement il n'existe pas pour satisfaire ce besoin d'autre lieu de réunion que le cabaret.

Dans ses articles sur l'alcoolisme (1), ARVÈDE BARINE, après beaucoup d'autres, dit ceci : « L'ouvrier va au cabaret pour beaucoup de raisons parmi lesquelles il y en a de bonnes. Il faut tirer au clair ces raisons-là et s'efforcer de les supprimer (impossibilité de se désaltérer à

(1) ARVÈDE BARINE. L'alcoolisme, in *Figaro*, 30 avril 1899,

l'usine, mauvaise alimentation) (1)... Puis vient la question du logement que nous retrouverons plus loin exposée dans la lettre d'un ouvrier anglais ; et l'auteur ajoute : « Après qu'on a ôté à l'ouvrier les bonnes raisons d'aller au cabaret, il lui reste les mauvaises, et il faut convenir qu'elles ne sont pas les moins fortes. Expliquez-lui les choses... L'homme [du peuple] a besoin de savoir ; il ne peut pas deviner le danger, l'expérience lui a appris que, lorsqu'il est éreinté, son petit verre lui procure une excitation qui allège sa fatigue et lui relève momentanément le moral. Pourquoi y renoncerait-il, si personne ne lui apprend qu'il payera cet instant de bien-être au décuple, que ses enfants (ce qui le touchera bien davantage) le payeront au centuple dans leur chair et leur intelligence. »

Une autre cause, bien mise en évidence par le Dr FAID-HERBE (de Roubaix) (2), réside dans la vie politique et sociale actuelle : « les réunions électorales, syndicales, etc., se tiennent toutes dans les cabarets, et quand on ne consomme pas avant, on consomme, et beaucoup, tant avant qu'après... Les grèves, si fréquentes et parfois si longues, sont aussi pour beaucoup dans l'accroissement de l'alcoolisme ; peut-il en être autrement puisque, le plus souvent, elles sont patronnées, sinon fomentées, par les cabaretiers chez qui se tiennent les réunions, chez qui les ouvriers en rupture d'atelier s'éternisent par désœuvrement

(1) L'enquête de BÖHMERT dans 106 fabriques disséminées sur tout le territoire de l'empire d'Allemagne et comprenant plus de 100000 ouvriers a montré le rapport étroit existant entre l'alcoolisme et l'insuffisance de l'alimentation chez l'ouvrier de fabrique. (Cité par A. JACQUET (de Bâle), *op. cit.*, p. 36).

(2) La consommation des boissons hygiéniques à Roubaix. *Mouvement hygiénique*, 6 juillet 1897.

et qui, en fin de compte, sont les seuls à bénéficier de ces périodes d'agitation violente? » Il dit encore : « La création des grandes usines, en concentrant et en massant les ouvriers, a exercé une action nuisible, parce qu'elle leur a fourni des occasions plus fréquentes et plus favorables de s'entraîner réciproquement au cabaret ; la sortie en masse et la paye collective sont certainement pour beaucoup dans la fréquentation de l'estaminet. D'autre part, l'agrandissement considérable des villes, les travaux d'assainissement, la destruction d'un certain nombre de vieilles maisons ouvrières situées au centre ont éloigné les ouvriers des usines où ils travaillent : cet éloignement, les empêchant de retourner dîner chez eux, les oblige à manger au cabaret et les livre à la tentation formidable de la boisson et aux séductions intéressées des débitants. »

Peu à peu nous pénétrons plus intimement l'étude des causes de l'alcoolisme ouvrier ; et les transformations de la vie économique et sociale dans ces cinquante dernières années sont encore invoquées par d'autres auteurs.

Autrefois, dit le D^r MOTET (1), la vie de famille, plus étroite que de nos jours, imposait des mœurs plus sévères ; le cabaret était un mauvais lieu que ne fréquentaient guère les artisans, les ouvriers travaillant chez eux, ou réunis en petit nombre dans un atelier dont le patron n'était pas encore détesté. Vint presque tout à coup cette formidable poussée due aux rapides progrès de la grande industrie. Les conditions économiques de la vie furent profondément modifiées, un appel puis-

(1) L'alcool, la famille, la classe ouvrière. Congrès de Bruxelles. Comptendu, 1^{re} partie, page 19.

sant se fit vers les grands centres industriels ; l'homme, la femme, l'enfant même trouvèrent une place et de l'ouvrage dans l'usine ; mais, pour un très grand nombre, la vie de famille cessa d'être ce qu'elle avait été, ses liens se relâchèrent ; dans un logis déserté toute la journée, l'ordre, la propreté, le bien-être disparurent, le home, le « sweet home » devint de plus en plus rare ; l'ouvrier, mal à l'aise chez lui, n'y trouvant plus rien de ce qui attache, de ce qui retient, s'arrêta plus volontiers, plus longtemps dans les débits de boissons ; ceux-ci se multiplièrent à l'infini pour répondre à une clientèle de plus en plus nombreuse, qui venait chercher la chaleur, la lumière, et qui trouvait l'oubli de tous les devoirs au fond d'un verre d'alcool.

Certains vont plus loin encore et cherchent une origine en quelque sorte philosophique à la passion de l'alcool. Le Dr VAN DEN CORPUT ne disait-il pas au Congrès de Bruxelles (1) : « L'on est porté à se demander si l'alcoolisme n'est pas le résultat funeste d'un défaut d'équilibre entre le coefficient énergétique ou de résistance de l'organisme humain et les conditions nouvelles qui nous ont été créées par les grandes découvertes modernes.

« Tout nous détermine à considérer la manie ébrieuse de notre fin de siècle comme une conséquence fatale, mais vraisemblablement passagère, de la lutte sans trêve que l'homme se voit obligé de soutenir contre les exigences nouvelles de la vie intensive actuelle.

(1) Cf. L'alcoolisme, ses causes mésologiques ; son extinction physiologique. Compte-rendu du Congrès de Bruxelles, 2^e partie, p. 9.

Cf. Dr F. PIERRE, L'alcoolisme en Basse Normandie ; — chapitre sur les causes psychologiques de l'alcoolisme.

« En présence de l'épanouissement prodigieux de toutes les activités qui ont été mises brusquement en jeu par le développement rapide du progrès, le système nerveux de l'homme, pris d'une sorte de défaillance, est demeuré impuissant à réagir contre les excitations variées qui l'assaillent de toutes parts.

« L'homme a éprouvé le besoin de se monter rapidement au diapason de celles-ci. Il s'est adressé à l'alcool comme au stimulant le plus prompt et à la fois le plus séduisant qu'il eût sous la main. »

Certes la théorie est ingénieuse, mais si elle était vraie elle serait profondément décourageante. Sans nier l'influence des causes mésologiques sur le développement de l'alcoolisme, nous pensons que leur accorder une importance trop considérable pourrait nous porter à considérer la passion de l'alcool comme nécessaire et inséparable des conditions économiques et sociales actuellement existantes.

Le milieu ouvrier porte en lui-même quelques-unes des causes de l'alcoolisme. En effet, ne faut-il pas incriminer la démoralisation des apprentis par les ouvriers qui ne va pas sans l'initiation à l'abus de l'alcool. Un journal du parti socialiste belge, le « Vooruit », en trace un tableau navrant : « Le nouvel apprenti sert trop souvent de jouet aux anciens ; il est pour eux un objet de risée, on se moque de lui, son pantalon est trop court, ses cheveux sont mal peignés, etc.

« On charge l'enfant de besognes stupides, afin de pouvoir le rendre ridicule, il en est même qui vont jusqu'à le brutaliser et le frapper sous prétexte de jouer avec lui.

« N'en avons-nous pas vu qui faisaient boire à ces enfants

du genièvre et chiquer du tabac, ou bien qui tenaient devant eux des propos orduriers..... Au bout de quelques semaines de brimades et de persécution, le jeune apprenti tient à honneur d'afficher le changement que l'on a opéré sur lui-même : il jure comme un vieux matelot, crie aux femmes des polissonneries grivoises, fume comme un ture, apprend à souler des pourboires, s'initie aux « trucs », « *parfois boit de l'alcool comme un grand* ».

Pour terminer cette revue rapide des causes de l'alcoolisme ouvrier nous citerons la lettre d'un ouvrier anglais, empruntée au rapport du Conseil Fédéral Suisse sur la question de l'alcool, c'est tout le programme de la lutte contre l'alcoolisme dans le milieu ouvrier (1).

Des hommes, confinés du matin au soir dans des ateliers n'en ont pas pour cela le sentiment de la sociabilité moins développé. Ils ont besoin, le travail quotidien achevé, de se retrouver avec leurs semblables, d'échanger leurs idées et de se communiquer leurs observations. Ce besoin se trouve dans toutes les classes de la société ; par contre tous n'ont pas au même degré les moyens de le satisfaire. Le riche réunit sa société chez lui, va à son cercle ou chez d'autres en société. Le pauvre, par contre, surtout dans les grandes villes, est moins bien partagé. Le foyer de la plupart des ouvriers pauvres offre bien trop peu d'attrait et de confort pour inviter à une réunion intime avec des camarades. Souvent il ne se compose que d'une seule pièce, mal meublée, dans une maison imprégnée de mauvaises odeurs : absence de bien-être, profusion de cris d'enfants. Et le seul être qui pourrait rendre ce foyer de misère clair et habitable est souvent, par son ignorance complète des notions élémentaires et par le fait d'une éducation morale défectueuse, absolument inqualifié pour remplir ses devoirs d'épouse et de mère de famille.

Tant que les apôtres de l'abstinence continueront à partir du point de vue que c'est la passion de l'alcool qui pousse en première ligne l'ouvrier au cabaret, on n'aura pas grand'chose à attendre de

(1) Cité par JAQUET (de Bâle), *op. cit.*, p. 35.

leur intervention. Une chaîne n'est pas plus forte que son anneau le plus faible. Quelques milliers d'hommes, de femmes et d'enfants peuvent juger nécessaire de signer un engagement, d'arborer un ruban bleu, de s'abstenir de l'usage des boissons spiritueuses et du tabac par-dessus ; leur exemple restera sans effet sur les masses tant que le fondement de l'existence sociale de l'ouvrier, son foyer, offrira pour lui aussi peu de confort et d'attrait. Un cercle ouvrier confortablement installé, une cité ouvrière avec des logements salubres et agréables, valent mieux que dix mille allocutions dans des réunions de tempérance et qu'un million de témoignages sur les effets désastreux de l'alcool. Si tous les efforts faits jusqu'à présent en vue de réprimer l'usage de la bière et du tabac avaient été consacrés à élever les jeunes filles du peuple de façon à en faire des ménagères capables, intelligentes et économes, nous serions plus près que nous ne sommes du règne de mille ans d'une nation sobre. Dans une famille ainsi embellie par l'activité d'une telle mère, le fils adolescent pourrait, le travail quotidien terminé, introduire un camarade privé de foyer paternel, et il en est peu qui ne préféreraient beaucoup untel milieu au cabaret bruyant et enfumé. Dans les conditions actuelles, le père entraîne ses amis au cabaret et le fils suit son exemple. Ce serait insensé de croire qu'il suffira de fermer la porte des débits pour remédier au mal. Ce n'est pas uniquement en entravant la consommation que l'on habituera un peuple à la tempérance. Tant que l'on n'aura pas amélioré les conditions sociales, qui, dans la plupart des cas, poussent l'ouvrier au cabaret, on n'arrivera pas par la force à bannir l'eau-de-vie de ce monde.

III. — UNE ENQUÊTE

Désirant connaître l'état de la lutte contre l'alcoolisme dans la classe ouvrière, nous avons commencé une enquête dont les résultats sont encore insuffisants pour nous permettre de tirer des conclusions. Nous dirons simplement les renseignements qui nous sont parvenus.

Un de nos amis, ingénieur des mines, a, pendant les vacances dernières, visité les établissements industriels et

miniers de Nancy, Pont-à-Mousson, Mézières, du Jura et spécialement du pays de Gex, de Saint-Etienne, de Firminy, du Creusot et de Montceau, de l'Ardèche (Alais et Bessèges), des Bouches-du-Rhône, du Var et des Basses-Alpes. Nous l'avions prié de s'enquérir des efforts tentés contre l'alcoolisme, sous quelque forme qu'ils se présentassent. Le résultat de cette consultation est insignifiant :

— Dans le pays de Gex, où l'on travaille le diamant, tout ouvrier ivre est immédiatement renvoyé. Cette mesure n'a qu'un rapport lointain avec la lutte antialcoolique, car le but proposé est d'éviter la perte des matières précieuses confiées aux ouvriers.

— A Alais, la Compagnie Minière a acheté dans un rayon de 300 mètres les terrains avoisinant ses usines ; ils sont loués avec défense d'y établir des cabarets.

— A Bois d'Asson près de Fortcalquier, la Compagnie des charbonnages des Alpes a toléré l'établissement d'une cantine tenue par le maître mineur, il y a là une source d'abus sans nombre.

— Au Creusot, si riche en institutions patronales, rien de spécial contre l'alcoolisme (1).

— A Montceau, la Compagnie de Blanzv, sans lutter directement contre l'alcoolisme, emploie des moyens indirects qui semblent efficaces.

« Comme lutte directe contre l'alcoolisme, nous ne faisons rien, mais il y a des moyens préventifs indirects, que

(1) Depuis une dizaine d'années, on distribue au Creusot, pendant les grandes chaleurs, du café pour couper l'eau. — Depuis l'année dernière, on distribue une boisson amère, fabriquée avec un extrait acheté en Suisse, la composition en est inconnue.

Avant la distribution du café, on avait donné aux hommes travaillant au feu de l'*absinthe* (!) pour couper l'eau.

nous employons et qui, à mon avis, sont les plus efficaces. D'abord chez nous l'alcoolisme « à domicile » n'existe guère, à l'encontre de certaines régions, la Normandie par exemple. La lutte contre l'alcool devient donc simplement la lutte contre le cabaret. Contre le cabaret, deux moyens préventifs :

« 1° Amener l'homme, ouvrier ou paysan, à aimer son foyer ;

« 2° Eviter les agglomérations.

« La Compagnie de Blanz, qui a fait beaucoup pour les institutions philanthropiques, tend à ce que chaque ouvrier possède son logement en propre ; il est évident que l'ouvrier propriétaire de sa maison aimera y rester, il aura à cœur de l'embellir, de l'entretenir de son mieux et de cultiver le jardin très grand qui l'agrémente : autant de conquis sur le cabaret. Chaque maison coûte environ de 2000 à 2500 fr., l'ouvrier qui en obtient une se libère de la dette ainsi contractée par une retenue de 10 0/0 sur son salaire ; au bout d'une dizaine d'années, le paiement est effectué. De plus les terrains sont achetés autant que possible très loin, à la campagne, et les logements se trouvent ainsi extrêmement disséminés. On ne connaît pas chez nous l'odieux « *coron* » du Nord, rappelant la vie de caserne. Il existe seulement deux hameaux bâtis sur ce modèle, c'est l'exception.

« Il s'en suit que les ouvriers vivant à la campagne ont trop loin pour aller au cabaret, ils s'y rassemblent moins souvent. Un très grand nombre restent chez eux, cultivent des pommes de terre et élèvent du bétail, quelques-uns ont même un peu de vigne (1). »

(1) Renseignements fournis par M. P. CHEVAUCHE, ingénieur des mines.

De l'usine de Neuves-Maisons à Pont St-Vincent (Meurthe-et-Moselle), on nous écrit : « Pour lutter contre l'alcoolisme, nous avons un économat (1) où les ouvriers trouvent tout ce qui leur est nécessaire pour leur nourriture et de plus beaucoup d'objets nécessaires à leur entretien. Tous les ans, ils touchent environ 7 0/0 de l'argent dépensé par eux à l'économat. Il existe aussi un fourneau économique où un grand nombre d'ouvriers prennent pension, ils y trouvent une nourriture saine et abondante. » Dans cette lettre on insiste particulièrement sur la tentation provoquée par le nombre croissant des débits, sur la nécessité de peines sévères contre les marchands de boissons malsaines et frelatées, sur la nécessité du rôle éducateur de l'école et l'on ajoute : « Les patrons ne pourront arriver à rien de sérieux, s'ils ne sont fortement soutenus par l'État... Nous sommes tout disposés à appliquer les remèdes qui nous seront indiqués (2). »

Dans le Pas-de-Calais, la Société des mines de Lens interdit formellement l'ouverture de débits dans les corridors (3).

Nous savons d'autre part qu'un certain nombre d'industriels du Nord, réunis récemment à Lille, ont décidé de porter tous leurs efforts sur la lutte contre l'alcoolisme.

A Paris, M. le Dr GILLES DE LA TOURETTE, médecin en chef de l'Exposition de 1900, a tenté un réel effort contre l'alcoolisme sur les chantiers de construction. Il avait

(1) Rappelons que les économats sont dignes d'approbation : 1^o s'ils ne portent pas un préjudice sérieux au commerce local ; — 2^o si leurs bénéfices sont acquis aux ouvriers ; — 3^o s'ils n'ont pas pour résultat d'enchaîner l'ouvrier à l'usine qui a fondé l'économat.

(2) Communiqué par M. de CACQUERAY, ingénieur des mines.

(3) Communiqué par M. DINOIRE, ingénieur en chef du jour.

remarqué que l'alcool et l'absinthe étaient souvent fournis aux ouvriers par les entrepreneurs eux-mêmes, aussi a-t-il interdit le trafic de boissons alcooliques sur les chantiers. Une boisson rafraîchissante composée avec de la glycyrrhizine et de la teinture de gentiane est mise à la disposition des ouvriers. Tout travailleur blessé étant en état d'ivresse ne touche pas d'indemnité.

Tels sont les rares exemples de lutte contre l'alcoolisme dans le milieu ouvrier que nous avons pu recueillir jusqu'à présent.

IV. — LE ROLE DES CHEFS D'INDUSTRIE

Les bonnes volontés sont nombreuses, mais elles manquent de direction et souvent ne savent que tenter ; à côté de cela, nous trouvons beaucoup d'indifférents qui ne veulent pas voir le péril, ou aiment mieux s'en désintéresser.

« Ils s'empareraient volontiers, dit M. A. FOUILLÉE, des préceptes des économistes individualistes qui soutiennent que le travail n'est qu'une « *marchandise* » ; que le patron ne doit rien de plus à l'ouvrier que le « *salaire* » ; qu'une fois le travail livré par l'un, payé par l'autre, tout est fini juridiquement entre eux. Certes, au *sens purement économique*, le travail est une marchandise, rien de plus..... Mais dans le *sens sociologique, moral et religieux*, le travail représente, selon l'expression de TAYLOR, les énergies accumulées de créatures vivantes et sentantes, entre lesquelles il y a une solidarité nécessaire. De plus, ces énergies vivantes font elles-mêmes partie d'un organisme plus vaste, en dehors duquel elles ne sauraient vivre, et

qui est la société entière, avec sa solidarité, enveloppant tous ses membres, dans le passé, dans le présent, dans l'avenir. On a donc eu raison de répondre aux individualistes que tout n'est pas fini entre le patron et l'ouvrier, après la livraison de la main-d'œuvre et son paiement (1). »

Voyons donc quels sont les devoirs des chefs d'industrie (2).

Tout patron qui voudra entreprendre contre l'alcoolisme une campagne fructueuse devra tout d'abord *devenir* lui-même *un tempérant*, c'est-à-dire arriver à l'abstention progressive, sinon brusque, de tout spiritueux; c'est une condition indispensable, car en vertu de quels principes irez-vous prêcher à vos ouvriers l'abstinence d'alcool, si vous-même en usez, si vous usez abusez des vins généreux; pourquoi demanderez-vous aux malheureux, pour qui le cabaret est le seul lieu de plaisir, de s'en éloigner si vous fréquentez les cafés; comment oseriez-vous demander à celui qui ne connaît d'autres rêves que le cauchemar de l'ivresse de briser son idole, si vous, qui avez les joies de la famille, les jouissances esthétiques, littéraires, philosophiques, n'estimez pas funeste l'usage de l'alcool?

Ce sacrifice est nécessaire, indispensable, et faudra-t-il désespérer de voir les patrons atteindre à la maîtrise de soi-même que le parti socialiste belge prêche à ses adhérents?

Cette réforme accomplie, vous serez écouté et vous pouvez commencer *la propagande dans votre entourage* : créez

(1) A. FOUILLÉE. L'idée de justice sociale. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1899.

(2) Nous suivrons dans cet exposé le plan d'une conférence faite à Lille, par le Dr FAIDHERBE, nous le citerons souvent textuellement.

parmi vos employés un noyau d'auxiliaires dévoués — c'est la tactique qui a déjà été indiquée pour l'officier vis-à-vis du soldat — car « si vous ne pouvez compter sur eux, votre campagne échouera fatalement. Si vos employés sont des alcooliques, ils agiront d'une manière malsaine sur les hommes placés sous vos ordres, tout à la fois par leur exemple, par leur résistance à vos efforts, par leurs railleries et par leurs manœuvres plus ou moins avouées, car ils seront intéressés, par leur propre vice, à faire échouer la campagne que vous mènerez et ils ne s'y épargneront certainement pas ».

Ils seront de plus les intermédiaires entre vous et vos ouvriers, car ainsi que le D^r DE VAUCLEROY, secrétaire général de la ligue patriotique belge contre l'alcoolisme, nous l'écrivait récemment :

« Les ouvriers ont une certaine défiance contre tout ce qui vient du patron. Le « Timeo Danaos... » est vrai surtout dans la classe laborieuse. Elle est toujours tentée de voir un but intéressé dans les mesures les plus utiles prises à son égard. »

Malgré cela, agir sur les ouvriers par des moyens sûrs et peu tapageurs, les engager à assister aux conférences antialcooliques qui se font dans la ville, distribuer des brochures et des journaux antialcooliques, — ainsi en Belgique le Bien-Etre social est distribué dans une vingtaine d'usines ; — la création de sociétés antialcooliques sera d'un heureux effet, « elles favorisent le rapprochement « des patrons et des salariés, de manière que les premiers « connaissent les hommes en qui ils peuvent avoir confiance et que les seconds voient qu'on leur tient compte « de leur bonne volonté et de leurs sacrifices ».

Enfin il faut que la discipline des ateliers soit très sévère au point de vue de l'introduction des alcools et que par contre le patron n'hésite pas à donner à ses ouvriers le moyen de calmer leur soif par des boissons rafraîchissantes. Une mesure introduite dans l'usine de G. DIETERLEN, STEINHEIL ET C^e à Rothau (Alsace), semble avoir diminué l'habitude de « tuer le ver » en venant à l'atelier : Chaque homme, à son entrée, touche une tasse de bon café, on distribue ainsi 125 litres de café fournissant environ de 6 à 700 tasses, le prix de revient n'atteint pas 2 centimes par tasse.

L'établissement de cantines ou d'économats sert efficacement la lutte antialcoolique, en permettant à l'ouvrier de se nourrir convenablement sans être obligé de consommer de spiritueux.

Le renvoi des alcooliques invétérés est nécessaire et même légitime, car conserver ces malades, c'est entretenir chez soi « une cause permanente de troubles et de périls graves ». Par contre, favoriser les ouvriers sobres, en les employant de préférence aux autres, en leur donnant l'avancement compatible avec leur capacité et la bonne marche de l'usine et même en augmentant leurs salaires, comme le fait le Directeur du gaz de Bruges (Belgique), qui n'emploie que des tempérants et donne une majoration de 5 0/0 aux abstinents complets.

Ce que nous avons dit de l'action démoralisante des ouvriers sur les apprentis nous montre la nécessité pour le patron d'apporter tous ses soins à la préservation de ces jeunes recrues, la nécessité de prolonger l'action de l'instituteur, d'être l'auxiliaire de la famille, en encourageant

la fréquentation de l'école du soir, en favorisant l'inscription dans les sections antialcooliques d'adolescents.

Tels sont les moyens directs que les patrons emploieront pour lutter contre l'alcoolisme.

V. — LES HABITATIONS OUVRIÈRES

Nous avons vu, dans notre revue rapide des causes de l'intempérance, l'influence des mauvaises conditions du logement. C'est là un fait reconnu par tous. Dans l'enquête de 1872 sur les conditions du travail en France, on lit : « Le logis de l'ouvrier laisse trop à désirer sous le rapport de l'étendue, la famille a peine à s'y établir. *Le cabaret restera pour l'ouvrier une distraction fatale*, aussi longtemps que le logement réformé ne lui donnera pas le goût de son intérieur (1).

Depuis un certain nombre d'années, nous avons vu, en France, sous l'impulsion d'hommes tels que M. G. PICOT (2), se multiplier les sociétés d'habitations ouvrières à Paris, Lille, Amiens, Marseille, Bordeaux, Rouen, Lyon, etc., en tout 22 sociétés; de grands industriels (MAME à Tours, MENIER à Noisiel), des Compagnies (Cie des Messageries maritimes) ont fourni à leur personnel des moyens d'acquérir un logement qui devient leur propriété.

Ce sont là de louables efforts. Favoriser ces sociétés, en provoquer la création, autant de moyens pour les industriels de lutter indirectement contre l'alcoolisme. Montrer à leurs ouvriers qu'en cessant de boire de l'al-

(1) Cité in CAUWÈS. Traité d'économie politique, t. III, page 69.

(2) G. PICOT. Un devoir social. Les logements ouvriers, 1885.

cool ils pourront économiser de quoi se créer un foyer. On a calculé que la dépense hebdomadaire, par ménage, pour les boissons spiritueuses (vin et bière non compris), s'élève à 2 fr. 55 environ. Cette somme dépasse et de beaucoup la quotité requise par les différentes sociétés d'habitations ouvrières pour permettre à l'ouvrier d'acquérir une maison commode et confortable (1). On peut encore dire à ces laborieux qu'en estimant à 100 francs par an l'épargne qu'ils pourraient réaliser en se privant d'alcool, cela ferait en 20 ou 22 ans un pécule qui ne serait pas moindre de 3000 fr. par individu. Les 4 millions d'ouvriers de l'industrie française se trouveraient à la tête d'un capital de 12 milliards de francs, c'est-à-dire que, syndiqués, ils pourraient conquérir la majorité dans les assemblées d'actionnaires de presque toute la grande industrie du pays. Cela vaudrait peut-être la peine de renoncer à s'empoisonner (COSTE) (2).

* *

Une autre œuvre qui n'est pas expressément dirigée contre l'alcoolisme, mais peut concourir à le réduire en améliorant le sort des travailleurs, est celle des *Jardins ouvriers*, œuvre d'assistance par le travail qui consiste à donner à des pauvres gens la location gratuite des terres dont ils font des jardins potagers. Elle a pris naissance à Sedan, sous l'impulsion de M^{me} HERVIEU, qui fut guidée par deux idées : l'homme n'est pas fait pour mendier, il est

(1) GARTON de WIART, Compte-rendu du Congrès de Bruxelles 1^{re} partie, page 98.

(2) COSTE. Aux insoucians qui s'alcoolisent sans le savoir. Tract. édité par la Soc. Franc. de Tempérance.

fait pour travailler ; l'homme a le droit de vivre de son travail et par son travail (1).

Faciliter l'accession à la petite propriété en rendant insaisissables, exempts d'impôts et de frais de succession la maison de famille et son jardin acquis par le travail, tel est tout le programme de l'école terrianiste qui a envoyé à la Chambre, sur ce programme, l'abbé LEMIRE et dont un des plus actifs représentants est le Dr LANCRY, de Dunkerque (2). Grâce à une campagne très active de notre confrère, des « Jardins ouvriers » se sont créés à Montreuil-sur-mer, Rosendaël, Arras, Hazebrouck, Graveline, Valence, Dijon, Nantes, Amiens, Albi, Saint-Brieuc, Orléans, Rennes, Mende, Nancy, Paris, etc. A Besançon c'est le bureau de bienfaisance qui a partagé entre diverses familles pauvres deux grandes pièces de terre, l'essai a parfaitement réussi. A Saint-Étienne, sous l'impulsion d'un jésuite, le père VOLPETTE, l'œuvre a pris une grande extension. On a loué en 1898 une ferme de 5 hectares 50 ares. L'assistance s'étend à plus de 400 familles comprenant 9.500 personnes. De plus, par l'institution d'une caisse rurale, on prévoit le moment où toutes les familles auront construit une habitation sur leur terrain. Le règlement de cette caisse n'exige de tout adhérent que 3 conditions.

1° Une réputation d'honnêteté notoire ;

2° *Ne pas fréquenter les cabarets ;*

3° Avoir un travail régulier assuré et non occasionnel.

(1) Elle a raconté comment elle fut amenée à pratiquer cette assistance par le travail de la terre. Voir article de MAX TURMANN in *La Quinzaine*, du 1^{er} octobre 1899.

(2) Cf. Dr G. LANCRY, *Le Terrianisme*, 1899. Dunkerque.

L. RIVIÈRE, *Les jardins ouvriers, en France et à l'étranger*, 1899.

C'est au même but que vise la Ligue française du coin de terre et du foyer dont le D^r LANCERY est secrétaire général.



Dans les grandes villes, par suite des progrès de l'hygiène, de la nécessité d'ouvrir de nouvelles voies de communication, on voit des quartiers entiers disparaître sous la pioche des démolisseurs et souvent à la place d'habitations ouvrières s'élèvent de somptueuses demeures et de plus en plus l'ouvrier, nouveau paria, se trouve repoussé loin de son travail en même temps que la rareté des logements et l'élévation de leur prix l'obligent à se contenter d'une chambre exiguë pour toute sa famille. Récemment la tribune de la Chambre a retenti des protestations d'un député de la droite, M. LEROLLE, au sujet de ces expropriations en zone, mais le sort des travailleurs préoccupe-t-il vraiment la majorité de nos parlementaires ? Et ce n'est pas là une question nouvelle, François MYRON, prévost des marchands, écrivait déjà à Henry IV :

Cher Syre, permettez que je me retire. En jurant fidélité au roy, j'ai promis de soutenir la royauté. Or, Votre Majesté me commande un acte pernicieux à la royauté... Je refuse ! Je le répète à mon cher maître et souverain bien-aimé : c'est une malheureuse idée de bas-tir des quartiers à usage exclusif d'artisans et d'ouvriers.

Dans une capitale où trosne le souverain, il ne faut pas que les petits soient d'un costé et les gros et dodus de l'autre. C'est beaucoup beaucoup mieux et sûrement, quand tout est meslangé. Vos quartiers povres deviendraient des citadelles qui bloqueraient vos quartiers riches. Or, comme le Louvre est la partie belle, il pourrait se faire que les balles vinssent ricocher sur votre couronne... Je ne veux pas, syre, estre le complice de cette mesure.

François MYRON.

Prévost des marchands.

Il serait peut-être utile, pour ne pas aggraver de plus en plus cette situation, que les autorités compétentes adoptassent les propositions suivantes, votées par la Commission belge du travail :

1^o Il y a lieu de réserver pour la construction des maisons ouvrières une partie des terrains expropriés;

2^o Il y a lieu d'obliger l'expropriant à construire un certain nombre de maisons pour remplacer celles qui ont été expropriées;

3^o Il y a lieu d'obliger l'expropriant à construire ces maisons sur les terrains expropriés (1).

VI. — LA FEMME CONTRE L'ALCOOL (2)

En général, à notre époque, la femme n'est pas élevée en vue de son rôle de mère de famille et de « femme de ménage ». Il y a là, cependant, dit M^{me} Juliette ADAM, une œuvre qui n'a rien d'inférieur, comme beaucoup de femmes se l'imaginent.

Et cela est surtout sensible dans la classe ouvrière, où la mauvaise tenue du ménage (3), la nourriture mal préparée, poussent le père de famille à désertier son logis pour le cabaret.

Un pédagogue belge, M. SLUYS, le disait au Congrès de Bruxelles : On répète volontiers la formule : « *l'école pour la vie* », et on ne l'applique pas ou on l'applique mal. Il est de la plus haute importance sociale d'élaguer du programme d'enseignement des filles des notions sans utilité pratique...; l'hygiène, la pédagogie maternelle, les

(1) Cf. Rapport du Dr DEFFERNEZ au Congrès de Bruxelles, 1^{re} partie, page 142.

(2) Voir l'ouvrage détaillé de L. FRANK : La femme contre l'alcool.

(3) Cf. M^{re} TURINAZ, Trois fléaux de la classe ouvrière.

notions élémentaires d'économie domestique, l'art de conduire un ménage avec intelligence et économie, de préparer des mets simples et nourrissants, de faire le marché, d'entretenir et de raccommoder les vêtements, en un mot, tout ce que la mère de famille doit savoir *pour rendre la maison confortable, en faire un milieu éducatif et récréatif*, devrait constituer le programme essentiel des écoles primaires de filles.

Puisque le rôle de ces écoles n'est pas ainsi compris, il importe de multiplier les écoles ménagères et d'enseigner aux femmes et aux filles d'ouvriers leur rôle dans la lutte antialcoolique, ce sera le rôle des femmes et des filles d'industriels.

1° **Les écoles ménagères** (1). — Trop peu nombreuses en France jusqu'à ce jour, on en compte en Belgique plus de 200. En 1896, la contribution du gouvernement belge pour favoriser ces institutions s'est élevée à 100.000 fr. Les écoles ménagères donnent des cours théoriques : notions d'hygiène et d'économie domestique, soins des enfants et des malades ; des notions pratiques : entretien et propreté des habitations et des meubles, lavage et repassage du linge, couture et raccommodage des vêtements, etc... M. ROMBAUT fait remarquer que les mères de familles ont d'abord refusé d'envoyer leurs filles à ces écoles, mais que les pères se sont montrés plus favorables ; la lettre suivante écrite par un ouvrier houilleur belge le prouve et résume en même temps les bienfaits de l'école ménagère :

(1) Eug. ROMBAUT. Les écoles ménagères en Belgique. *Réforme sociale*, 1896, t. II, page 765.

Comte EUG. DE LA BATIE, Manuel d'enseignement agricole, édité à Chambéry. Nombreux renseignements sur les écoles ménagères, en France, en Belgique, en Russie.

Toutain-l'Évêque, le 2 février 1896.

Monsieur le Directeur,

Je vous demande de recourir à votre journal, pour remercier l'ancienne administration communale d'avoir créé une école ménagère en notre ville, je remercie aussi beaucoup la directrice.

Ma femme, qui n'avait jamais jusqu'à notre mariage, été qu'à la fosse, trouvait inutile d'envoyer une de nos filles à cette école, mais moi je l'ai voulu ainsi et ma femme est bien contente, notre maison est bien changée; au lieu des canadas (pommes de terre), du café ou un peu de bouilli le dimanche, nous avons maintenant des petits repas plus agréables, qui ne nous coûtent pas plus cher et nous nous en portons mieux. D'une masse d'affaires qu'on ne mettait pas à profit, notre fille nous fait des bonnes choses qui nous surprennent; je conseille à tous mes camarades, ouvriers comme moi, de faire aller leurs filles à cette école; je ne voulais pas croire auparavant, qu'on pouvait vivre mieux et à moins de frais que cela coûte d'ordinaire aux ouvriers.

Mais il est de toute importance que les notions enseignées s'adaptent aux nécessités du milieu où ces jeunes filles sont appelées à vivre. Ce ne sont pas des servantes ou des femmes de chambre pour la ville qu'il faut faire, mais de bonnes ménagères.

2^o Le Rôle des femmes et des filles d'industriels. — Tandis que les chefs d'industrie s'occupent d'améliorer le sort de leurs ouvriers, ce serait le rôle naturel de leurs femmes ou de leurs filles de se préoccuper de l'éducation des femmes et des filles d'ouvriers. L'exemple suivant pourrait les inspirer (1).

En 1862, M^{me} Michel PERRET, femme d'un industriel, fut frappée de la misère et de la malpropreté qui régnaient dans les familles ouvrières de Tullins (Dauphiné).

(1) Cf. *Réforme sociale*, 16 novembre 1896.

Son mari avait déjà fondé une école du soir pour les garçons. Elle s'occupa des jeunes filles, en fit venir une chez elle, puis 2, 3, pour leur apprendre à coudre. Elle arriva au bout de quelques mois à réunir tous les jeudis 500 jeunes filles. Réparation de leurs vêtements, confection d'objets utiles, tel est le programme. M^{me} PERRET, aujourd'hui suppléée par M^{lle} CHAPUY, donne chaque jeudi une double note pour le travail fait sur place et la tenue personnelle. Toutes ces notes comptent pour la distribution des prix. Il n'y a ni livres, ni couronnes, mais des objets utiles : mouchoirs, tabliers, chemises, serviettes, d'après ce que l'on sait convenir à la famille. Les prix d'honneur sont une année d'apprentissage chez une couturière et 4 mois chez une blanchisseuse.

Le but proposé, M^{me} PERRET le rappelait à ces fillettes dans une allocution charmante : « ... Il faut, chers enfants, que vous déchargiez votre mère de l'entretien du linge, que vous mainteniez l'ordre et la propreté dans vos maisons, que vous rendiez douces et agréables les heures que votre père passe au sein de la famille, en un mot que vous soyez les fées laborieuses du foyer. » Les résultats obtenus ont dépassé les espérances, les ménages sont mieux tenus, la caisse d'épargne reçoit de plus abondantes économies, les hommes restent plus volontiers à la maison.

Les initiatives semblables sont trop peu nombreuses.

VII. — LES CAFÉS ET RESTAURANTS DE TEMPÉRANCE -- LES CERCLES OUVRIERS

En même temps que l'on cherchera par tous les moyens exposés ci-dessus à éloigner l'ouvrier du cabaret,

il faudra se rappeler qu'on le fréquente moins pour y boire que pour satisfaire un besoin de sociabilité. Comme l'a dit un publiciste, c'est « le point de rencontre des activités au repos, la *lesche* des anciens, le lieu des entretiens de hasard, des chocs imprévus de sentiments et d'idées, l'occasion propice aux consultations publiques, la foire aux hyperboles de critique ou d'espoir ». Avant de tuer le débit d'alcool, il faut le remplacer.

Il serait à souhaiter qu'un mouvement analogue à celui que vit l'Angleterre il y a 25 ans (1) multipliât en France les Cafés de Tempérance, qui pourraient donner, mieux même que les débits actuels, l'attraction d'un brillant éclairage, la chaleur d'un bon feu, sans la nécessité de consommer des alcools variés. Et mieux encore que de simples cafés, des Restaurants de Tempérance où le travailleur, souvent obligé de déjeuner hors de chez lui, puisse trouver pour un prix modique une nourriture saine et réconfortante, sans l'appât de l'alcool.

Grâce à l'Union Française antialcoolique, et surtout grâce à une généreuse donatrice, on peut voir, depuis le mois de novembre 1898, au 43 de la rue Saint-Bernard, un restaurant de Tempérance à l'enseigne « Aux petits repas hygiéniques » (2). Les repas ont lieu de 6 heures à 8 heures du matin, de 11 heures à 1 heure et de 6 heures à 8 heures 1/2 du soir.

Toute la journée, on peut y consommer du thé, du café, chocolat, etc. On ne donne pas plus d'un quart de litre de

(1) En 1894, on comptait dans la Grande-Bretagne 7000 restaurants, cafés ou cercles populaires de tempérance.

(2) Cf. *L'Alcool* de mars 1899.

L'Economiste français, 4 novembre 1899.

vin par repas (0 fr. 25 le blanc ; 0 fr. 20 le rouge), ou une canette de bière. Une boisson hygiénique (1) non alcoolique vendue 0 fr. 05 le carafon ou 0 fr. 15 le litre a beaucoup de succès. Le prix des portions varie de 0,15 à 0 fr. 50, le café coûte 0 fr. 15, le chocolat ou le thé 0,10. En mars 1899, il y avait 60 abonnés et l'on avait servi 6700 repas. Divers jeux, des livres, des journaux sont à la disposition de la clientèle.

La section havraise de l'Union antialcoolique a fondé un restaurant semblable, rue Gustave Brindeau ; deux autres sont en perspective, sans compter les roulottes qui circulent sur les quais.

A Paris, la Société de la Croix Bleue a ouvert un restaurant, 11, place du Commerce, à Grenelle. Enfin rue Meslay 61, existe, sous le nom de pension de famille, un établissement où l'on trouve café, thé, chocolat à toute heure. Aux repas on ne donne pas plus d'un quart de litre de vin.

Et c'est tout !

Comme complément de ces cafés et restaurants de tempérance, il faudrait créer des cercles ouvriers basés sur le même principe. L'Angleterre nous donne sur ce point, comme sur bien d'autres, un magnifique exemple :

A Liverpool, le club des abstinents comprend, au rez-de-chaussée, un restaurant et un café ; au premier étage, des salles de réunion et de lecture, une bibliothèque, une caisse d'épargne, un bureau pour les assurances sur la vie. Partout la plus grande propreté et le confort. Un jardin sert aux amateurs d'exercices corporels. Ce club est fré-

(1) Voir sa composition dans le journal *l'Alcool* de septembre 1899.

quenté par 1200 ouvriers, son budget est de 200.000 fr. (Dr SÉRIEUX.)

A Londres, le Palais du Peuple pour abstinents possède : une salle de concert pour 3.000 personnes, un grand restaurant économique, une bibliothèque, un jardin d'hiver, des salles de jeu, de réunion, de conférence, des bains, etc.

En France, il n'existe rien de semblable.

VIII. — L'ACTION MORALE

Mais suffira-t-il, dans cette lutte contre l'alcoolisme, de diminuer les heures de travail, d'améliorer l'alimentation, le logement de l'ouvrier, de lui procurer des distractions saines et reposantes? Beaucoup ne le pensent pas.

« Le problème se complique nécessairement de la création d'une mentalité supérieure, de l'institution au plus profond de l'être de cette discipline personnelle qui est le seul instrument efficace de progression morale de l'humanité.... Il s'agit d'apprendre aux rêveurs à vivre d'un noble rêve, au lieu de se dégrader et de se tuer pour de basses visions de folie (1). »

« La lutte pour l'amélioration de la condition des ouvriers doit s'attacher à son amélioration morale en même temps qu'à son amélioration matérielle ; je dis que les défenseurs du peuple doivent être aussi ses éducateurs, qu'ils doivent lui montrer sans cesse comme idéal non seulement l'acquisition d'un peu plus de bien-être matériel, mais aussi la conquête d'une intellectualité plus haute, d'une moralité plus parfaite. Ils doivent lui

(1) G. CLÉMENTEAU. *Le grand Pan*, p. 269.

répéter que le bonheur n'est pas absolument proportionnel à l'élévation. Que le fait de figurer ici ou là dans le cortège social n'est pas une condition, de bonheur ou de misère, et c'est ainsi qu'ils doivent, en même temps qu'ils améliorent sa condition, le mettre toujours mieux à même de jouir de l'amélioration qu'il aura conquise (1). »

C'en est en effet une loi générale de l'histoire que le progrès moral et social est toujours en retard sur le progrès matériel et scientifique (2). Aussi, pour lutter efficacement contre l'alcoolisme ouvrier, ne suffit-il pas de favoriser l'amélioration du sort des travailleurs par tous les moyens proposés, il faut encore encourager, développer toutes les institutions qui se proposent l'éducation du Peuple, comme la Fondation universitaire de Belleville, comme les Universités populaires, comme les Patronages, les Cercles d'études sociales, les Collège Settlements, etc.

Tels sont les moyens à mettre en œuvre pour favoriser la Réforme sociale, qui permettra au Peuple de France de secouer le joug de l'alcoolisme.

(1) CARTON DE WIART, Congrès de Bruxelles, 1^{re} partie, page 102.

(2) A. FOULLÉE, Le progrès social en France. *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1899.

CONCLUSIONS

Pour lutter contre l'alcoolisme, facteur de dégénérescence pour l'individu et pour la race, on est en droit d'attendre les réformes suivantes des Pouvoirs publics.

I. — L'ACTION LÉGISLATIVE

- Suppression du privilège des bouilleurs de crû.
- Surélévation de l'impôt sur l'alcool.
- Etablissement d'un impôt progressif atteignant toutes les boissons alcooliques, plus juste et plus conforme aux données du problème hygiénique et par conséquent préférable à la surélévation de l'impôt sur l'alcool.
- Dégrèvement du thé, du café.
- Maintien des droits sur les boissons dites hygiéniques.
- Application des lois existantes.
- Introduction dans la loi du principe qui assimilerait les dettes de cabaret aux dettes de jeu.
- Vote de la loi sur la limitation légale des débits, déposée au Sénat, en y introduisant les modifications nécessaires pour laisser aux communes la facilité de pratiquer l'option locale ou l'essai du système de Gothenbourg.

Mais comme l'État professe volontiers qu'il ne peut ré-

primer l'alcoolisme qu'autant que les mœurs s'y prêtent ; il faut amener une Réforme sociale, en luttant contre l'alcoolisme : dans l'école, dans l'armée, dans la marine, par le clergé, par le médecin, dans la classe ouvrière.

II. — LA LUTTE DANS L'ÉCOLE

— Extension et obligation de l'enseignement antialcoolique organisé par la circulaire de M. RAMBAUD (9 mars 1897), dans les écoles normales d'instituteurs, dans les écoles primaires, dans les établissements d'enseignement secondaire.

— Éducation antialcoolique dans le milieu scolaire, par les Sociétés de tempérance.

— Introduction de l'enseignement antialcoolique dans les écoles libres.

III. — LA LUTTE DANS L'ARMÉE

— Restriction, puis prohibition de la vente de l'alcool dans les cantines.

— Boissons hygiéniques pour le soldat : thé, kéfir à l'eau, etc.

— Suppression des cantines remplacées, pour les sous-officiers, par des mess en gestion directe, pour les hommes, par un guichet de débit d'aliments et de boissons saines, achetés sur le fond d'économie des ordinaires.

— Action effective des chefs de corps dans la surveillance des débits des garnisons.

— Création de sections de tempérance dans les unités (compagnies, batteries).

- Création de cercles de soldats dans la caserne.
- Enseignement de l'antialcoolisme aux officiers.

IV. — LA LUTTE DANS LA MARINE

Pour la marine de l'État : Réglementation et surveillance des débits dans les ports de mer.

— Fondation d'un Cercle des Equipages de la Flotte dans chaque port militaire : Toulon, Brest, Lorient, Cherbourg, etc.

Pour la marine du commerce : création de Maisons de Marins dans les ports qui n'en possèdent pas.

— Arriver progressivement, dans les maisons existantes, à éliminer toute boisson distillée, notamment les apéritifs.

Pour les pêcheurs de Terre-Neuve et d'Islande : développer les « OEuvres de mer ».

— Réformer les conditions d'aménagement des postes d'équipages.

— Supprimer l'alcool alloué par les prescriptions réglementaires et organiser une surveillance rigoureuse à l'embarquement.

V. — LA LUTTE PAR LE CLERGÉ

— Introduction de l'enseignement antialcoolique dans les écoles libres.

— Education antialcoolique dans les patronages et toutes réunions où l'action du prêtre peut s'exercer.

VI. — LA LUTTE PAR LE MÉDECIN

— Disparition de l'alcoolisation médicamenteuse.

— Dans les hôpitaux, où il atteint la classe ouvrière, le médecin s'attachera à dissiper l'ignorance sur la valeur de l'alcool ;

— Il ne négligera pas les infirmiers et infirmières et réclamera la création de salles de réunion, de bibliothèques à leur usage.

— Le médecin se souviendra de son rôle social : Il sera un des plus vaillants champions de l'antialcoolisme ; son éducation devra l'y préparer spécialement.

VII. — LA LUTTE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

— Propagande des chefs d'industrie.

— Création de Sociétés de tempérance entre patrons et ouvriers.

— Distribution de boissons rafraîchissantes et hygiéniques dans les usines, ateliers, etc.

— Interdire l'introduction de l'alcool dans les usines.

— Renvoi des alcooliques invétérés.

— Amélioration des habitations ouvrières.

— Création d'écoles ménagères.

— Enseigner à la femme du peuple son rôle dans la lutte antialcoolique.

— Création de cafés et restaurants de tempérance, de cercles ouvriers.

— Education du peuple.

Vu le Président de Thèse,
A. JOFFROY.

Vu : le Doyen,
BROUARDEL.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	9
INTRODUCTION. L'alcoolisme facteur de dégénérescence pour l'individu et pour la race.....	11
1 ^o Morbidité et mortalité.....	12
2 ^o Aliénation.....	15
3 ^o Criminalité.....	16
4 ^o Descendance.....	20
CHAPITRE PREMIER. — L'État favorise l'alcoolisme.....	25
I. — <i>Quelques faits</i>	25
II. — <i>Le Privilège des bouilleurs de crû</i>	30
III. — <i>La Loi du 17 juillet 1880 sur les cafés, cabarets et débits de boissons</i>	36
CHAPITRE II. — L'action législative.....	40
I. — <i>Les Lois prohibitives</i>	40
1 ^o La Prohibition absolue.....	40
2 ^o L'Option locale.....	42
3 ^o La Prohibition des spiritueux à essence et des huiles de vin.....	42
II. — <i>L'impôt sur l'alcool</i>	44
III. — <i>Le dégrèvement des boissons dites hygiéniques</i>	48
IV. — <i>L'impôt progressif</i>	50
V. — <i>Le monopole de l'alcool</i>	51
VI. — <i>Les Lois sur l'ivresse et les débits de boissons</i>	58
VII. — <i>Les législations étrangères des débits de boissons</i>	60
1 ^o La Suppression des cabarets.....	60
2 ^o Le Système de Gothenbourg.....	62
3 ^o Les hautes licences.....	64
4 ^o La limitation légale.....	65
VIII. — <i>La limitation légale en France</i>	68
IX. — <i>Résumé</i>	72
CHAPITRE III. — La Lutte contre l'alcoolisme à l'Ecole.....	75
L'instruction.....	83
L'éducation.....	85
CHAPITRE IV. — La Lutte contre l'alcoolisme dans l'Armée..	88
I. — <i>La Restriction et la prohibition de la vente de l'alcool</i> ..	89
II. — <i>Les Boissons hygiéniques</i>	90
III. — <i>La Suppression des cantines</i>	92

177

IV. — La Surveillance des débits de la garnison.....	94
V. — Quelques procédés pour faciliter l'action morale.....	96
1° Les Sociétés de Tempérance.....	96
2° Les Cercles de soldats.....	97
VI. — L'action morale.....	101
CHAPITRE V. — La Lutte contre l'alcoolisme dans la Marine..	104
I. — La Marine de l'État.....	104
II. — La Marine du commerce et les pêcheurs côtiers.....	109
1° Alcool, hôtesses et marchands d'hommes.....	109
2° Maisons de marins.....	112
III. — Les Terre-Neuvas et les Islandais.....	116
1° L'Horrible vie.....	116
2° Les œuvres de mer.....	121
CHAPITRE VI. — La Lutte contre l'alcoolisme par le Clergé...	124
CHAPITRE VII. — La Lutte contre l'alcoolisme dans les Hôpi- taux.....	132
CHAPITRE VIII. — La Lutte contre l'alcoolisme dans la Classe ouvrière.....	141
I. — L'alcoolisme ouvrier.....	141
II. — Les Causes de l'alcoolisme ouvrier.....	145
III. — Une enquête.....	152
IV. — Le Rôle des chefs d'industrie.....	156
V. — Les habitations ouvrières.....	160
VI. — La femme contre l'alcool.....	164
1° Les écoles ménagères.....	165
2° Le Rôle des femmes et des filles d'industriels.....	166
VII. — Les Cafés et restaurants de tempérance. Les Cercles ouvriers.....	167
VIII. — L'action morale.....	170
CONCLUSIONS.....	172

